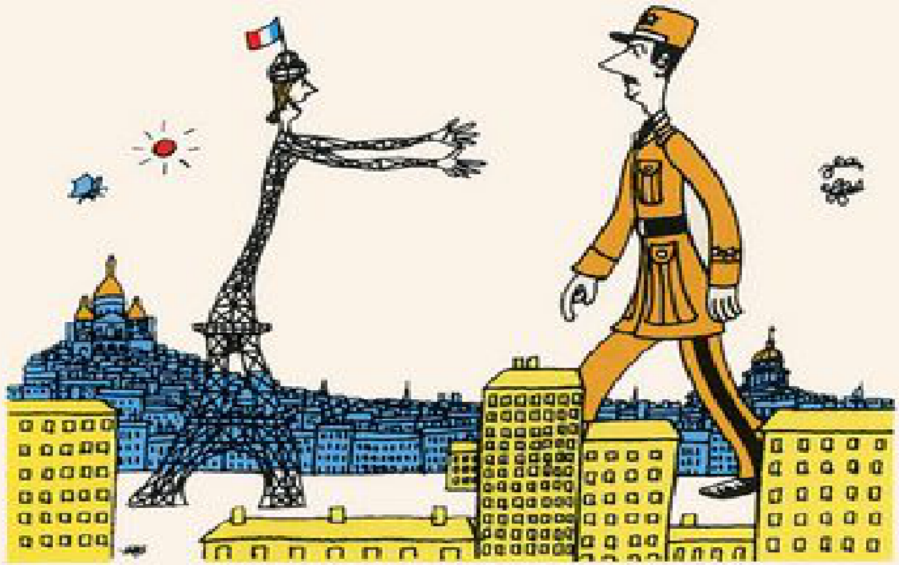
PHILIPPE RAGUENEAU

Humeurs et Humour du Général



GRANCHER

SHOUT
SHARE
IT

Annotation

Pour la majorité des Français, Charles de Gaulle était « l'homme du 18 Juin », le chef de la France combattante, le libérateur, l'ultime recours de 1958, le premier Président de la Ve République, pour tout dire, la « statue du commandeur ».

Mais bien peu soupçonne que cet homme, dont l'immense stature physique, intellectuelle et morale intimidait tous ceux qui l'approchaient, aimait aussi rire et provoquer le rire ; qu'il était doué d'un humour, tantôt subtil, tantôt féroce ou caustique, qu'il maniait avec le même bonheur et la même délectation, le sarcasme, la malice et l'ironie ; que la provocation délibérée et la mauvaise foi consciente libéraient chez lui un grand rire intérieur ; que ses rognes et ses grognes s'exprimaient en mots savoureux ; que ses traits d'esprit faisait le tour de son entourage ; mais qu'il savait aussi manifester, à point nommé, sollicitude et bienveillance.

Ces humeurs et cet humour du Général, nous les avons traqués dans les souvenirs de ceux qui l'ont approché. On en trouvera dans ce recueil, qui s'est voulu honnête, la fidèle expression.

Biographie de l'auteur

Philippe Ragueneau, Compagnon de la Libération, a vécu 14 ans dans la familiarité du Général de Gaulle : pendant la guerre, dans les Forces Françaises Libres, puis au Rassemblement du Peuple Français, successivement comme chargé de mission, directeur des services de presse, propagande et information et, en 1958, à son Cabinet, comme chargé de mission, responsable des relations avec la presse.

- PHILIPPE RAGUENEAU
  -
  - L'HUMOUR
  - L'ESPRIT
  - LA MALICE
  - LE SARCASME ET L'IRONIE
  - L'IMPATIENCE
  - LA PROVOCATION
  - LA MAUVAISE FOI
  - LA HARGNE, LA GROGNE ET LA ROGNE
  - LA SUPERBE
  - L'INATTENDU
  - LA BIENVEILLANCE ET LA SOLLICITUDE

- notes
  - 1
  - 2
  - 3
  - 4
  - 5

PHILIPPE RAGUENEAU
Humeurs et humour du Général

Au nombre de ceux dont Charles de Gaulle appréciait tout particulièrement la compagnie figurait l'amiral Thierry d'Argenlieu, un fidèle parmi les fidèles auquel le Général vouait estime et amitié.

Or l'amiral possédait une étonnante garde-robe : grand uniforme d'amiral de la flotte, costume de Supérieur des Carmes — ce qu'il était aussi — tenue stricte du clergyman, spencer pour réceptions élyséennes, complet-veston anonyme, et j'en passe. Si bien que, lorsqu'il s'annonçait à La Boisserie, pour une visite ou un séjour, de Gaulle ne manquait jamais d'interroger malicieusement son aide de camp :

« Dans quel accoutrement verrons-nous apparaître aujourd'hui notre Frégoli ?… »

On aurait pu en dire tout autant du Général lui-même, à ceci près que ses mues ne devaient rien à l'étiquette et tout à l'humeur. Car — cela se sait peu — il y avait plusieurs de Gaulle…

Il convient, bien sûr, d'évoquer d'abord celui qui est entré de plain-pied dans l'Histoire : l'homme du refus et du sursaut de Juin 40 ; le chef de la France libre dont la voix, quatre ans durant, fit vivre l'espérance ; le libérateur descendant, sous les acclamations, les Champs-Élysées pavoisés ; l'homme du recours de Mai 58 que les événements d'Alger ramenèrent au pouvoir, celui qui devait signer l'acte de décès de la IVe République et l'acte de naissance de la Ve ; l'homme, enfin, qui sut mater la révolte des généraux, les fureurs meurtrières de l'O.A.S., les excès de Mai 68.

Ce de Gaulle-là, que la statuaire a figé dans le marbre, c'est le « De Gaulle monumental » que Jean Lacouture appelle, tantôt « le connétable », et tantôt « le souverain » : autoritaire et impérieux, imprécateur et intransigeant, superbe et intraitable…

Mais ses collaborateurs et ses conseillers le savaient aussi à l'écoute des réalités et à l'affût des occasions, foncièrement pragmatique, lucide, visionnaire et, en de multiples circonstances, étonnamment prophétique. (Observons, en passant, que ce dernier aspect du personnage nous est, aujourd'hui et à tout moment, révélé : n'avait-il pas confié à un intime, dès 1954, que « bientôt, l'Occident n'aurait plus, en face de lui, le communisme, mais des communistes » et que ceux-ci, de gré ou de force, favoriseraient le rapprochement entre l'Est et l'Ouest ? « Le communisme se sécularise » avait-il annoncé. Et souvenons-nous aussi de cet entretien avec Nicolas Podgornyï, élu président du Praesidium du Soviet suprême, en 1965 :

De Gaulle : « Reconnaissez, monsieur le Président, que nous avons fait

la révolution avant vous… »

Podgornyï : « Oui, mais nous, nous l'avons maintenue. »

De Gaulle : « Après la révolution, il y a l'évolution. Et, à cela, vous n'échapperez pas. »

Ce qui vient de se passer en Europe de l'Est donne la bonne mesure de cette prescience des événements…

Et cela vaut aussi pour ce message, confié à Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et que J.F. Kennedy, tout fraîchement élu, recevait à Washington :

« Chaban, allez le voir. Vous me direz qui est ce jeune homme. Et conseillez-lui, de ma part, de ne pas s'entêter dans cette affaire du Vietnam où les États-Unis peuvent perdre et leurs forces, et leur âme. »

Précisons aussi que ce de Gaulle des historiens et des biographes avait souvent l'humeur mauvaise et, à cela, les motifs ne manquaient pas. Les pièges et les coups fourrés, les trahisons et les lâchetés, les « combines » et la « vachardise » lui inspiraient des éclats sonores de « hargne, de rogne et de grogne » (des mots qui reviennent souvent dans son vocabulaire), mais aussi, à l'occasion, des traits fulgurants qui exprimaient l'ironie, le sarcasme et l'impatience.

On en trouvera, dans les pages qui suivent, quelques truculents exemples.

Le « deuxième de Gaulle », déjà moins connu, est « le politique » ; avisé, calculateur, rusé ; machiavélique s'il le faut ; provocateur avec délectation ; inattendu en maintes circonstances — celui qui disait :

« Napoléon a commencé à décliner lorsqu'il a cessé de dérouter. »

De ce de Gaulle, retors et roublard, Pierre Mesmer, qui fut son Compagnon des bons et mauvais jours et son irréprochable Premier ministre, a écrit :

… « C'est un homme qui a toujours eu le don d'amener ses visiteurs à lui tenir des propos qu'il désirait entendre ou qu'il entendait combattre. Je me suis fait piéger plusieurs fois, depuis 1940 !… — Il faut se méfier des provocations du Général ! Il m'a fait le coup une dizaine de fois… »

André Malraux, dans la préface des « Chênes qu'on abat » l'exprime d'une autre manière :

« Ses paroles vont de ce à quoi il réfléchit à ce qu'il improvise pour y réfléchir, enfin à ce qu'il dit pour s'amuser… — Ne tenons pas des boutades pour des confidences. » Ce que l'ambassadeur Léon Noël commente ainsi :

« Sage conseil, que certains — y compris des auteurs de livres à succès — auraient gagné à observer. Ils eussent évité ainsi de prendre pour argent comptant de virulentes saillies auxquelles de Gaulle se livrait volontiers, tantôt, tout simplement, parce qu'il trouvait plaisant d'étonner ses interlocuteurs, tantôt à la façon des caricaturistes qui accentuent certains

traits de leurs modèles pour mieux suggérer L'idée qu'il voulait en donner. »

En fait, comme le rappelle Michel Debré : « Plaider le faux pour savoir le vrai a toujours été la méthode du Général. » Et Christian Fouchet, qui fut son ministre de l'Intérieur, complète le trait :

« De Gaulle a toujours été le champion de l'intoxication. »

Mais il y avait également « le troisième de Gaulle », l'homme tout court, celui que peu de privilégiés ont connu et apprécié : spirituel, pétri d'humour, malicieux, ironique, persifleur, celui qui prenait un secret plaisir à observer le visage d'un interlocuteur lorsqu'il usait, avec lui, de la plus totale mauvaise foi.

Le général Pierre Billotte, qui fut à Londres son chef d'État-major avant de reprendre un brillant commandement militaire, a écrit ce qui, sans doute, en surprendra plus d'un :

« De Gaulle aimait rire et savait provoquer le rire pour se faire mieux comprendre. Il était doué d'un humour multiple, tour à tour rose ou noir, ironique ou sarcastique, bienveillant ou féroce, bon enfant ou grimaçant, rarement méchant mais le plus souvent moqueur… Une lueur dans les yeux, un pli à la commissure des lèvres étaient, pour ses familiers, le signe d'une douce hilarité… Je n'ai jamais douté que, malgré ces changements d'expression à peine esquissés, de Gaulle n'éprouvât par son rire intérieur et silencieux, autant de plaisir que quiconque. »

Quant à Jean-Raymond Tournoux, qui l'a beaucoup approché et à qui l'on doit de nombreux et remarquables ouvrages, il précise :

« Si de Gaulle n'habille pas toujours la plaisanterie d'une légèreté zéphirienne, l'humour froid atteint des degrés insoupçonnés. La cocasserie burlesque alterne avec l'esprit le plus subtil et presque insaisissable. »

Plus près de nous, enfin, Jean d'Ormesson, dans son dernier ouvrage : « Garçon, de quoi écrire ! » met la dernière touche au portrait :

« … Quand le Général est revenu, j'ai beaucoup ri. Des moments exceptionnels. Je vous ai dit déjà que j'étais heureux de savoir que nous allions recommencer à emmerder le monde. D'ailleurs, il y a, dans le gaullisme, un côté qui me frappe et sur lequel on n'insiste pas assez : c'est son côté comique. Regardez les conférences de presse du Général : les bons mots, les descriptions humoristiques, le problème de sa succession, le voyage à Québec… C'était fabuleux… Il me semble qu'après lui, on a beaucoup moins ri. Je ne me souviens pas que Pompidou, Giscard ou Mitterrand aient autant fait se gondoler les journalistes et les foules. »

Mais « l'homme de Gaulle » n'était pas davantage dépourvu de ces sentiments dont beaucoup croient ou pensent qu'il n'était point habité ou, qu'au mieux, il les ignorait. Loin des estrades, des projecteurs, des tribunes et des micros, il manifestait une profonde bienveillance à l'égard de ses proches et de tous ceux qui lui semblaient la mériter. Préoccupé de justice

sociale au point de mettre en balance — ce qu'il advint le 27 avril 1969 — son titre et ses fonctions, attentif au malheur des humbles, compatissant sans éclats ni ostentation, il veillait cependant, par pudeur naturelle et, parfois, par calcul délibéré, à ce que cet aspect de sa nature profonde ne fût pas sottement interprété comme un signe de faiblesse dans un monde et dans un temps dont il savait, mieux que quiconque, qu'il ne révère que les apparences et ne respecte que la puissance. L'ambassadeur Léon Noël qui fut, de 1940 à 1970, un collaborateur, un ami et un confident, l'a fort bien exprimé :

« … Sa haute taille, sa gravité habituelle, sa froideur apparente le faisaient apparaître à beaucoup comme inaccessible, lointain, glacial, insensible, indifférent. C'était là le contraire de la vérité. Homme du monde, il possédait ce qui avait manqué à Bonaparte : les bonnes manières, une courtoisie jamais en défaut… Il se montrait, en petit comité, plein d'attention pour ses hôtes, veillait à ce qu'ils ne manquent de rien, s'intéressait à leurs occupations, s'enquérait de leur santé, les questionnait sur leurs enfants, leur montrait qu'il n'avait oublié aucun détail de ce qui lui avait été répondu en de précédentes rencontres… La plupart des gens auraient été aussi incrédules qu'étonnés en nous entendant, nous, ses collaborateurs immédiats, affirmer que le Général « était gentil » et qu'il savait l'être avec beaucoup de délicatesse… »

Dans le même ordre d'idée, le président du Sénat belge, Paul Struye, dans un article confié à un quotidien bruxellois, renchérit :

« … La grandeur parfois accablante que lui donnait une dimension inusitée savait s'assouplir, se détendre et s'humaniser dans des entretiens familiers où il donnait libre cours à sa connaissance étonnante des hommes et des choses, à son esprit toujours en éveil, et à une délicatesse d'expression et de sentiments dont le charme envoûtant contrastait avec l'austérité qui émanait de ses attitudes, de ses regards et de ses propos. »

Ainsi donc, ce sont ces « trois de Gaulle » que vont évoquer ces anecdotes, ces bons mots, ces répliques, ces histoires glanés auprès de ceux qui l'ont côtoyé ou approché.

Plutôt que de les rapporter dans un ordre chronologique qui n'aurait pas, en la circonstance, grande signification, ou par thèmes, ce qui, à la longue, risquerait d'être fastidieux, j'ai choisi de les classer par « humeur », et, à propos de chaque « humeur du Général », de partir du plus lointain pour finir par le plus récent.

La vraie difficulté a consisté à séparer le bon grain de l'ivraie. On ne prête qu'aux riches, c'est bien connu, et bon nombre des « histoires » qui se colportent à propos du Général sont apocryphes, — certaines totalement fausses et aisément décelables car elles ne cadrent pas avec le personnage, d'autres simplement douteuses ou fortement enjolivées. Toutes celles-là, je les ai, bien entendu, éliminées.

Parfois, et s'agissant de « mots » authentiques, plusieurs versions avaient cours. Je me suis efforcé de retrouver la bonne sans que je puisse absolument garantir d'y être parvenu.

Mais, pour toutes les anecdotes retenues, il m'a semblé important de les situer très précisément : par la date, par l'indication du lieu, par le nom et la qualité de l'interlocuteur ou du confident, par le rappel de la circonstance historique qui les motivait.

Outre que ce parti pris les authentifie, ces précisions et l'évocation du contexte nous livrent une autre lecture de l'Histoire, plus légère, assurément, mais profondément enrichissante et didactique.

Au bout du compte, ce qui apparaît, et de façon fulgurante, c'est que ces « mots du Général » sont étonnamment exemplaires : ils révèlent, mieux que beaucoup d'écrits et de discours, ce qu'était sa nature profonde, son tempérament, son caractère, ses sentiments. À travers ses imprécations et ses colères, ses traits d'esprit et ses sarcasmes ; à travers sa compassion et son humanité, c'est un de Gaulle authentique qui nous est donné à connaître, tel qu'il fut dans la réalité, et tel qu'il doit demeurer dans la mémoire collective des hommes.

PHILIPPE RAGUENEAU

L'HUMOUR

Aux jeunes officiers français, l'occupation de l'Allemagne, en 1919, offrait plus de sourires que de grimaces car les Allemands — et aussi les Allemandes — vouaient, aux vainqueurs, davantage de respect que d'animosité.

Le séduisant capitaine de Gaulle, qui fréquentait les salons de la meilleure société, n'était pas le dernier à en tirer un agréable parti. Dans une lettre à un ami, resté en France, il confiait :

« … Dur au combat, le Français est aussi galant avec les femmes. Ces deux comportements ont d'ailleurs le même objectif : la défaite de l'autre… »

* * *

Bien qu'il n'en parlât jamais, Charles de Gaulle, depuis son arrivée en Angleterre, le 17 juin 1940, tremblait pour sa femme et ses enfants, restés en France, à Préfailles, chez son frère Xavier de Gaulle. Il ne doutait pas qu'Yvonne remuât ciel et terre pour le rejoindre, mais par quelles traverses, quels périls ?…

Le 19 juin au matin, le téléphone sonne dans le bureau de Geoffroy de Courcel, chef de Cabinet du Général.

« Je suis là, dit une voix tranquille. Le Général est près de vous ? »

Elle était là, en effet, sur un quai de Falmouth où le dernier chalutier, en partance de Bretagne, venait d'accoster.

Bouleversé, Courcel courut en informer le Général.

« Ah ! » dit-il simplement, avec un flegme tout britannique. Puis, se tournant fièrement vers ses premiers et rares compagnons :

« Ma femme et mes enfants arrivent en renfort. »

* * *

Lors de la réception qui suit l'inspection, par le Général Sir Cory, des forces françaises, au camp d'Aldershot, ce 1er août 1940, une jeune femme, qui s'exprime dans un excellent français, s'approche du Général et lui pose cette question, fort sotte et saugrenue compte tenu des circonstances :

« Et comment va la France, Général ? »

De Gaulle ne se démonte pas :

« Très bien, madame. Elle nous enterrera tous. »

* * *

Le colonel Passy-Dewavrin, chef des 2e et 3e Bureaux du B.C.R.A., se souvient de ce déjeuner à l'hôtel Savoy, en novembre 1940, auquel l'ambassadeur Maurice Dejean avait convié le Général et Mme de Gaulle, le lieutenant de Courcel, chef du Cabinet, et lui-même.

À la fin de cet excellent repas, le « chef » français de l'hôtel tint à se présenter au Général pour lui dire sa joie et sa fierté de pouvoir le saluer.

« J'en ai autant à votre service, lui répondit le Général, car vous êtes un plus grand « Chef » que moi… »

* * *

À Londres, de Gaulle avait loué une chambre et un salon au dernier étage de l'hôtel Connaught.

André Gillois se souvient que son nouvel aide de camp, François Coulet, qui habitait aussi l'hôtel, avait mission de régler la note du Général chaque semaine. Ce que de Gaulle, à l'occasion, lui remettait en mémoire :

« Et, surtout, n'oubliez pas ! Il me déplairait fort d'être obligé de passer à quatre pattes devant la réception… »

* * *

De Gaulle regagne l'Angleterre, le dimanche 31 août 1941, au terme d'un long périple en Afrique noire, en Égypte et au Proche-Orient.

L'hydravion Catalina, dans lequel il voyage depuis Gibraltar et qui doit amerrir sur le plan d'eau de Poole, survole à basse altitude les bois et les pâtures du Devon et du Dorset.

De Gaulle jette un coup d'œil par le hublot :

« L'ennui de survoler ce pays, un dimanche, c'est qu'avec tous ces braves types de la Home Guard, qui brûlent d'en découdre et qui s'ennuient un peu en famille, on est bien fichus de recevoir du plomb dans les fesses… »

* * *

Fin 1941, la menace d'une invasion de la Grande-Bretagne pouvait être tenue pour écartée. On respirait.

Cependant, pour les Anglais, la phase suivante consistait à se doter d'un armement efficace et puissant, ce qu'ils ne détenaient pas encore, et les contingents alliés, qu'ils avaient accueillis sur leur sol, les trouvaient parfois un peu lents à s'organiser.

À Leeds, par exemple, où de Gaulle avait été invité à présider une cérémonie patriotique, deux bataillons féminins avaient défilé au pas, à la bonne cadence, martialement, mais sans armes.

De Gaulle, qui raillait un peu les inquiétudes de ses bons alliés, s'était penché vers son aide de camp, avec un faux air d'angoisse :

« Voilà qui est bien préoccupant !… J'espère que nous pourrons leur prêter des fusils pour défiler sur les Champs-Élysées… »

* * *

Churchill vient d'avoir, avec de Gaulle, un accrochage sévère qui a laissé le Premier ministre britannique au bord de l'apoplexie.

L'un de ses conseillers tente de le raisonner :

« Vous admettez cependant que c'est un grand homme ? »

Churchill s'étrangle de fureur :

« Un grand homme ? De Gaulle ? Lui, un grand homme ?… (Il se calme). Naturellement que c'est un grand homme ! »

* * *

À Londres, le Général de Gaulle a accoutumée de traiter, à l'hôtel Connaught, quelques fidèles, sédentaires ou de passage. Or l'un d'eux, qui figurait au nombre des habitués, n'a pas reçu depuis longtemps le carton d'invitation tant convoité. Raymond Offroy, qui est son ami, plaide en sa faveur auprès du Général.

« Je veux bien l'inviter de nouveau, répond le Général, mais sans sa femme.

— Pourquoi, mon Général ? Parce qu'elle est anglaise ?

— Mais non, voyons !… Il est vrai que vous n'étiez pas avec nous lorsque j'ai tenté de rallier Dakar à la France libre. Eh bien, à bord du « Westernland », cette dame était infirmière. Elle a couché avec tout le monde, sur ce bateau, sauf avec moi, Courcel, et, *peut-être*, le père d'Argenlieu. »

* * *

Winston Churchill, qui vient d'arriver à Marrakech ce 10 janvier

1944, paraît fort mal en point.

En tout cas, c'est ce qu'annonce au Général l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Alger, M. Duff Cooper.

De Gaulle décide alors qu'« un geste s'impose » et, sans attendre la date du 12, retenue pour les entretiens franco-britanniques, il se fait conduire au terrain de Boufarik et s'envole vers Marrakech.

En l'accueillant, Gabriel Puaux, haut-commissaire de France au Maroc, lui annonce :

« M. Churchill va de mieux en mieux. »

Bonne nouvelle !

De Gaulle invite Churchill à déjeuner.

La suite de l'histoire, le Général va la raconter, à son retour, à Louis Joxe, Secrétaire général du Comité français de la libération nationale :

« À la fin du repas, il me parut un peu las alors qu'il avait fait preuve, au début, d'une agressivité rassurante. Toujours est-il que je lui offris de passer nos troupes en revue, le lendemain matin, tout en restant bien assis, pendant le défilé, et sous un parasol. Cette perspective l'attira plus que je ne l'aurais cru. C'est un sentimental… Le lendemain il arriva à l'heure, revêtu d'une tenue d'amiral (il paraît qu'il y a droit). Les Français et les Marocains se comportèrent très bien, le public fut chaleureux et, ma foi, lui et moi nous sentions émus et satisfaits. À la fin du défilé, il m'adressa quelques phrases aimables. — On crie beaucoup « Vive de Gaulle », dit-il. — Ah ! Vous l'avez remarqué, lui ai-je répondu… »

* * *

Le Chef du gouvernement provisoire de la République française effectue son premier voyage officiel aux États-Unis du 5 au 12 juillet 1944. Il aura, avec le Président Roosevelt, plusieurs entretiens qui seront, bien souvent, des dialogues de sourds…

Le 8 juillet, il manifeste le désir de rendre visite au Général Pershing qui commanda, en 1917, le corps expéditionnaire américain et qui occupe un appartement privé au Walter Read Hospital de Washington.

Au cours de leur conversation, le vieux Général Pershing, qui en est resté à la guerre de 14, demande à de Gaulle :

« Et comment va le maréchal Pétain ?

— Ma foi, répond de Gaulle sans se démonter, voilà bien longtemps que je ne l'ai vu… »

* * *

Le général de brigade Charles de Gaulle quittait la France, le 17 juin 1940, avec, pour seul compagnon de voyage, le lieutenant Geoffroy de Courcel.

Quatre ans plus tard, le 25 août 1944, à 16 heures, il rentrait à Paris et s'installait aussitôt au ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique, qu'il avait occupé en 1940 comme Sous-secrétaire d'État à la Guerre. Et, cette fois encore, son compagnon de voyage était le directeur adjoint de son Cabinet : Geoffroy de Courcel.

En descendant de voiture, il se tourna vers lui :

« Et voilà, Courcel ! On a fait le tour. »

* * *

Le lendemain, Paris en liesse l'acclamait et faisait fête à ses libérateurs.

La descente à pied des Champs-Élysées, de l'Arc de Triomphe à la Concorde, le bain de foule rue de Rivoli, la messe à Notre-Dame, ponctuée des tirs des « desperados » qui venaient des toits… Rude journée !

Le Général qui avait, dans la soirée, regagné ses bureaux, au ministère de la Guerre, en avait, révérence parler, plein les bottes…

Et devant Maurice Schumann, qu'il avait convoqué, il promettait comiquement :

« Eh bien, on ne m'y reprendra plus ! »

De Gaulle quitte son bureau du ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique.

Ce 20 janvier 1946, il vient d'annoncer, aux ministres réunis, qu'il se retirait devant la réapparition du « régime exclusif des partis ».

Sur le seuil, à l'instant du départ, il se tourne vers ses derniers fidèles et, d'un air amusé, il répète la phrase que le maréchal Clauzel avait lancée au duc d'Orléans devant Constantine qui leur résistait :

« Et maintenant vous allez voir ce qu'il y a de plus difficile, dans l'art de la guerre : la retraite ! »

* * *

1946, une année sombre…

De Gaulle a pris du champ, faute de pouvoir gouverner efficacement, et les Français l'ont regardé s'éloigner sans réagir.

À la Boisserie, où il s'est cloîtré, de Gaulle écoute, observe, reçoit, médite… La France, oui ! Mais les Français…

Le général Vanier, Ambassadeur du Canada, lui fait parvenir une

invitation à passer quelques semaines au Québec, et de Gaulle rêve, avec un sourire malicieux aux lèvres :

« Je pêcherais des poissons… »

Il se tourne vers M^me^ de Gaulle

« Vous les feriez cuire… »

* * *

À la veille du référendum sur le projet de Constitution, le samedi 4 mai 1946, — projet que de Gaulle conseille aux Français de rejeter, — Claude Mauriac, fils de François et son secrétaire particulier, lui demande s'il se rendra pour voter, le lendemain, à la salle des fêtes du 16^e^ arrondissement où il est inscrit.

« Oui, répond de Gaulle. Mais très tôt ou très tard… Avant ou après la grande foule… Je suis un timide. »

* * *

À propos de Georges Bidault, cofondateur du M.R.P. et chef du gouvernement du 19 juin au 18 novembre 1946, de Gaulle a cette boutade, que nous rapporte Jean-Raymond Tournoux :

« Un jour, dans un salon, j'ai surpris une réflexion de Bidault. Il racontait à mon propos : *Je n'ai jamais vu quelqu'un prendre autant de mouches avec du vinaigre.* Celui-là m'a compris. »

* * *

Le 29 janvier 1950, la Côte d'Or reçoit la visite du Président du Rassemblement du Peuple français, créé le 14 avril 1947 pour battre en brèche le « régime des partis ».

Le Chargé de mission Olivier Guichard, qui est ici « chez lui », est le premier à l'accueillir, un peu avant Dijon.

Salutations, poignées de mains, salamalecs… Guichard se dispose à s'installer sur le siège avant de la voiture du Général, à côté de Gaston de Bonneval et du chauffeur, lorsque de Gaulle l'arrête d'un geste et d'un sourire :

« Ne vous mettez pas à trois devant, ça fait socialiste. »

* * *

Le 9 juin 1951, le Président du Rassemblement du Peuple Français visite, cette fois le Morbihan. Les élections législatives ne sont pas loin et le Général fait, depuis six mois, un grand tour de la France pour mobiliser les Français et soutenir les candidats du R.P.F.

À Vannes, après les discours, Jacques Bruneau, chargé de mission pour la région (et qui deviendra, plus tard, diplomate, puis préfet) escorte le Général jusqu'à sa voiture.

En chemin, une question insolite lui vient aux lèvres :

« Combien mesurez-vous, mon Général ? »

De Gaulle se tourne vers lui, un peu étonné :

« Un mètre quatre-vingt-quatorze… Pourquoi cette question ?

— Parce que j'ai la même taille que vous, mon Général : un mètre quatre-vingt-quatorze. »

De Gaulle s'arrête et le toise :

« Ah… (Il marque une pause.) Et c'est pour ça que vous êtes gaulliste ? »

* * *

De Gaulle ne voyait pas que des avantages à sa haute taille.

« Certes, avait-il dit, les gardes du corps me voient de loin », mais pour ajouter aussitôt : « Les mal intentionnés aussi… »

Il confiait volontiers à son entourage :

« Nous ne sommes jamais entièrement à notre aise, nous autres, les géants… Les fauteuils sont toujours trop petits, les tables toujours trop basses, les lits toujours trop courts, les interlocuteurs toujours trop loin… »

* * *

Le 24 septembre 1940, une flotte franco-britannique, sous les ordres de l'amiral Cunningham, se présente devant Dakar pour rallier à la France libre les territoires de l'Afrique occidentale française. De Gaulle est présent, à bord du *Westernland*.

Mais le gouverneur général Boisson donne l'ordre au *Richelieu* et aux batteries côtières d'ouvrir le feu, et les obus de 380 pleuvent sur les navires britanniques et les trois avisos français.

Cunningham enjoint à ses unités de se retirer.

Treize ans plus tard, le 5 mars 1953, Charles de Gaulle, à l'occasion d'un long périple en Afrique noire, fait étape à Dakar.

Aux conseillers municipaux et aux notables réunis pour le saluer et le recevoir, il déclare, mi-figue, mi-raisin :

« Bien ou mal, Messieurs, je suis toujours heureux d'être accueilli à Dakar. »

* * *

La librairie Plon publie, le 22 octobre 1954, le premier tome des « Mémoires de guerre » du Général de Gaulle.

C'est un événement, à la fois politique et littéraire.

Aussitôt Vinogradov, ambassadeur d'U.R.S.S. en France, dont on s'accorde à dire qu'il voue, au Général, une grande admiration, prend contact avec l'aide de camp de l'ermite de Colombey et demande audience.

Elle est accordée.

Au jour dit, une grande limousine noire s'immobilise devant le perron de La Boisserie et Vinogradov en descend, un exemplaire de *L'Appel* sous le bras.

Il est introduit auprès de De Gaulle et, d'entrée de jeu, il exprime son vif désir d'être dans les tout premiers à bénéficier d'une dédicace amicale de l'auteur. Et puis, soudain, les vieux réflexes de prudence et de peur jouent aussi :

« Je dois vous préciser cependant, mon Général, que mon gouvernement ne m'a nullement chargé de faire cette démarche… Toutefois, il ne me l'a pas non plus interdite… Autrement dit (il patauge un peu) il ne désapprouve pas ma visite, mais, pour autant, il ne saurait, étant donnée la conjoncture internationale, la cautionner officiellement. Et… »

De Gaulle lui coupe la parole :

« Je crois que j'ai compris, Monsieur l'Ambassadeur… En fait, c'est des Chinois dont vous avez peur. »

* * *

Le 29 mai 1958, pressenti par le Président Coty pour former et présider le dernier gouvernement de la IVe République, le Général de Gaulle réunit autour de lui le petit groupe des fidèles qui ne l'ont jamais quitté et qui ont valeureusement contribué à son retour.

C'est une course contre la montre : il vient à peine d'arriver de Colombey, il voit Coty à l'Élysée à 19 h 30, il doit rendre publique, dans trois jours, la composition de son gouvernement — mais avec quels ministres ?… Allez ! Faites marcher vos méninges !

À Georges Pompidou, qui deviendra, à Matignon, son Directeur de Cabinet, il demande de lui trouver des radicaux.

Pompidou s'en étonne…

Et de Gaulle, malicieusement :

« Pompidou, il faut toujours des radicaux dans un gouvernement. C'est l'usage. »

* * *

Le 31 mai 1958, à l'hôtel La Pérouse où il s'est Installé depuis que, la veille, il a accepté l'offre du Président Coty, le Général de Gaulle reçoit les Présidents des groupes parlementaires et d'influentes personnalités ministrables.

Gaston de Bonneval, son aide de camp, qui les introduit l'un après l'autre, n'est pas encore tout à fait familiarisé avec tous ces visages, et il annonce Bacon.

C'est Buron qui entre…

À l'issue de l'entretien, Bonneval tient à s'excuser de la méprise.

« Vous êtes tout excusé, Bonneval : ils sont tous pareils. »

* * *

À Matignon, en 1958, Conseillers techniques et Chargés de mission du Cabinet du Président du Conseil assuraient, à tour de rôle, une permanence de nuit.

Pour la circonstance, l'heureux élu dînait en compagnie du Général et de M^me^ de Gaulle, puis s'installait chez eux pour la nuit, dans une chambre qui jouxtait la leur.

C'était mon tour, ce jour-là.

La nuit fut relativement tranquille.

Le lendemain, au petit déjeuner, le Général m'interrogea :

« On ne vous a pas trop embêté ?

— Pas trop, mon Général. La routine… Un coup de fil de notre ambassadeur à Moscou, vers minuit…

— Ah ! Les Russes nous déclarent la guerre ?

— Pas encore, mon Général.

— Alors on a le temps de finir les toasts. »

* * *

Lorsque se déchaîne, en Chine, la « révolution culturelle », de Gaulle, qui sait le poids de la Chine dans le monde, demande à être tenu étroitement informé des événements.

C'est ainsi qu'Étienne Burin des Roziers, Secrétaire général de la Présidence de la République, lui rapporte que des affiches injurieuses, d'abord à l'égard des Américains et, à présent aussi, à l'égard de la France, fleurissent sur les murs de Pékin. L'une d'elles traite même de Gaulle de chien occidental…

De Gaulle sourit :

« C'est bien la première fois que je me fais traiter de chien par des pékinois… »

* * *

Depuis son retour aux affaires, le 1er juin 1958, Charles de Gaulle voyage beaucoup. Pas une province qui n'ait sa visite. Pas une ville qui ne l'acclame…

À Sacha Distel, rencontré par hasard :

« Vous, je vous connais. Nous avons fait les mêmes villes. »

* * *

Ce soir-là, grande réception à l'Élysée.

L'huissier annonce les personnalités invitées et les introduit, à tour de rôle, dans le grand salon. — Queues-de-pie, robes longues, nœuds papillons, diadèmes, falbalas…

Soudain, entrée de Brigitte Bardot, superbe et sobre dans un dolman kaki à brandebourgs, col officier, boutons de métal, pantalon bien coupé…

De Gaulle, que les mondanités ennuient un peu, l'aperçoit et s'exclame :

« Chic ! Un soldat ! »

On la présente au Général qui la salue, tout sourires :

« Vous me pardonnerez, mademoiselle, d'être en civil… »

* * *

Le projet de Constitution de la République, 5e du nom, soumis par référendum au peuple français le 28 septembre 1958, est approuvé par 79,2 % des suffrages exprimés.

À Colombey-les-deux-églises, de Gaulle, qui attend le verdict des urnes, reçoit vers 20 heures un coup de téléphone de son Directeur de Cabinet, Georges Pompidou.

On n'a pas encore les résultats définitifs mais tout laisse présager

un raz de marée d'approbations. À Colombey, par exemple, précise Pompidou, tous les électeurs ont voté « oui », sauf un.

« Ce n'est pas moi ! » s'exclame de Gaulle.

* * *

Au cours de la réception organisée à l'hôtel de ville de Dunkerque, le 26 novembre 1959, un élu local se plaint, auprès du président, de la montée des prix :

« Songez donc, mon général ! L'eau minérale est plus chère que le lait !

— Eh bien buvez du lait ! »

* * *

Dans les premiers jours de janvier 1960, la traditionnelle cérémonie des vœux rameute, à l'Élysée, tout ce que Paris compte de personnalités.

En poste depuis peu, l'ambassadeur d'un pays voisin et allié s'approche de De Gaulle :

« Savez-vous, monsieur le Président, que ma femme est très gaulliste ?

— Eh bien la mienne, monsieur l'Ambassadeur, ça dépend des jours…

* * *

Comme il est normal, la même circonstance s'est reproduite, les « compagnons » étant trop heureux de présenter une « compagne » partageant leurs sentiments…

Ce fut ainsi le cas le 14 juillet 1968, à l'occasion de la rituelle réception à l'Élysée à laquelle bon nombre de députés gaullistes, élus le 30 juin sur les listes de l'U.D.R., avaient été conviés.

L'un d'eux s'était approché du Général, poussant sa femme devant lui :

« Je vous présente mon épouse, mon Général… C'est une fervente gaulliste.

— La mienne aussi, cher ami. »

* * *

À propos du terme « gaulliste », j'emprunte ce commentaire à André Astoux, extrait de son fascinant ouvrage ; « Eh bien, mon cher et vieux pays… » :

« … Ce terme n'avait d'ailleurs pas sa faveur, et, lorsqu'il l'utilisa, ce fut pour exprimer un état d'esprit plutôt qu'une doctrine. À cela il pouvait y avoir plusieurs raisons. Celle de ne pas figer des solutions qui pouvaient évoluer en fonction des circonstances. Celle, aussi, de ne pas confondre le dévouement à sa personne avec le service de la France. — L'Ambassadeur Baelen a fait le récit d'une rencontre entre le Général de Gaulle et un conseiller administratif à Damas, en 1943. Ce dernier lui avait déclaré :

« Mon Général, je veux vous servir, je reste à mon poste, mais je dois vous dire que je ne suis pas gaulliste. »

À quoi le Général avait répondu en le toisant de sa haute taille :

« Mais, monsieur, moi non plus ! »

* * *

Le 24 janvier 1960, à l'annonce du départ du Général Massu, les barricades surgissent à Alger. Des civils, puissamment armés, s'enferment dans un réduit et réclament la démission du Général de Gaulle.

Le 28, l'agitation atteint un point culminant, mais le Chef de l'État ne modifie en rien son programme initial. Il a accepté de présider une séance solennelle du Conseil d'État, et il s'y rend.

Lorsqu'il entre dans la salle du contentieux où Conseillers et Auditeurs l'attendent, Bernard Tricot, Conseiller technique à l'Élysée pour les affaires algériennes, l'entend murmurer les deux vers du prologue d'*Esther* :

> « Ici, loin du tumulte, aux devoirs les plus saints,
> Tout un peuple naissant est formé par mes mains. »

* * *

Khrouchtchev est à Paris, ce 15 mai 1960, pour participer à une Conférence au sommet avec le Président de Gaulle, le Chancelier Adenauer, le Président Eisenhower et Harold Macmillan, Premier ministre de Grande-Bretagne.

Cette Conférence tournera court à la suite d'une virulente attaque de Khrouchtchev qui exige que les Américains présentent des excuses

à l'U.R.S.S., suite au survol du territoire russe par l'avion d'observation U2.

À l'Élysée, de Gaulle commente la séance auprès de ses collaborateurs et conclut :

« Je ne sais pas si le successeur de Khrouchtchev sera marxiste, léniniste, maoïste ou — peut-être — capitaliste. Mais je suis sûr d'une chose : il sera russe. »

* * *

Au poste frontière franco-suisse de Châble, le 9 octobre 1961, le président serre les mains des douaniers, impeccablement alignés, et il leur dit, dans un sourire :

« Messieurs, je n'ai rien à déclarer… Une fois n'est pas coutume. »

* * *

De Gaulle aimait les chats, ce qui n'étonnera, ni ceux qui aiment les chats, ni ceux qui aiment de Gaulle. Et à La Boisserie, bien entendu, régnait en maître le greffier du Général dont je crois me souvenir que c'était un chat gris, tirant sur le chartreux et assez banal, à ceci près qu'il était le seul être au monde à pouvoir se vanter de passer de longs moments sur les genoux du Général de Gaulle.

Ce dimanche-là, André Malraux avait fait le voyage, à la demande du Général qui prisait son enrichissante et volcanique compagnie, et, depuis le déjeuner, les deux amis échangeaient des vues élevées sur l'état de la France, le devenir du monde, les civilisations disparues et l'art polynésien.

Tout à coup, Malraux s'interrompit au milieu d'une phrase et, du doigt, il montra au Général le chat qui, assis à deux pas d'eux, semblait suivre la conversation avec une attention soutenue :

« Regardez, mon Général, ses oreilles qui bougent… Le chat nous écoute… »

De Gaulle tourna la tête vers son petit compagnon et sourit :

« Pensez-vous ! Je le connais… Il fait mine. »

* * *

Les conférences de presse du Général fournissaient souvent matière à formules assassines ou plaisantes.

Celle du 15 mai 1962 comportait, entre autre chose, la mise à

l'ordre du jour de l'élection du Président de la République au suffrage universel et, par conséquent, les conditions de la « succession » :

« Ce n'est pas pour maintenant, répondait de Gaulle. Et j'ajouterai, en faisant allusion à ce qui arrivera quand de Gaulle aura disparu : ce qui est à redouter, après l'événement dont je parle, ce n'est pas le vide politique, c'est plutôt le trop-plein… »

* * *

Cette fin avril 1963 annonce un été précoce. La température est tiède et douce, les bourgeons éclatent, les vignes promettent une bonne vendange, et de Gaulle, qui visite la Champagne, prend plaisir à s'arrêter dans de petits villages où tout le monde lui fait bon accueil.

Dans celui-ci, un couple le salue, au bord de la route, leur loupiot devant eux. De Gaulle s'adresse au papa, en le désignant :

« Il travaille bien à l'école ?

— Pensez-vous, mon Général ! Il veut rien foutre ! »

De Gaulle incline sa haute silhouette vers le petit garçon :

« Tu ne veux rien foutre ? Mais c'est très grave !… Tu ne seras jamais Président de la République !

— J'ai pas envie… C'est trop fatigant. »

De Gaulle se redresse et soupire :

« À qui le dis-tu !… »

* * *

Michel Maurice Bokanowski, sénateur-maire d'Asnières, qui fut, à diverses reprises, ministre du Général, se souvient que cette visite officielle à Auxerre l'avait frappé par son ambiance de jeunesse. Les autorités laïques et religieuses avaient en effet rivalisé pour que des milliers d'enfants fassent cortège au Chef de l'État, agitant des drapeaux et braillant à tue-tête.

Le ministre de l'Industrie était bien placé pour voir poindre à l'horizon le spectre du chômage. Et il avait murmuré :

« Mon Dieu ! Qu'est-ce qu'on va faire de tous ces gosses ! »

Et de Gaulle lui avait répondu :

« Eh bien on ira envahir la Chine… »

* * *

À la fin de cette harassante journée, Bokanowski avait surpris le

Général se massant une jambe, et il s'en était inquiété.

« Ce n'est rien, Bokanowski. Et puis, que voulez-vous, quand on est porté par une telle ferveur populaire, il faut bien supporter les petites punitions de l'âge !… On entend des choses tellement belles, tellement émouvantes !… Tellement surprenantes !… Comme cette femme, tout à l'heure, qui criait…

— Je ne l'ai pas entendue, mon Général. Que criait-elle ?

— Elle criait : mon soulier ! J'ai perdu mon soulier !

* * *

La Guadeloupe fait à de Gaulle, le 21 mars 1964, un accueil triomphal.

À Trois-Rivières, où il s'est arrêté, une femme fend la foule, écarte les « gorilles », bondit vers le Général et l'embrasse sur les deux joues.

… Et elle lui laisse aussi de belles traces de rouge à lèvres.

De Gaulle se tourne vers son aide de camp :

« Je n'ai pas de marques, au moins ?

— Oh si, mon général !

— Tant pis. Ma femme comprendra sûrement. »

* * *

En visite à Soissons, le 11 juin 1964, le Président de la République est accueilli, comme il se doit, à l'hôtel de ville. Et le maire, très cérémonieusement, lui remet, en présent, un superbe vase.

De Gaulle remercie et ajoute :

« Je veillerai à ne point le casser… »

* * *

À la fin de ses grands discours, de Gaulle ne manquait jamais d'inviter son auditoire à pousser une vibrante *Marseillaise* et, devant les micros, il lançait lui-même les premières mesures. L'embêtant, c'est qu'il chantait comme une seringue, et le chœur des fidèles avait bien du mal à repartir du bon pied…

Un jour, dans le Morvan — à Autun, très précisément —, alors qu'il recevait l'hommage d'une foule en liesse, on vit s'approcher de lui, à pas vifs et menus, une très vieille demoiselle qui lui tomba littéralement dans les bras.

Le Général, apparemment très ému, la gratifia d'une affectueuse

accolade.

Puis, reprenant sa route, il se tourna vers Gaston de Bonneval :

— C'était mon professeur de chant. »

Et il ajouta, en souriant :

« Je crois qu'elle ne s'en vante pas… C'est elle qui m'a appris la *Marseillaise*. »

* * *

Alors qu'il était journaliste au « *Monde* » et chargé des affaires du Proche-Orient, Édouard Sablier avait reçu de Beuve-Mery, mission de recruter un correspondant au Liban.

Sablier le trouve, le nomme et lui donne ses instructions.

De ce jour, régulièrement, le *Monde* va publier des dépêches et des commentaires de son correspondant particulier Édouard Saab (eh oui ! C'est le nom du susdit) et les lecteurs du *Monde* (y compris le Général qui le lit attentivement) commencent à se demander pourquoi Édouard Sablier a transformé son nom…

Sur ce, le 7 mai 1965, grande réception élyséenne en l'honneur du Président de la République du Liban, M. Hélou.

Édouard Saab fait partie de la délégation et il est, comme les autres, présenté au Général.

Il en émerge, le visage ruisselant de bonheur… :

« Ah quel homme ! Quel homme extraordinaire ! Il connaît tout le monde !… »

Ses confrères le pressent de questions :

« Qu'est-ce qu'il t'a dit ?

— Il m'a dit : Ah mais vous existez !… »

* * *

Jacques Raphaël-Leygues, qui fut ambassadeur en Côte-d'Ivoire de 1963 à 1979, rend visite au Président de la République.

Entre autres choses, il lui rapporte que le sénateur Biakabuda a été assassiné, en pleine brousse, dans des circonstances qui permettent de soupçonner une main et une inspiration françaises. Il ajoute que, dans son village, et à l'occasion d'une pieuse cérémonie rituelle destinée à sauver, dans l'au-delà, l'âme du défunt, le corps du malheureux sénateur a été partagé entre ses amis et… mangé.

De Gaulle commence par s'insurger :

« Je veux en savoir davantage !… »

Et puis l'humour noir s'en mêle :

« Au fait, voilà une fonction toute trouvée pour le Sénat qui se plaint toujours de manquer de responsabilités : lutter contre la faim dans le monde… »

* * *

Un grand voyageur, écrivain de talent fort apprécié du Général, rentre de Chine, et de Gaulle le reçoit.

Nous sommes au tout début du mois de novembre 1965. De Gaulle vient d'annoncer sa candidature à l'élection présidentielle et il a demandé aux Français de renouveler son mandat.

Dans le bureau du Général, le visiteur raconte ses pérégrinations, ses impressions, ses découvertes :

« … Et savez-vous, mon Général, qu'il y a, en Chine, des centaines de millions de gaullistes virtuels ? »

De Gaulle opine du chef :

« Très intéressant… L'embêtant, voyez-vous, c'est qu'ils ne votent pas en France… »

* * *

À Kourou, en Guyane française, le 25 novembre 1965, la fusée *Diamant* vient de lancer avec succès le premier satellite français : *Astérix*. Sa mise sur orbite est imminente.

Le Président de la République en est aussitôt informé. Il murmure :

« J'espère qu'on lui a fait ingurgiter assez de potion magique… »

* * *

Le second septennat du Président de Gaulle s'ouvre le 8 janvier 1966. À ses collaborateurs qui lui demandent si une cérémonie marquera l'événement, il réplique :

« Ma foi, si vous avez envie de boire un coup, on fera bien un petit *quèque* chose… »

* * *

Le président de la République est en U.R.S.S. et, le 25 juin 1966, figure au programme la visite d'un important complexe industriel. Le

directeur de l'usine y va de ses explications :

« … Les pièces que vous voyez là sont fabriquées ici pour le barrage d'Assouan, en Égypte.

— Ah, très bien.

— Nous les expédions séparément et ce sont des techniciens égyptiens qui les assemblent sur place. »

De Gaulle opine du chef, gravement :

« Comme vous avez fait pour les pyramides, en somme. »

* * *

Dix ans après la malheureuse expédition de Suez de novembre 1956, ordonnée par le gouvernement de Guy Mollet, il apparaît convenable et utile de rétablir des relations normales entre la France et l'Égypte.

Providentiellement, un archéologue français vient de mettre à jour de précieux vestiges, dans la Vallée des Rois, et André Malraux, Ministre de la Culture, paraît tout désigné pour dégeler les rapports entre les deux pays.

À son retour, en Conseil des Ministres, Malraux brosse un compte-rendu de son voyage. Il décrit, avec lyrisme et fougue, le prestige dont jouit, là-bas, la France et la qualité de l'accueil qui lui fut réservé. Le Colonel Nasser ne lui a-t-il pas confié que si le Président de la République française envisageait un voyage prochain dans le Proche-Orient, il serait, lui Nasser, très heureux de l'accueillir ?…

« Bon, bon, grogne le Général, on verra ça. »

Malraux, un peu décontenancé, continue sur sa lancée… À l'inverse, dit-il, si le Général de Gaulle l'invitait officiellement, lui Nasser, serait enchanté de venir à Paris… (Le Général fronce les sourcils…)

Malraux, qui perd un peu pied, module son propos :

« Bien sûr, nous n'ignorons pas qu'il y aurait, chez certains, des réticences, de la mauvaise humeur… Le Colonel Nasser en est, le tout premier, conscient… Lui-même hésite… »

De Gaulle l'interrompt :

— Eh bien, quoi, Malraux ! Dites-nous tout ! Il a toujours peur de Guy Mollet ?… »

* * *

Un journaliste de *France-Soir* interroge Jacques Vendroux, député-maire de Calais et beau-frère du Général de Gaulle, et, à la fin de cette

interview qui paraîtra le lendemain, 6 mars 1967, il lui pose une question pour le moins saugrenue :

« Vous êtes un inconditionnel du Général, tout le monde le sait. Mais si de Gaulle était communiste, le seriez-vous aussi ? »

Jacques Vendroux ne se démonte pas :

« C'est un peu comme si vous me demandiez : Et si votre femme était une autruche, l'auriez-vous épousée ? »

* * *

Lors de ce Conseil des Ministres de routine, Raymond Triboulet, ministre et député du Calvados, plaide pour le maintien du privilège des bouilleurs de cru.

De Gaulle l'interrompt :

« Monsieur le Ministre des Anciens Combattants et du Calvados réunis, nous examinerons cette importante affaire plus tard. »

* * *

Le Président de la République vient de prononcer, à Lyon, un important discours où il fut beaucoup question de régionalisation, et, au dîner qui suit, chez le Préfet, Edmond Michelet, Louis Joxe, Christian Fouchet et Roland Nungesser entourent le Général.

On devise à bâtons rompus…

Michelet parle de Lamartine dont le fameux lac n'est pas très loin. Fouchet s'étonne que Lamartine n'ait pas fait une carrière politique plus importante. « *Il le pouvait et les circonstances l'y aidaient.* »

De Gaulle en doute :

« Ce n'est pas sûr… Lamartine, c'était une sorte de M.R.P. avant l'heure… »

On parle d'autre chose, et les sujets ne manquent pas… En ce mois de mars 1968, à Paris, on observe les prémices d'une agitation qui ne fera que grandir. À la cinémathèque de l'O.R.T.F., la grève est totale et Christian Fouchet, Ministre de l'Intérieur, qui la fait garder par les C.R.S., s'inquiète d'une tension qu'il sent grandir :

« On traite les C.R.S. de S.S.… On leur crache dessus… Ils ne vont pas le supporter éternellement et je crains leurs réactions. (Il se tourne vers le Général.) Qu'est-ce qu'il faut faire ? »

De Gaulle demeure silencieux un long moment, réfléchit, les sourcils froncés, et laisse tomber :

« Vos C.R.S., ils ne peuvent pas cracher, eux ? »

* * *

En désaccord avec certains aspects de sa politique, Bernard Cornut-Gentille vient lui remettre, loyalement, sa démission de ministre des P.T.T.

De Gaulle l'accueille avec agacement et désinvolture : « Il ne doit pas être au-dessus des forces humaines de trouver un autre ministre des Postes et télécommunications… ».

* * *

Ce Conseil des Ministres, à l'Élysée, est exceptionnellement paisible et même morose. Sans doute parce que son ordre du jour ne comporte ni drame, ni calamité, ni menace…

Les ministres rendent compte de leur tâche dans un silence assoupissant…

C'est à Couve de Murville, à présent, qui livre un commentaire serein sur les affaires du monde. Il s'exprime avec son élégance coutumière mais, sans doute gagné par l'ambiance, sa voix est particulièrement douce, feutrée, quasi inaudible.

De Gaulle l'interrompt :

« Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, *sans être tonitruant*, pourriez-vous avoir la bonté d'élever un tout petit peu la voix ? »

* * *

En matière de vins et d'alcools, de Gaulle était un fort modeste dégustateur.

S'il lui arrivait, à l'occasion d'un événement notable ou d'un coup de fatigue, de se laisser tenter par un apéritif alcoolisé, sa plaisanterie favorite consistait à le réclamer « à l'hypocrite » :

« Un jus de fruits, comme d'habitude… Ou plutôt non, un champagne… Réflexion faite, un scotch, — si ma femme ne regarde pas… »

* * *

André Malraux a gardé un souvenir très vif de ce « bain de foule », en province…

Bien qu'opéré depuis peu de la cataracte, de Gaulle, par coquetterie et élégance, avait retiré ses lunettes pour serrer (dans le

brouillard) les mains qui se tendaient. Et ce qui devait arriver…

« Bonjour, monsieur le curé !

— Mon Général, je suis un des gorilles !

— Alors bonjour, monsieur le gorille ! »

* * *

Une chasse, à Rambouillet, pour d'illustres hôtes de passage.

Suit l'habituel déjeuner, et l'un des invités a le privilège d'être placé en face du Général :

« Ah, mon Général, la chasse ! Que d'émotions !… C'est vraiment comme la guerre !

— Oui… — À une différence près, cependant : à la guerre, le lapin tire. »

* * *

À l'Élysée, une nouvelle fois, la présentation des vœux du Président aux corps constitués — et réciproquement — réunit, ce janvier 1969, une élite.

Dans le nombre, l'un de nos plus éminents savants, membre de l'Institut et de nombreuses sociétés étrangères, et que de Gaulle complimente pour l'intérêt et la haute portée de ses travaux.

Des sommets de la technique, la conversation redescend bientôt vers les tracas du quotidien. Le savant en question habite près du Panthéon et il se plaint de la longueur et des difficultés du trajet jusqu'à Saclay, où il travaille, par des rues et des routes perpétuellement encombrées. Certes, la République, bonne fille, a mis à sa disposition voiture et chauffeur, mais il n'importe : que de temps perdu et de fatigue inutile !…

De Gaulle l'interrompt, un sourire ambigu aux lèvres :

« Convenez tout de même, mon cher maître, qu'une fois passé le Petit-Clamart, ça va tout seul[1]… »

* * *

Pour distraire sa mélancolie, de Gaulle décide de suivre le conseil d'André Malraux et de visiter l'Espagne, du 3 au 27 juin 1970, Irun, Santillana del Mar, Cambados, Saint-Jacques-de-Compostelle, Avila, Madrid, Tolède, Grenade, Séville, Ségovie, Burgos…

Le 8 juin, il s'entretient avec le Général Franco, et il rentre.

Ce voyage en Espagne franquiste du Général de Gaulle surprend quelques « Compagnons » sourcilleux, et l'un d'eux le lui dit.

« Rassurez-vous, lui répond de Gaulle. Ils m'ont tous pris pour don Quichotte. »

L’ESPRIT

Le 10 mai 1940, les Panzers franchissent, dans les Ardennes, la frontière belge.

Le 21 mai, les divisions allemandes atteignent Montreuil-sur-Mer : 320 kilomètres en onze jours…

Depuis beau temps déjà, de Gaulle a compris que cette guerre qui, dès les premiers engagements, tourne si mal, n’est pas un simple conflit franco-allemand mais une guerre planétaire. Le visionnaire sait que l’Afrique française restera hors d’atteinte, que l’Angleterre tiendra bon, que la Russie basculera dans le bon camp, que les États-Unis seront contraints d’intervenir, que le Japon bougera, que l’Asie entière prendra feu…

Au quartier général de la 4e division cuirassée, qu’il commande, le colonel de Gaulle traverse le bureau des officiers d’État-major et s’approche d’un jeune lieutenant, fiévreusement penché sur une carte de France.

Il s’arrête derrière lui et lui tapote l’épaule :

« Vous voulez vous battre, lieutenant ?… Dans ce cas, il serait plus judicieux de méditer sur une mappemonde… »

* * *

Conscient de ce qu’il devait se faire connaître dans ce haut lieu de la résistance au nazisme, de Gaulle, à Londres, recevait beaucoup et sortait beaucoup, quoi qu’il lui en coûtât.

Hôte infatigable, il recommandait à ses aides de camp de réunir autour de lui trois personnes au moins et neuf au plus :

« Plus que les Grâces, mais moins que les Muses… »

* * *

Septembre 1944. — La France est massivement présente au combat et son armée, reconstituée, se bat sur les marches de l’Est.

De Gaulle a entrepris un tour de France, et il le débute par les villes que les Forces françaises et alliées, puissamment aidées par les combattants de la Résistance, viennent de libérer : Marseille, Toulon, Lyon, mais aussi Toulouse et Bordeaux.

Le 16 septembre, à Toulouse, il passe en revue les volontaires des Forces Françaises de l’Intérieur, impeccablement alignés. C’est impressionnant… Les officiers sont au coude à coude. Les insignes de

grade, tout frais, brillent au soleil, et l'on sait que, « rayon galons », les F.F.I. ne sont pas regardants : les chefs, petits ou grands, s'attribuent d'autant plus volontiers des grades élevés que ceux-ci sont provisoires et que ces autopromotions ne tirent pas à conséquence. Et les officiers se présentent :

— « Colonel Un tel, mon Général ! »

— « Colonel Chose, mon Général ! »

— « Lieutenant-Colonel Machin, mon Général ! »

— « Lieutenant-Colonel Un tel, mon Général ! »

— « Commandant Chose, mon Général ! »

Et ça dure…

Soudain, au bout du rang, de Gaulle avise un modeste sous-lieutenant. Il s'approche de lui :

« Vous, je parie que vous ne savez pas coudre… »

* * *

Durant l'hiver 1944-45, le Chef du gouvernement provisoire partage son temps entre son bureau de la rue Saint-Dominique et l'hôtel particulier qui a été mis à sa disposition, à Neuilly.

La tâche est immense et les journées sont courtes, si bien que, souvent, de Gaulle emporte « du travail à la maison », ou reçoit, à Neuilly, ses collaborateurs.

Ce soir-là, l'attend dans son salon, un gros dossier sous le bras, Jean-Jacques de Bresson, Secrétaire de la Commission des Grâces (et qui deviendra, par la suite, à son Cabinet, Chargé de mission puis Conseiller technique pour les affaires algériennes et pour les affaires juridiques et, beaucoup plus tard, Président-Directeur-Général de l'O.R.T.F.).

De Gaulle traverse la pièce et l'avise, sagement assis dans un coin.

« Tiens, Bresson !… Qu'est-ce que vous faites là ?

— J'attends que vous puissiez me recevoir, mon Général.

— J'ai une affaire à régler et je suis à vous… — Vous devez vous embêter ?

— Mais non, mon Général !

— Je vais vous donner quelque chose à lire. »

Et le Général se dirige vers la bibliothèque murale des propriétaires de la maison et en explore, du regard, les rayons. Il tire un livre à lui :

« Non, celui-là doit être emmerdant… »

Il en prend un autre.

« Ça c'est pour les gosses… »

Il en sort un, enfin :

« Voilà, je crois que j'ai trouvé. C'est de Paul-Boncour… Ça s'appelle : "*Entre deux guerres*"… »

Il hausse les épaules :

« Quel titre idiot !… On est toujours entre deux guerres… »

* * *

À René Mayer, ministre des Travaux publics au Gouvernement provisoire, et qui lui demande, le 12 mai 1945 :

… « Sur cette question, mon Général, quel est votre point de vue ? »

Il répond :

« Le plus élevé, cher ami !… C'est le moins encombré. »

* * *

Mme Golda Meir, Ministre israélien des Affaires étrangères, est reçue à Matignon le 5 août 1958, par le Président du Conseil.

Elle a entrepris un tour des capitales européennes pour exposer aux dirigeants occidentaux les difficiles et périlleuses relations entre Israël et les États arabes voisins.

De Gaulle l'écoute avec attention. Il a déjà, secrètement, donné ordre d'accélérer la livraison de « Mirages » à Israël, mais, pour autant, il n'est nullement disposé à encourager le bellicisme, d'où qu'il vienne.

Au conseiller de Golda Meir, il murmure, en aparté :

« La France ne peut tout de même pas éternuer chaque fois qu'Israël s'enrhume… »

* * *

À l'issue d'un débat houleux à l'Assemblée nationale où les représentants du peuple ont défendu avec ardeur les intérêts de leur clientèle, de Gaulle laisse tomber :

« Tout Français exige de bénéficier d'un ou de plusieurs privilèges. C'est sa manière d'affirmer sa passion pour l'égalité. »

* * *

21 septembre 1958. Charles de Gaulle, Premier Ministre, est à

Strasbourg. Une semaine plus tôt, Conrad Adenauer, Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne, lui a rendu visite à Colombey. Le rapprochement franco-allemand, dont de Gaulle pense qu'il est la clé de voûte d'une Europe nouvelle, inquiète, par certaines de ses perspectives, Pierre Pflimlin, Maire de Strasbourg :

« La France, mon Général, doit se garder de favoriser la réunification de l'Allemagne. Il y a longtemps, d'ailleurs, que je le pense…

— Et moi, monsieur Pflimlin, il y a 1000 ans que je le dis. »

* * *

Évoquant l'un de ses prédécesseurs à l'Élysée : le Président Félix Faure qui — nous rappelle Jean Lacouture dans son monumental « *De Gaulle* » — « *y connut la mort la plus grisante entre les bras de Thérèse Steinheil* », de Gaulle avouait qu'il n'appréciait guère ce palais dont, au reste, la propriétaire la plus illustre avait été la marquise de Pompadour, maîtresse de Louis XV :

« … En somme, c'est un palais de la main gauche. »

* * *

Lors d'une réception à l'Élysée, une dame d'un certain âge, rutilante et pomponnée, se précipite vers le Général, l'œil mouillé, le sourire extatique :

« Ah, Général, si vous saviez combien je vous aime !

— Eh bien, madame, je vous remercie. Mais gardez, je vous prie, ce secret entre nous. »

* * *

En Conseil des Ministres, on examine le projet de budget qui sera bientôt soumis au Parlement. Chaque ministre défend, comme il se doit, ses prévisions d'engagements et Gaston Palewski, au nom de la recherche scientifique dont il a la charge, expose au Général de Gaulle et à ses collègues l'impérieuse nécessité de doter la France d'un important corps de chercheurs de haut niveau.

De Gaulle hausse les épaules :

« Des chercheurs, on en trouve !… C'est des "trouveurs" que je cherche. »

* * *

Le référendum sur l'élection du président de la République, au suffrage universel, fixé au 28 octobre 1962, ne se présente pas sous les meilleurs auspices… De Gaulle, qui le sait, fulmine :

« Tout le monde est contre mon projet ! Les notables, les parlementaires, les partis !… Si, avec tout ça, j'obtiens 65 % des suffrages exprimés, ce sera un triomphe ! »

Roger Frey, ministre de l'Intérieur, le trouve optimiste :

« Et si vous n'en obtenez que 60 % ?… »

De Gaulle le regarde, très calme :

« Dans ce cas, ce sera un succès. »

* * *

Georges Pompidou présente, en Conseil des Ministres, les promotions qu'il souhaitait soumettre à l'agrément du Président.

Pour François Mauriac, il suggère la Grand-Croix de la Légion d'honneur.

De Gaulle approuve :

« Oui, c'est bien… Après tout, c'est le plus grand écrivain de sa génération… »

À cet instant, il surprend le regard amusé d'un Ministre lorgnant André Malraux qui s'agite sur son siège avec un visible agacement. De Gaulle se penche aussitôt vers lui et, sur le ton de la confidence, il conclut sa phrase :

« … entre autres, naturellement. »

* * *

Invitée très officiellement par M. Lopez Mateos, président du Mexique, M^me^ de Gaulle sera de ce voyage, du 15 au 24 mars 1964.

Avant de partir et d'accompagner son illustre époux, elle aimerait bien se faire donner quelques cours accélérés d'espagnol :

« … Je serai fort gênée, autrement… Quand on me parlera, je ne comprendrai rien et ne saurai que répondre… »

Le Général la rassure :

« Ça n'a aucune importance. Souriez aimablement… C'est encore ce qu'il y a de plus difficile, vous verrez… »

* * *

Compiègne a réservé au Général, le 15 juin 1964, un accueil particulièrement vibrant. Avenues, places et rues sont noires de monde, et le soleil est de la fête…

Escorté des notables, de Gaulle « se baigne dans la foule » avec une évidente délectation et, à son passage, un enthousiaste lui lance :

« Rempilez, mon Général ! »

De Gaulle le repère, sourit et réplique :

« Entendu ! J'essaierai. »

* * *

En janvier 1967, M. Harold Wilson succède à M. Harold Macmillan comme Premier ministre de Grande-Bretagne. Il demande aussitôt à rencontrer le Président de la République française pour poser à nouveau la candidature de son pays à l'entrée dans le Marché commun, entrée à laquelle, dans les circonstances présentes, le Général est opposé.

De Gaulle doute beaucoup de ses capacités à le convaincre :

« C'est un demi de mêlée qui se prend pour un demi d'ouverture… »

* * *

Le 29 mai 1968, en pleine émeute, de Gaulle « disparaît ». Nul ne sait où il est… Le 30 mai, il réapparaît. Nul ne sait d'où il vient…

Georges Pompidou, Premier ministre, digère mal de n'avoir pas été informé et, en termes mesurés, il le reproche au chef de l'État.

De Gaulle esquisse un sourire ambigu :

« Au moins, vous saurez maintenant, tout comme moi en Juin 40, ce que c'est que d'être seul avec la France sur les bras… »

* * *

Le Conseil des Ministres du 17 février 1969 étudie le texte qui sera soumis, par référendum, au peuple français et qui propose une régionalisation décentralisatrice.

La région parisienne pose un problème particulier et, lors de la discussion de l'article 37 du projet, un membre du gouvernement suggère de baptiser « Île de France » l'ensemble des départements qui entourent la capitale.

De Gaulle objecte :

« Nous avons déjà la Corse. Deux îles, en France, ce serait trop. »

LA MALICE

Au printemps 1919, le capitaine de Gaulle, cantonné avec son unité à Rembertow, dans les faubourgs de Varsovie, se voit chargé de cours de tactique au bénéfice des fantassins polonais du secteur. Pierre Galante a recueilli, à ce propos, une amusante anecdote…

À la fin de chaque cours, le capitaine de Gaulle récapitulait, au tableau noir, les points essentiels de la leçon du jour afin que ses élèves se les gravent dans la mémoire. Et, naturellement, l'interprète attitré, le capitaine Ignace Wienïewski, traduisait. Parfois, cependant, la traduction s'étirait interminablement et de Gaulle, dans ce cas, ne manquait jamais de lui couper la parole :

« Je vous serais reconnaissant, cher ami, de ne pas développer ma pensée à ma place, ni de broder sur mon exposé… »

* * *

Londres, 1941.

De Gaulle et Churchill devisent paisiblement.

Au fil de la conversation, Churchill évoque « la présence des occupants en France ».

De Gaulle (goguenard) :

« Les occupants… Les occupants… Qu'est-ce que vous faites, vous, à Jersey et à Guernesey ?… »

* * *

Cet officier de l'État-major du Chef de la France libre passe, à juste titre, pour un « tombeur » et ses bonnes fortunes ne se comptent plus. Mais, cette fois, la lady qui s'est prise dans ses filets appartient au gratin de la haute société londonienne, et le très respectable *Times* juge à propos d'en faire un entrefilet croustillant.

Informé, le Général de Gaulle convoque le séducteur :

« Capitaine, cocufiez les Anglais tant que vous voudrez, mais faites en sorte que le *Times* n'en fasse pas des manchettes… »

* * *

L'ambassadeur Raymond Offroy rapporte qu'en visite à Leeds, de Gaulle voit venir vers lui une jeune fille qui joue des coudes dans le

petit groupe qui entoure le Général : visiblement, elle brûle d'envie de lui être présentée.

Quelqu'un s'en charge, et elle est aux anges :

« Ah, Général, que je suis heureuse de vous connaître !… (Elle est de très petite taille et se hausse sur la pointe des pieds.) J'habite l'Angleterre, mais j'ai grandi en France… »

De Gaulle s'incline pour serrer la main qui se tend et, à son officier d'ordonnance, il glisse à l'oreille, pince-sans-rire :

« Et ici, apparemment, elle ne grandit plus ?… »

* * *

À Londres, en 1941, au Colonel Passy-Dewavrin qui lui expose l'organisation et les méthodes du Service « Renseignement », dont il a la charge, de Gaulle commente :

« C'est bien. C'est très bien… Mais pour gagner, il ne suffit pas de savoir ce que veut l'ennemi : il faut surtout savoir ce que l'on veut soi-même. »

* * *

Après avoir beaucoup hésité, Robert C… vient d'arriver à Londres, via l'Espagne.

Il demande à se présenter au Chef de la France Libre, ce qu'on lui accorde car il compte au nombre des personnalités connues, et, pour manifester des convictions, longuement mûries, (car nous sommes en avril 1943), il fait aussitôt emplette, dans un magasin spécialisé, d'une belle croix de Lorraine qu'il s'épingle au veston.

Il se présente au 4, Carlton Gardens, le Général de Gaulle l'accueille, repère la croix de Lorraine et s'exclame :

« Comme elle est belle ! Comme elle est grande !… Comme elle est neuve !… »

* * *

Deux jours avant son départ pour Alger, le 25 mai 1943, le chef de la France libre va faire ses adieux au « vieux lion », Winston Churchill, et il lui exprime la gratitude de la France pour l'accueil et l'appui qu'il a, depuis près de trois ans, ménagés aux Français libres et à leur chef. Il ajoute :

« Sans doute est-il dommage qu'en diverses circonstances nous

ayons eu du mal à nous comprendre, mais je crois en avoir trouvé la raison…

— Je suis curieux de la connaître.

— Voilà !… Je me suis aperçu que vous étiez de mauvaise humeur lorsque vous aviez tort, et que vous le saviez, alors que moi je suis de mauvaise humeur lorsque j'ai raison, que je le sais, et que vous prétendez le contraire… Ainsi, nécessairement, lorsque nous nous rencontrons, nous sommes tous les deux de mauvaise humeur… »

* * *

À Alger, en ce début d'été 1943, la cohabitation entre de Gaulle et Giraud au sein du Comité français de libération nationale, qu'ils coprésidaient, n'allait ni sans heurts, ni sans frictions. Nul n'ignore que Giraud agaçait de Gaulle, lequel ne se privait point, à l'occasion, de lui lancer des piques. Celle-ci, par exemple…

Alors que le Général Giraud, au cours d'un repas, racontait pour la vingtième fois sa rocambolesque évasion d'une forteresse allemande, de Gaulle, se penchant à travers la table, avait sournoisement susurré :

« Et si vous nous racontiez, maintenant, comment vous avez été fait prisonnier ?… »

* * *

Et puis il y a les histoires que tout le monde (ou presque) connaît mais dont la particularité est qu'elles comportent autant de versions que de narrateurs.

Je me suis efforcé, bien entendu, de remonter à la source même de l'anecdote, ce qui n'était pas toujours facile.

Celle-ci, par exemple…

Nous sommes à Alger, en juillet 1943.

Venus de France, les chefs des partis politiques clandestins et des grands mouvements de résistance rallient Alger pour prendre part, sous une forme ou sous une autre, aux tâches que s'est assigné le Comité français de libération nationale.

André Philip est de ceux-là.

C'est un immense gaillard, très brun, musclé et velu.

En attendant d'être reçu par de Gaulle, il déambule dans les rues d'Alger, et les « soldats du désert », en tenue légère, lui font grosse impression. Aussi croit-il se mettre à la mode du jour en se présentant

au Palais d'Été en chemisette largement échancrée, short moulant et chaussettes basses.

De Gaulle le voit entrer, se lève, comme il le fait toujours, le salue, le toise des pieds à la tête et laisse tomber :

« Vous avez, je crois, oublié votre cerceau… »

* * *

Ou cette autre, plus connue encore, et dont j'ai dénombré sept versions différentes…

Trois d'entre elles impliquent Louis Vallon, sans doute parce qu'il avait le verbe haut et le langage cru.

En fait, l'histoire authentique se situe à Londres, début 1941, et nous en devons le récit à François Coulet qui fut, en 41 et 42, chef de cabinet du Général, — avant de devenir Commissaire de la République, ambassadeur et directeur des affaires politiques en Algérie.

La scène se passe au Q.G. de la France Libre, 4, Carlton Gardens, à huit heures du soir. Le Général s'apprête à partir et, au lieu d'annoncer par l'interphone : « Je m'en vais », ce qu'il fait d'habitude, il pousse la porte du bureau voisin à l'instant où Jean Pompei, l'un des membres de son Cabinet, discourant avec l'aide de camp, concluait une critique générale des hommes et des choses par un retentissant :

« Et puis, mort aux cons ! »

Sur le seuil de la porte, de Gaulle s'était immobilisé et avait commenté, goguenard :

« Vaste programme !… »

* * *

Les troupes françaises débarquent en Corse, le 12 septembre 1943, et libèrent l'île dans l'enthousiasme général.

Le 6 octobre, de Gaulle atterrit à Ajaccio et, pendant trois jours, il ira d'ovation en ovation : Sartène, Lévie, Zonza, Zivaco, Bastia, Corte, St-Florent…

Or, raconte François Coulet, son chef de Cabinet, l'accueil le plus délirant, ce sont les occupants italiens, tirés à quatre épingles et impeccablement sanglés dans leur uniforme verdâtre, qui le lui réservent.

« Dieu me pardonne ! s'exclame de Gaulle. Ce sont les soldats de Mussolini qui crient si fort ?… »

Un « maquisard », juché sur le capot d'une jeep, se tourne vers lui

:

« Et encore, mon Général, ici c'est rien ! Chez moi, au village, depuis hier, on leur apprend *La Marseillaise*. Vous allez voir !… »

Et on voit, en effet… Une chorale de deux cents « ennemis » braille à pleins poumons notre hymne national !…

Le soir, à la Préfecture, on interroge de Gaulle et on lui demande ce qu'il pense de ce subit retournement.

« Que voulez-vous, répond-il, c'est comme ça !… Quand, en 1919, en Rhénanie occupée, un officier français entrait dans une brasserie, tous les consommateurs se levaient spontanément et l'orchestre attaquait *La Marseillaise*. »

Il soupire, et laisse tomber :

« Il ne faut jamais être vaincu, messieurs ! Souvenez-vous-en. »

* * *

Fin janvier 1944, René Mayer, Commissaire aux Transports au sein du Comité français de libération nationale, tombe malade.

Bourreau de travail, il en a trop fait… Mais peut-être paye-t-il aussi un goût très vif pour la bonne cuisine et ces plats raffinés qui font ses dîners très prisés par la classe politique ?…

Accompagné de Louis Joxe, secrétaire général du Comité, de Gaulle va lui rendre visite, à l'hôpital.

On le rassure. Ce n'est pas grave. Il sera bientôt sur pied.

Sur le chemin du retour, le Général glisse à Joxe :

« Il va falloir maintenant qu'il bouffe des nouilles. Ça ne va pas l'emballer… »

* * *

14 juin 1944.

À Graye, à l'ouest de la Seulles, le Général de Gaulle débarque du contre torpilleur « *La Combattante* » et foule enfin le sol de France.

Chez tous ceux qui l'entourent, l'émotion est immense…

Le colonel Hettier de Boislambert — un héros des batailles africaines qui sera, plus tard, grand chancelier de l'Ordre de la Libération — s'approche de lui :

« Avez-vous songé, mon Général, qu'il y a quatre ans, jour pour jour, les Allemands entraient dans Paris ?…

— Eh bien, ils ont eu tort ! »

* * *

En ce bel été de 1944, le Chef du gouvernement provisoire de la République française visite la Normandie, saccagée, mutilée et libérée depuis un mois et demi.

Le 20 août, il est à Cherbourg où une foule enthousiaste lui fait escorte. Drapeaux, banderoles, musique, ovations et, dominant le tumulte, une voix de femme suraiguë qui crie : « Vive le maréchal ! Vive le maréchal ! »

De Gaulle se penche vers son aide de camp :

« Encore une qui ne lit pas les journaux, probablement… »

* * *

Devant la réapparition du « *régime exclusif des partis* » et le retour de la classe politique aux « *poisons et délices* » de la IVe République, le Général de Gaulle abandonne ses fonctions de Président du Gouvernement provisoire et, le 14 avril 1947, il annonce la création du Rassemblement du Peuple Français.

La même année, aux élections municipales des 19 et 26 octobre 1947, le R.P.F. fait un malheur : près de 40 % des suffrages exprimés, les mairies de toutes les grandes villes… Et, dans le même temps, la France vivote et grogne, la « 3e force » bafouille, le pouvoir se débat dans des grèves à répétition, les gouvernements chutent, l'un après l'autre… La France semble un fruit mûr, prêt à tomber, et les gaullistes les plus ardents rêvent d'une marche sur l'Élysée. Mais l'idée de sortir de la légalité est totalement étrangère aux vues du restaurateur de la République. À Louis Vallon qui lui dit :

« Mon Général, vous nous avez amenés au bord du Rubicon, mais c'était pour y pêcher à la ligne »[2], de Gaulle répond :

« Vous devriez savoir, Vallon, que franchir une rivière relève du génie, et non de la politique. »

Cinq ans plus tard, le R.P.F., né dans l'enthousiasme populaire, s'enlise dans la politique politicienne et se fissure. Vingt-cinq députés R.P.F. se refusent à la discipline du vote et, grâce à eux, Antoine Pinay devient Président du Conseil.

« Ils sont allés à la soupe », commente, désabusé, le Général…

* * *

De Gaulle est en Saône-et-Loire, à Sennecey, très précisément, ce 21 septembre 1947, et le Comité départemental du R.P.F. a organisé un très sympathique déjeuner sous les arbres, car le temps s'y prête.

Autour du Général, quelques officiels mais, surtout, des anciens

de la France Combattante ou de la Résistance : Roger Barberot, Chargé de mission du Rassemblement, André Jarrot, Ninot, l'ancien chef des F.T.P., et bien d'autres encore.

Le voisin de table du Général, le baron Thénard, se penche vers lui :

« C'est merveilleux, mon Général, cette équipe d'hommes gonflés à bloc qui étaient avec vous dans cette grande aventure, et qui avaient… heu… (il cherche ses mots), qui avaient… »

Et de Gaulle termine pour lui :

« Ah pour en avoir, ils en avaient ! »

* * *

À la fin juillet 1948, j'organise un voyage du Président du R.P.F. dans les départements de l'Est et, le 1er août, j'escorte le Général dans le Haut-Rhin.

À Thann, il est reçu à l'hôtel de ville alors qu'un orage d'été s'annonce sur la vallée.

De Gaulle se tourne vers moi :

« Que fait-on après ?

— J'ai prévu un "bain de foule" jusqu'au monument aux morts, mon Général. »

De Gaulle regarde, par une fenêtre, le ciel menaçant :

« Avec ce qui va tomber, ce sera un bain tout court… »

* * *

Aux élections au Conseil de la République des 7 et 14 novembre 1948, les onze départements de l'Est et du Centre-Est dont j'ai la charge, au titre du Rassemblement du Peuple français, font un malheur. De très loin le meilleur score.

Depuis un an et demi, de Gaulle est tellement sous-jacent au travail que nous, chargés de mission, accomplissons dans nos régions respectives que nous ne croyons plus utile de le rappeler en toutes circonstances. Aussi mon compte rendu au Président du R.P.F. est-il dans la tradition :

« … Dans ma région, mon Général, nous avons enlevé les trois quarts des sièges !

— Qui c'est ça, "nous" ?

— Eh bien les délégués départementaux, cantonaux et municipaux, et les militants, bien sûr, et moi aussi, si vous le voulez bien, qui les ai choisis… »

Il se croise les bras et fronce les sourcils, un pétillement dans l'œil :

« Parce que vous ne pensez pas que j'y suis pour quelque chose ?…

* * *

Paul-Henri Spaak, ancien premier ministre de Belgique, en 1949, président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, est un européen enthousiaste et quasi mystique.

En visite à Paris, il tente de convaincre de Gaulle des réalités et des bienfaits d'une Europe supranationale :

« … Il n'y a plus d'espace national aérien allemand, ni d'espace national aérien italien, ni d'espace national aérien belge, ni… »

Feignant, malicieusement, d'interpréter le propos de travers, de Gaulle l'interrompt :

« Rassurez-vous. Il existe encore un espace national aérien français. »

* * *

Au cours de ce voyage que le Général a entrepris en Bourgogne, fin janvier 1950, il y a, on s'en doute, de bonnes étapes, de bonnes tables…

Mais, à ce dîner que les notables de Beaune ont mitonné avec raffinement pour leur illustre visiteur, Olivier Guichard, Chargé de mission du R.P.F., s'est présenté un peu mal en point, fatigué, chipoteur…

De Gaulle s'en aperçoit :

« Alors, Guichard, vous n'aimez pas le potage ?… Comment peut-on bâtir une nation sans potage ? »

* * *

Louis Vallon, l'enfant terrible du gaullisme, entretenait avec le Général des rapports particulièrement francs, directs et, à l'occasion, humoristiques, surtout lorsque Louis Vallon s'était accordé un whisky de trop.

C'est ainsi qu'en mars 1954, lorsque le groupe des Républicains-sociaux se constitua pour maintenir la cohésion entre les anciens élus du Rassemblement du Peuple français, mis en sommeil, Louis Vallon,

député de Paris — pour des raisons d'humeurs et d'affinités — refusa d'y adhérer et s'inscrivit au groupe des Indépendants d'Outre-Mer.

À peu de temps de là. Vallon est reçu par de Gaulle qui s'étonne de ce choix :

« Qu'est-ce que vous êtes allé faire au milieu de tous ces Africains ? Vous n'avez rien de commun avec eux !

— Oh si, mon Général, nous avons un point commun ! Eux sont noirs tout le temps, et moi je ne le suis que de temps en temps. »

* * *

Durant l'été de 1958, le gouvernement de Charles de Gaulle, doté, pour six mois, des pleins pouvoirs, met les bouchées doubles pour remettre debout « la baraque » : réforme judiciaire, statut des fonctionnaires, réforme de l'enseignement, ordonnances diverses…

En Conseil des Ministres, ce jour-là, on aborde les projets financiers, et les Ministres ont eu bien peu de temps pour examiner un ensemble complexe de mesures.

Guy Mollet s'insurge :

« Mon Général, vous avez voulu que soit temporairement supprimé le contrôle parlementaire. Bon. Mais où allons-nous si le contrôle gouvernemental disparait lui aussi ?

— Prenez exemple sur M. Pinay qui se sacrifie et demande lui-même des impôts nouveaux… »

* * *

À Baumgartner, gouverneur de la Banque de France, il dira plus tard :

« Je vendrai la purge aux Français, mais je leur vendrai aussi l'espérance. »

* * *

À l'ambassadeur Léon Noël qui lui demande :

« Que pensez-vous de Vincent Auriol ? », de Gaulle répond malicieusement :

Avez-vous vu le calendrier ? Oui ?… Alors, mon ami, je vous répondrai simplement que nous sommes dans la "semaine de bonté". »

* * *

À Henri Duvillard, Ministre des Anciens Combattants, qui lui suggère de faire, du 8 mai, date anniversaire de la capitulation de l'Allemagne, un jour férié, de Gaulle riposte :

« Vous n'y pensez pas ! Des jours fériés, en France, il y en a bien assez comme ça ! »

* * *

De retour de Côte-d'Ivoire où il représentait le chef de l'État et le gouvernement aux cérémonies de l'indépendance, le 7 août 1960, André Malraux rend compte de sa mission devant le Conseil.

Comme à son habitude, il se laisse très vite emporter par le lyrisme des images et la magie des mots : « C'était superbe !… Une foule énorme qui criait "Vive la France" et "Vive de Gaulle !". Des drapeaux partout, fraternellement mêlés… Je me trouvais dans la voiture du chef de l'État, assis à sa droite, et seul avec lui sur le siège arrière. Les motards de l'escorte pétaradaient autour de nous, chevauchant des machines splendides… »

De Gaulle, qui sait l'ordre du jour chargé, interrompt malicieusement l'orateur :

« Il aurait été en effet surprenant, Monsieur le ministre d'État, que vous fussiez juché sur une motocyclette, et qu'un motard eut siégé aux côtés du président de la République… Abrégeons, si vous le voulez bien… »

* * *

De Gaulle, une fois de plus, est allé à la rencontre de la « France profonde »…

Cette fois-ci, c'est la Bretagne.

Le 9 septembre 1960, il est à Dinan ; puis, sur sa route, il visitera bourgades et villages où les populations lui réservent un accueil triomphal.

À Jugon, le maire, emporté par des envolées lyriques, prend de surprenantes libertés avec l'histoire, mariant Napoléon III à Joséphine de Beauharnais et le sacrant empereur bien avant la date :

« … Notre ville, mon Général, a eu l'honneur de recevoir, en 1838, l'empereur Napoléon III et Joséphine. Un siècle plus tard, nous avons accueilli le président Albert Lebrun. Aujourd'hui, nous saluons le Président Charles de Gaulle… »

Le ministre de l'Intérieur, M. Chatenet, qui est du voyage, glisse à l'oreille du Général :

« J'aimerais bien savoir qui est instituteur ici… »

* * *

À Rambouillet, les 28 et 29 janvier 1961, Harold Macmillan et Charles de Gaulle se retrouvent une nouvelle fois.

Le premier ministre britannique est venu plaider avec chaleur l'adhésion de son pays à l'« Europe des six ». De Gaulle, lui, n'en est pas partisan. L'Angleterre n'y est pas prête. Du fait de son économie, de ses marchés, de ses attaches avec le Commonwealth et les U.S.A., son entrée dans la Communauté européenne ferait émerger une autre Communauté, Atlantique celle-là, et sous tutelle américaine. L'Angleterre doit d'abord transformer ses structures, ses traditions, ses habitudes, apprendre à regarder vers l'Europe…[3]

Il le dit à Macmillan.

Lors du Conseil des Ministres du 19 mars, il prononce l'éloge funèbre des espérances européennes de Macmillan en des termes que rapporte Jean Lacouture :

« … Ce pauvre homme à qui je ne pouvais rien accorder avait l'air si triste, si abattu, que j'avais envie de lui mettre la main sur l'épaule et, comme Édith Piaf dans sa chanson, de lui dire : "Ne pleurez pas, milord…" »

* * *

Grand déjeuner, à l'École militaire, le 20 avril 1961, en l'honneur de Léopold Senghor, Président de la République du Sénégal.

En raison de la circonstance et du lieu, de Gaulle a revêtu son uniforme. Au dessert, il se penche vers Senghor :

« Et vous, monsieur le Président, avez-vous un uniforme ?

— Non, mon Général… Vous savez, je n'ai pas dépassé le grade de sergent…

— Oui, mais vous êtes Président. Alors faites-vous faire un uniforme. (Il interpelle Michel Habib-Deloncle, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères.) Et vous aussi, cher ami, faites-vous faire un uniforme. (Une pause, et un éclair de malice dans l'œil.) On ne sait jamais ce qui peut arriver. »

* * *

Les grandes soirées, à l'Élysée, étaient l'occasion d'assauts

d'élégance. Et si les hommes étaient condamnés au classique smoking ou à la queue de pie, leurs épouses, par contre, avaient à cœur d'exhiber les toilettes les plus mode, ce qui n'était pas à la portée de toutes les bourses. Aussi leur arrivait-il d'emprunter pour un soir, aux grands couturiers, la tenue appropriée, ce qui faisait l'affaire des uns et des autres. Or cela, de Gaulle ne l'ignorait pas.

C'est ainsi qu'un soir, complimentant l'épouse d'un ministre pour sa robe particulièrement élégante, il s'entendit répondre :

« Je suis très sensible à vos compliments. Général, mais je la portais déjà l'an dernier…

— Eh bien, madame, cela prouve au moins qu'elle est bien à vous… »

* * *

On sait avec quelle prudence et quel pragmatisme de Gaulle faisait progresser l'idée européenne ; à partir des données économiques, par paliers, sans brûler les étapes et en récusant les amalgames contre nature.

De l'Europe des Six, il disait :

« C'est un rôti. Le rôti, c'est la France et l'Allemagne. Avec un peu de cresson autour : c'est l'Italie. Et un peu de sauce dessus : le Benelux. »

* * *

Le Général n'était pas joueur par tempérament.

Il avait, dans sa jeunesse, tâté du bridge et des échecs (qu'il préférait, d'ailleurs) mais, sitôt que ses responsabilités, militaires ou civiles, culminèrent, il se refusa obstinément à tout jeu collectif.

À Jacques Vendroux, son beau-frère, il en avait donné la raison :

« Si je gagne, on dira qu'on a voulu me faire plaisir. Et si je perds, le gagnant ira clabauder partout qu'il a battu le général de Gaulle. »

* * *

André Malraux demandait au Général — c'était en 1969 :

« On me dit que vous envisagez de publier tout ce que vous avez dit depuis le 18 juin 1940 : discours, conférences de presse…

— Oui, répondit de Gaulle, sauf les "machins" aux maires, au bord de la route… »

… Ce qui donna, à Jean-Paul Ollivier, l'heureuse idée de publier « *Le tour de France du Général* » où j'ai relevé des « machins » très amusants…

À Tarbes, où il s'adresse à la foule :

« La confiance, je la sens en vous voyant, et vous, en me regardant. N'est-il pas vrai ?

— Ouiii… hurle la foule.

— Eh bien ! Merci. C'est un échange de bons procédés. »

À Billère, à 3 kilomètres de Pau, un loustic enthousiaste lance :

« Vas-y, Charlot ! »

De Gaulle sourit et commente :

« Aux États-Unis, on dirait Charly ! »

À Auxerre, un vieil homme au visage buriné se présente :

« Janin, maire de Coulangeron. J'ai 78 ans seulement, et 23 années de mairie. Je suis vaillant et jamais malade.

— Il faudra me donner la recette… »

À Labastide, une jeune fille blonde comme les blés lui tend un carnet d'autographes.

De Gaulle a un mouvement de recul :

« Oh non ! Mademoiselle ! Ce n'est pas dans mes habitudes ! »

Mais la jeune fille est opiniâtre et parvient à glisser le stylo dans les doigts du Général. Il se résigne, signe et murmure :

« Si on m'a vu, je suis foutu… »

À Ganges où 40 entreprises fabriquent 25 millions de paires de bas par an, le directeur d'une usine explique à de Gaulle :

« En cas de panne de voiture, il est possible de se faire remorquer en utilisant, comme câble, des bas nylon attachés les uns aux autres. C'est déjà arrivé !

— Tiens donc !… Je n'aurais jamais pensé que des bas aient autant d'usages… »

En route pour Saint-Malo, de Gaulle s'arrête à Saint-Etienne-en-Coglès.

Sur le bord de la route, un très vieux bonhomme crie sur son passage :

« Bonjour, conscrit ! »

De Gaulle, médusé, s'arrête :

« Conscrit ?… Comment ça ?

— Bé dame !… 1870 !… »
Le Général sourit et lève la main :
« D'accord ! Honneur aux anciens ! »

* * *

Le 14 avril 1962, Georges Pompidou succède à Michel Debré à la tête du gouvernement.

Trois mois plus tard, au terme d'une lourde journée, chargée en besognes, Pompidou confie au Général que « la tâche est accablante ».

« Vous verrez, lui répond De Gaulle. À l'usage, vous prendrez goût au pouvoir. »

* * *

Sur la route de Villacoublay, près du Petit-Clamart, le Général de Gaulle échappait de peu, le 22 août 1962, à un attentat à l'arme automatique.

On s'accorde à dire que le Général eut la vie sauve grâce au sang-froid de son chauffeur, Francis Maroux, et à une injonction impérative de son gendre, Alain de Boissieu qui, se trouvant avec lui dans la limousine et comprenant ce qui se passait, lui cria fort à propos : « Père ! Baissez-vous ! »

Le Général en fut parfaitement conscient et, après l'attentat, il lui délivra ce satisfecit :

« Dans les grandes occasions, vous avez une belle voix de commandement. »

Et il ajouta :

« Ils ont quand même tiré comme des cochons… »

Ayant passé en trombe le poste de garde du terrain de Villacoublay, le cortège s'immobilisa et les de Gaulle descendirent pour examiner l'impact des projectiles. Or, le matin même, Madame de Gaulle avait fait des achats de bouche, notamment des volailles, et l'on avait remisé les emplettes dans le coffre de la voiture…, criblé de balles.

L'observant, elle s'exclama :

« Mon Dieu, j'espère que les poulets n'ont rien ! »

Et les policiers qui l'entouraient s'entre-regardèrent avec attendrissement :

« Ce qu'elle est gentille, quand même ! Elle pense d'abord à nous… »

Le lendemain, les De Gaulle recevaient les Pompidou à La Boisserie et, au menu du repas, figuraient les volatiles.

« Ce sont les poulets du coffre » fit observer Mme de Gaulle.

Alain de Boissieu, qui attaquait un blanc, fit soudain une vive grimace, à croire qu'il avait planté les dents sur une balle perdue.

Le Général se tourna vers lui :

« Je vous en prie, Alain, n'en rajoutez pas… »

* * *

Un déjeuner intime de dix couverts réunit à l'Élysée, le 10 septembre 1963, le Président de la République et ses proches collaborateurs, S.M. Hussein de Jordanie et les siens.

Comme à l'accoutumée, le Général accueille lui-même ses invités et fait les présentations.

Vient le tour d'Édouard Sablier, directeur de l'actualité de la R.T.F.

« … Et voici M. Édouard Sablier, l'un de nos meilleurs spécialistes du Proche-Orient, et que vous connaissez, je crois ?

— Mais certainement ! » répond le roi.

Courbette, poignée de main…

Dans la foulée, de Gaulle conduit Sablier vers l'oncle du roi, qui est aussi son Premier ministre : le chérif Nasser.

« Je vous présente M. Édouard Sablier… — Etc. »

Le chérif Nasser s'exclame :

« Oh mais oui !… Un fort bon cavalier, aussi ! Nous avons monté ensemble en Jordanie, à l'un de ses premiers voyages, je crois bien… C'était… heu… Attendez !… Ah oui ! En mille neuf cent… quarante-huit ! Non ! Quarante-neuf !… »

De Gaulle, avec beaucoup de conviction et d'un ton pénétré :

« Comme c'est intéressant !… »

* * *

À l'Assemblée nationale, séance houleuse, le 8 décembre 1964, autour du Ve Plan.

Au nom de la Commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan, Robert-André Vivien, député de la Seine, dénonce, en termes vifs, les manœuvres dilatoires de l'opposition qu'il qualifie de « pièges à cons ».

À un collègue qui lui reproche son langage un peu cru, il réplique

qu'il n'existe pas de meilleure traduction, en bon français, du terme anglais « bobby-trap ».

Le lendemain, il rencontre inopinément le Président, qui vient de lire le compte rendu de la séance :

« Alors, Vivien, à quand l'Académie française ?… »

* * *

À ce Conseil du mois de mars 1965, le Ministre des Affaires étrangères annonce que l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris va changer de titulaire : Zorine remplacera incessamment ce bon M. Vinogradov.

« On ne va pas y gagner, commente le ministre. Zorine a la réputation d'être un « pur et dur », et je ne le vois guère succomber aux charmes de la douce France…

— Ne vous en faites donc pas, répond de Gaulle. Il finira Chevalier du Tastevin et grand-maître du Camembert, comme les autres… »

* * *

Claude et Jean Sainteny eurent tout loisir d'observer, en de multiples circonstances, combien M^me^ de Gaulle veillait sur la santé de son illustre époux, et tout particulièrement lorsqu'il était à table, car il en appréciait fort les plaisirs. Aussi les maîtres d'hôtel étaient-ils nantis d'instructions discrètes dont le Général, d'ailleurs, n'était pas dupe. « Tiens, vous avez du vin blanc, vous ? » s'étonnait-il hypocritement et à voix haute, en lorgnant le verre du voisin.

Mais, loin de la « maison », il se permettait des écarts. À un commensal qui, lors d'un déjeuner de chasse, s'émerveillait de voir son assiette déborder. De Gaulle confiait, en clignant de l'œil :

« Ici, ça m'est permis. »

* * *

Georges Pompidou rentre d'Autriche.

Devant le Conseil, réuni à l'Élysée ce 25 septembre 1965, le Premier Ministre rend compte de son voyage et de ses entretiens. Il conclut :

« Mon Général, le chancelier Klaus serait heureux de vous accueillir à Vienne. Il trouverait très utile que vous décidiez aussi de vous rendre dans les pays limitrophes, de l'autre côté du rideau de fer.

— « Oh ! là ! s'exclame De Gaulle. L'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie… Si je visitais tous ces pays-là, on irait colporter que je me prends pour un Habsbourg ! »

* * *

Mis en ballottage, au premier tour des élections présidentielles, le 5 décembre 1966, De Gaulle « récupère » à une vitesse surprenante et, le 13 décembre, il inaugure la série de ses entretiens avec Michel Droit.

Il y est étincelant. Sa verve est torrentielle. Et, pourtant, les premiers échanges avaient mollement démarré…

L'enregistrement terminé, il se lève et déclare à Michel Droit :

« Vous voyez, une fois lancé, j'aurais bien continué à jaspiner comme ça pendant des heures… »

* * *

En février 1967, des accords sont signés entre le général Ailleret et le général américain Lemnitzer, commandant suprême interallié en Europe, qui définissent les modalités de la coopération entre les deux commandements.

Pour fêter l'entente retrouvée. De Gaulle convie Lemnitzer à une chasse à Rambouillet.

Jean Lacouture raconte :

« On est dans les tirés. De Gaulle, sans arme comme toujours, montre au visiteur un faisan en plein vol. « Tiens, murmure Lemnitzer, je croyais qu'il n'y voyait plus… » L'Américain épaule, et, pivotant sur lui-même, pour garder le gibier dans sa mire, se trouve presque face à de Gaulle qui, écartant le canon du fusil, lui lance : « Vous auriez été bien emmerdé si vous m'aviez atteint… »

* * *

L'année 1968 débute dans le calme et l'euphorie. De Gaulle a mené à bien, à une réforme près, le programme qu'il s'était assigné. La politique est au beau fixe, l'économie tourne, la France ronronne. Et de Gaulle confie à François Flohic, son aide de camp :

« Tout ça ne m'amuse plus beaucoup… Il n'y a plus rien de difficile à faire, ni rien d'héroïque à accomplir. »

* * *

Au printemps de 1968, le monde étudiant entre en ébullition en Allemagne, aux États-Unis, en Italie…

Les prétextes sont divers mais le fond de l'agitation est le même : son présent ennuie la jeunesse et son avenir l'angoisse…

À tour de rôle, Michel Debré, Olivier Guichard, Alain Peyrefitte s'en entretiennent avec le Général : tôt ou tard, la vague déferlera sur nous…

De Gaulle n'en disconvient pas mais, pour l'heure, il affiche un certain fatalisme :

« Nous verrons bien… De toute façon, je suis quelqu'un sur lequel il a tellement plu !… »

* * *

Il arrivait, au Président de la République, de reprocher à certains de ses ministres un trop grand mutisme face aux légitimes interrogations et demandes d'éclaircissements de l'opinion publique.

Louis Terrenoire a noté qu'il avait ainsi apostrophé l'un d'eux, au début d'un Conseil des ministres :

« Monsieur le Ministre, j'aurai beaucoup de plaisir à vous entendre sur ce sujet qui semble vous préoccuper et dont vous vous gardez bien de parler. »

* * *

De Gaulle se méfiait des technocrates et, plus généralement, de ceux qui, excipant d'une spécialité maîtrisée, s'aventuraient à échafauder des théories générales grandioses.

« Les techniciens, disait-il, il faut s'en servir, mais il ne faut pas les écouter. »

* * *

Gaston Palewski, qui fut, à Londres, l'un des premiers compagnons du Général, puis son ministre, était fort bel homme et homme d'esprit, une conjonction à laquelle les femmes ne sont pas insensibles.

Retour de Rome où il avait été, trois années durant, notre ambassadeur, il assistait à une réception, à l'Élysée, et de Gaulle, qui

faisait le tour des salons pour serrer quelques mains, l'avisa soudain, assis dans un profond divan en compagnie de trois jolies femmes. Il s'approcha de lui :

« Alors, Palewski, on se croit toujours en gondole ?… »

* * *

Réclamé partout, fêté par les plus illustres, ovationné par des foules immenses, De Gaulle a parcouru le monde : le Mexique, l'Amérique du Nord et du Sud, l'Allemagne fédérale, l'Italie, la Pologne, le Cambodge, l'Iran, l'U.R.S.S., le Québec…

Un soir, il confie à André Malraux :

« Au fond, mon seul rival, à l'échelle planétaire, c'est Tintin ».

* * *

De Gaulle, on le sait, ne vécut toute sa vie que de son traitement modeste de général de brigade.

Lorsqu'il quitta la Présidence de la République, le 28 avril 1969, ses plus proches collaborateurs, qui savaient la modestie de ses ressources, le pressèrent d'accepter la rente que l'État verse automatiquement aux anciens Chefs de l'État.

Il leur répondit :

« Assurément, je suis un ancien combattant qui prend sa retraite. Mais, sincèrement, voyez-vous le général de Gaulle accepter un bureau de tabac ?… »

* * *

L'année 1969 s'achève.

Invité par le Général à lui rendre visite, Michel Droit est à La Boisserie.

On déjeune.

Avec le café, de Gaulle propose un cigare à Michel Droit :

« Je vous remercie, mon général. Je ne fume pas.

— Moi non plus. J'ai arrêté… (Il réfléchit)… il y a vingt-deux ans. J'avais annoncé que je le ferais : je n'ai plus pu reculer…

— C'était le 28 novembre 1947, précise M^me^ de Gaulle, le jour de la mort du général Leclerc. »

Le Général hausse les épaules :

« Ça n'avait aucun rapport… (Il se tourne vers Michel Droit). J'ai

remplacé le tabac par les réussites. »

Mme de Gaulle sourit :

« Le pluriel est de trop… Il fait toujours la même. »

* * *

Dans le salon de la Boisserie est accroché un tableau qui représente une poignée de soldats de l'an II, misérables, en guenilles, mal armés, mais marchant résolument au combat.

« Ce sont les volontaires de la France libre » avait accoutumé de commenter de Gaulle.

LE SARCASME ET L'IRONIE

Réunion de travail, le 9 octobre 1941, entre de Gaulle, Churchill et leurs collaborateurs immédiats.

Au menu : la situation au Proche-Orient, les rapports franco-britanniques, l'emploi des troupes françaises en Libye…

Sur tous ces sujets, les occasions de monter au créneau n'ont pas manqué au Chef de la France libre, tant et si bien que Churchill finit par exploser :

« Je crois que, foncièrement, vous êtes anti-anglais !

— Si je suis anti-anglais, vous ne vous demandez pas pourquoi je ne suis pas Chef d'État-Major du Maréchal Pétain ?

— Parce qu'il n'aurait pas voulu de vous ! »

* * *

Cette histoire-ci a été racontée par André Franck, directeur des « dramatiques » de la télévision française au temps des « deux chaînes », à André Brincourt, qui me l'a répétée.

À Londres, l'entourage du Général le jugeait parfois un peu froid, un peu lointain, un peu sévère… Et Neuroy Turgot s'offrit audacieusement à en faire, au Général, le respectueux reproche.

Rendez-vous pris, notre officier « Français libre » est introduit chez de Gaulle et, sans barguigner, il se lance ! Si le Général pouvait se montrer, à l'occasion plus amical, s'il était plus près de ses Compagnons, moins raide, plus ceci, moins cela !…

De Gaulle l'écoute sans broncher.

Neuroy Turgot a fini. Et tout dit.

De Gaulle croise les bras sur son bureau et se penche un peu en avant :

« Dans quelle arme servez-vous ?

— La cavalerie, mon Général.

— Eh bien faites donc du cheval. »

* * *

Après un refus très net notifié, une semaine plus tôt, à Winston Churchill, de Gaulle finit par accepter, le 23 janvier 1943, de se rendre au Maroc, à la Conférence d'Anfa, pour y rencontrer Churchill, le Président Roosevelt et le Général Giraud, nommé, le 24 décembre 1942, Haut-Commissaire et commandant en chef en Afrique française

du Nord. — Les entretiens ont pour objet le regroupement de toutes les forces françaises libérées de la tutelle de Vichy ou de la botte de l'occupant.

De Gaulle est de fort méchante humeur. Il juge profondément choquant d'être « invité » par les alliés, lui, le Chef de la France combattante, sur une terre placée sous protectorat français et, de surcroît, pour y débattre d'une affaire qui concerne au premier chef les Français eux-mêmes. Il ne le cache pas à Robert Murphy, Conseiller du Président Roosevelt, venu l'accueillir.

Murphy s'efforce de le calmer. Il lui propose même de venir s'installer à Alger, deux ou trois mois, le temps d'éliminer son rival.

« … Au demeurant, ajoute Murphy, le Général Giraud n'a aucune ambition politique…

— Les ambitions politiques, lui répond de Gaulle, ça vient vite !… Regardez-moi. »

* * *

Robert Murphy, consul des États-Unis à Alger, en 1942, avait, dans un rapport au Président Roosevelt, indiqué qu'Alger, à la veille du débarquement allié du 8 novembre 1942, ne comptait « pas plus de 10 % de gaullistes ».

Le 30 mai 1943, Charles de Gaulle atterrit sur l'aéroport de Boufarik et, aussitôt, il se rend à Alger tout proche.

Sur son parcours, une foule considérable l'ovationne, les haut-parleurs déversent des airs martiaux, les drapeaux claquent aux fenêtres.

Au balcon du gouvernement général, face au forum noir de monde, il salue les Algérois qui scandent des « Vive de Gaulle ! » à n'en plus finir.

Robert Murphy, qui est à ses côtés, avec les officiels, s'exclame :

« Quelle foule énorme ! »

De Gaulle se tourne vers lui et, d'une voix douce :

« Ce sont les dix pour cent de gaullistes que vous aviez comptés l'an dernier. »

* * *

Le Comité français de libération nationale est constitué à Alger, le 3 juin 1943, sous une double présidence : celle du Général de Gaulle (qui a faveur des Anglais) et celle du Général Giraud (qu'imposent les Américains).

« Ce machin à deux têtes ne marchera jamais ! » a grogné de Gaulle.

Le fait est, comme l'observe François Coulet, que le Comité *« s'enfonce jusqu'au moyeu dans chaque ornière »*… Comment en sortir ?

C'est alors que Giraud imagine de faire venir de France le Général Georges, qui « pantoufle » à Vichy, et dont il pense qu'il sera un allié. Le rusé Churchill favorise l'entreprise car il a tout lieu de penser que Georges, tout au contraire, contribuera à pousser discrètement Giraud vers la sortie.

De Gaulle, lui, ne voit pas arriver d'un bon œil ce « rallié » de la dernière heure qui, sans se compromettre comme tant d'autres, s'est cependant bien accommodé de la défaite et de l'occupation. Aussi, à l'issue d'une réunion à laquelle le Général Georges participait, il avait grommelé :

« Le 18 juin 40, je me suis assis sur la défaite ; « aujourd'hui, je m'assieds à côté d'elle !… »

Un déjeuner de travail, un peu plus tard, fournira à de Gaulle l'occasion de lui planter dans le cuir une autre banderille…

À propos d'une Légion d'honneur que le Général Giraud voudrait remettre au Général anglais Andersen, et qui fait problème, le Général Georges intervient malencontreusement :

« Moi aussi j'ai connu ça !… Tenez, après l'armistice, j'ai eu à remettre la Légion d'honneur à des officiers supérieurs. C'était à Vichy. Et au moment de lancer la formule rituelle : "Au nom du Président de la République, etc.", je me suis subitement souvenu que la République avait été abolie… Alors, ma foi, j'ai tiré mon épée, et puis…

— Et puis, conclut de Gaulle, vous l'avez remise au fourreau… »

* * *

À Alger, en juin 1943, à l'issue d'une séance du Comité français de libération nationale, le Général Giraud, qui le copréside avec de Gaulle, prend le Général à part pour se plaindre, une fois de plus, des « vive de Gaulle ! » que suscitent leurs apparitions conjointes dans les rues de la ville.

« Ne pourrait-on, dit Giraud, interdire de telles manifestations qui nuisent à l'unité de l'armée ?

— En effet, en effet, acquiesce de Gaulle. Nous pourrions, par exemple, prendre une ordonnance enjoignant aux populations de crier exclusivement : « Vive le coprésident du Comité français de libération nationale à tutelle partagée et à responsabilité limitée… »

* * *

Au palais d'été d'Alger, en ce beau mois de juin 1943, de Gaulle et les membres de son Cabinet écoutent l'un des commentateurs de Radio-Paris.

Le Général se tourne vers Pierre Billotte, son Chef d'État-Major :

« Rappelez-moi donc le nom de ce "je ne sais plus qui" qui parle, parle, parle, jusqu'à ce qu'il ait quelque chose à dire… »

* * *

À Alger, en ce mois d'été agité de l'année 1943, les relations entre les Généraux De Gaulle et Giraud, coprésidents du Comité français de libération nationale, ne s'améliorent pas, c'est le moins qu'on puisse dire. De toute évidence, Giraud agace de Gaulle de plus en plus, surtout lorsqu'il évoque, de façon appuyée, la faveur dont il jouit auprès des Américains :

« … Pour eux, que voulez-vous, j'incarne la vieille tradition militaire française. C'est clair, ils comptent sur moi. Et ils me le témoignent de mille manières… Tenez, ils m'ont même offert un uniforme neuf !… » De Gaulle, sarcastique :

« En somme, vous pratiquez le Consulat au bénéfice de l'étranger… »

* * *

Depuis le 3 octobre 1943, le Général de Gaulle est le seul président du Comité français de libération nationale. (Exit le Général Giraud.)

Au Palais d'été, ce jour-là, le Président a réuni les Commissaires dont il s'est entouré et qui font office de ministres. Il écoute attentivement Henri Queuille, ancien Président du Conseil de la III^{e} République, qui expose les grandes lignes d'un projet d'ordonnance. Au passage, Queuille exprime quelques doutes et scrupules à propos de certaines des dispositions envisagées et qui lui paraissent peu conformes à la légalité républicaine.

De Gaulle l'interrompt :

« Monsieur le Commissaire d'État, vous êtes-vous déjà aperçu que vous faisiez parti d'un gouvernement insurrectionnel ? »

* * *

L'Assemblée consultative provisoire inaugure ses travaux, à Alger, le 3 novembre 1943. Et, aussitôt, la tribune est assiégée, à la fois par les « anciens » de la IIIe République, avides de manifester leur résolution combative, pour certains assez fraîche, et par les « nouveaux », issus de la Résistance, soucieux de plaider pour leurs camarades des maquis, dépourvus d'armes et qui appellent le débarquement.

De Gaulle écoute, inlassablement, philosophiquement :

« Que voulez-vous ! Ils ont chacun un discours dans la gorge ! Il faut bien qu'ils le sortent… »

* * *

On vient de désigner le Général de Larminat pour un commandement important.

Cela se passe fin 44.

Un membre du Cabinet militaire de De Gaulle s'en étonne :

« Vous savez bien, mon Général, qu'il est cinglé !

— Oui mais son Chef d'état-major est raisonnable. »

* * *

François Missoffe, Ministre de la Jeunesse et des Sports, a assisté, au nom du gouvernement, aux « Jeux Olympiques méditerranéens » qui viennent de se dérouler à Tunis. En Conseil des Ministres, il fait le compte rendu de son voyage :

« Comme vous m'y aviez autorisé, mon Général, j'ai demandé audience au Président Bourguiba. Il m'a beaucoup parlé de la France, son histoire, sa culture, son prestige dans le monde… Il m'a même confié que c'est un peu par hasard qu'il avait fait sa carrière en Tunisie. Il a vécu si longtemps chez nous qu'il aurait pu, tout aussi bien, la faire en France… »

De Gaulle hoche la tête :

« En somme, Missoffe, si je vous comprends bien, son ambition, ça aurait été d'être maire de Marseille ? »

Au même François Missoffe qui lui annonce que le prix des pommes de terre ne cesse de grimper, de Gaulle répond, en levant les bras au ciel :

« Et qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ! »

* * *

Pendant la guerre, les rapports entre de Gaulle et les Américains étaient souvent tendus, et la Conférence de Yalta, à laquelle la France n'avait pas été conviée, avait porté à son comble l'irritation du Général :

« Les Américains commettront toutes les conneries imaginables, et même celles auxquelles on ne pense plus. »

* * *

Le Général de Gaulle arrive à Moscou, le 24 novembre 1944, en voyage officiel, et il est reçu au Kremlin par le maréchal Staline.

L'entretien se déroule sans encombre, par interprètes interposés. Staline, qui toise un peu de haut ce Général de brigade presque sans troupes, ne se prive pas de lui délivrer toutes sortes de conseils ; moi qui ai fait ci, moi qui ai fait ça…

De Gaulle l'écoute sans broncher, puis, lorsque Staline a terminé, il laisse tomber, avec cet air d'en avoir deux :

« Je vous remercie de vos bons conseils. Monsieur le Maréchal. Mais vous savez bien que vous êtes inimitable… »

* * *

Ce rude hiver de 1944 a, dans les Vosges, malmené la Brigade Alsace-Lorraine presque autant que les Allemands qui s'accrochent au terrain.

À Remiremont, où la Brigade est enfin au repos, un motard pétaradant apporte une grande nouvelle : une « très haute autorité » va passer en revue l'unité que commande André Malraux. On chuchote : « Churchill… Churchill… » Mais c'est Charles de Gaulle qui descend de voiture…

Malraux s'est absenté (il n'attendait pas cette visite). Il revient donc au Commandant André Chamson d'escorter de Gaulle qui se fait présenter les combattants.

Comme il se doit lorsqu'un Général passe devant les rangs, les officiers restent figés au garde-à-vous. De Gaulle le remarque et se tourne vers Chamson :

« Quand je passe devant eux, Commandant, vos officiers me doivent le salut. »

André Chamson, qui connaît le règlement, sursaute :

« Excusez-les, mon Général, ils ne voient en vous que le chef de guerre. »

Alors de Gaulle le regarde, avec, dans l'œil, un mélange de

sévérité et d'amusement :

« Assurément, Commandant, assurément… Mais il se trouve, voyez-vous, que je suis *aussi* le Chef de l'État.

* * *

Jean-Raymond Tournoux nous remet en mémoire cette visite de Paul Ramadier au Président du gouvernement provisoire afin que soit inscrit, aux délibérations du prochain Conseil, un exposé sur le ravitaillement et la coordination des transports.

« Et voilà ! s'était exclamé de Gaulle. Nous venons du 18 juin pour nous occuper des harengs ! »

* * *

L'Assemblée nationale constituante tient sa première séance le 6 novembre 1945. Le 19, Charles de Gaulle est réélu Président du gouvernement. Le 23, il présente son équipe ministérielle aux parlementaires et l'Assemblée se met aussitôt au travail. Dans un certain désordre, pour ne pas dire dans un désordre certain…

À la tribune, ça défile…

Et c'est le tour de Georges Bidault, président du M.R.P. Mais, visiblement, l'orateur a quelque peu abusé des remontants et il a les plus grandes difficultés à s'exprimer. Il bredouille, se répète, bute sur les mots et, finalement, il descend de la tribune sans terminer son discours.

De Gaulle, assis au banc du gouvernement, se penche vers son voisin :

« Serait-il désobligeant de constater que M. le Ministre des Affaires étrangères souffre d'une légère extinction de voix ?… »

* * *

Début décembre 1945, le Général de Gaulle reçoit Jacques Maritain, qu'il estime fort. Et comme celui-ci l'interroge sur l'état du pays, de Gaulle lui répond : « En décembre dernier, souvenez-vous, les Français étaient malheureux. Aujourd'hui ils sont mécontents. C'est un progrès. »

* * *

Pendant l'été 1946, le Mouvement Républicain Populaire prend nettement ses distances vis-à-vis du Général de Gaulle et de la politique qu'il a pour ambition de mener.

Un député M.R.P., venu lui rendre visite, lui expose les états d'âme de son parti, ses troubles, sa tristesse, ses regrets…

Après l'entretien, de Gaulle confie à son entourage :

« Ces braves M.R.P. !… Toujours les mêmes… Ils trichent mais ils coupent à cœur. »

* * *

À Colombey-les-deux-Eglises, en cette fin d'année 1946, un hiver précoce ajoute à la mélancolie du Général, retiré des affaires depuis que la résurgence des partis a balayé les espoirs d'une rénovation.

À l'issue des travaux de la Conférence de la Paix, dont il gérait l'information, Jean Marin — le fidèle, la voix de la France libre — se rend à La Boisserie pour saluer et informer le Général, muré désormais dans sa solitude.

De Gaulle l'accueille avec chaleur et lui fait visiter le nouveau bureau qu'il a fait aménager à l'étage supérieur et que prolonge une échauguette.

De là-haut, la vue porte plus loin, mais, en ce froid et triste mois de novembre, on ne découvre que collines embrumées, champs figés sous le givre, ramures noires qu'agite un vent aigre…

De Gaulle ouvre une croisée à deux battants, pousse Jean Marin vers ce paysage désolé et grogne, avec une fureur contenue :

« La douce France, hein ?… »

* * *

Le 2 février 1947, il confie à Claude Mauriac, son secrétaire particulier :

« Les Français d'aujourd'hui sont comme les petits cochons des abattoirs de Chicago : pleins de grognements et de réticences. Mais, à la fin, ils sortent bel et bien en boîtes de conserve… »

* * *

Les élections cantonales des 20 et 27 mars 1949 consacrent l'irrésistible montée du Rassemblement du Peuple français, créé par de Gaulle en avril 1947 : 546 élus, 31 % des voix.

Olivier Guichard, Chargé de mission, énumère au Général les noms des notables qui, dans sa région, viennent d'entrer dans les Conseils généraux sous la bannière du R.P.F.

De Gaulle l'en félicite mais douche son enthousiasme :

« Ne vous faites pas trop d'illusions… Ils sont entrés au R.P.F. pour avoir des voix, ils en sortiront pour avoir des places. »

* * *

En cette année 1951, le Rassemblement du Peuple français est certes affaibli par quatre ans d'opposition sans victoire décisive, mais il demeure une menace pour la coalition qui s'accroche au pouvoir. Les stratèges imaginent donc, à l'occasion des élections législatives du 17 juin, et greffé sur un scrutin départemental à la proportionnelle, un système d'apparentements entre les partis qui marie la carpe et le lapin dans une perspective exclusivement électoraliste.

De Gaulle commente ce système :

« C'est vicieux, tordu et surprenant… Vous mettez dans l'urne un bulletin socialiste et il en sort un élu de droite. Dans le département voisin, vous votez pour un M.R.P., pieux et bien-pensant, et l'élu est un radical anticlérical et franc-maçon… Dieu seul, peut-être, reconnaîtra les siens. »

* * *

Si, au lendemain des élections législatives du 17 juin 1951, les 118 élus du Rassemblement du Peuple français manifestent une réelle cohésion et se réclament unanimement de la politique définie et voulue par le Général de Gaulle, président du R.P.F., on observe, au fil des mois et des années, une lente et inexorable désagrégation… Vingt-six députés quittent le Rassemblement, le 6 juillet 1952 ; d'autres prennent leurs distances, vis-à-vis de la direction du mouvement, en protestant, néanmoins, de leur fidélité !…

De Gaulle ironise :

« Et dire qu'ils me quittent sous le prétexte de me porter plus vite au pouvoir !… Au train où vont les choses, ils y seront bien avant moi… »

* * *

Un député gaulliste, élu sur une liste du R.P.F., est venu confier

au Général que, sollicité d'entrer dans le gouvernement qui se constitue, en cette fin d'année 1952, il est fort tenté d'accepter.

Auprès de Louis Terrenoire, secrétaire général du Rassemblement, de Gaulle commente la visite :

« Que voulez-vous, il brûle d'envie d'être appelé monsieur le Ministre avant d'être trop vieux… Eh bien ! Il le sera ! Mais il ne fera pas mieux que les autres… (Un silence.) Peut-être, finalement, ne fera-t-il pas plus mal non plus… »

* * *

Le Général s'adresse aux délégués départementaux du R.P.F., réunis, rue de Solférino, le 13 décembre 1953 :

… « Nous ne pouvons être, dans le régime, que des gens qui n'en sont pas… Si nous y participions, même par personnes interposées, nous aurions l'air d'être comme les autres, c'est-à-dire une espèce de M.R.P., ou une espèce de parti socialiste, ou une espèce de parti radical, des types qui font carrière, qui peuvent d'ailleurs ne pas être inutiles aux électeurs, qui rendent des services, qui font les commissions, mais qui, au point de vue national, sont totalement impuissants… »

Dans la soirée, il confie à J.R. Tournoux :

« Je continuerai de parler… Ça fait des ronds dans l'eau. »

* * *

Sont candidats à la magistrature suprême, en cette fin d'année 1953 : Joseph Laniel, Marcel Naegelen, Yvon Delbos, Jean Médecin et André Cornu (Vincent Auriol, pour sa part, ne sollicite pas un nouveau septennat).

À Versailles, où les deux Chambres sont réunies en congrès, la compétition tourne à la farce. Les tours de scrutin se succèdent (on en comptera 13 avant qu'un outsider sorte du chapeau : René Coty), et la presse étrangère en fait des gorges chaudes.

De Colombey, où il observe le spectacle avec colère et tristesse, de Gaulle ironise :

« Mon candidat, c'est Cornu. — Il couronnerait si bien le régime ! »

* * *

La Communauté européenne de défense (C.E.D.), qui consacrait le leadership américain et autorisait le réarmement de l'Allemagne, est rejetée par l'Assemblée nationale le 28 août 1954.

À un journaliste qui lui demande les raisons de sa farouche opposition, de Gaulle répond :

« Les cadavres, monsieur, n'étaient pas encore froids. »

* * *

Comme on lui annonce, le 6 février 1955, la chute d'un gouvernement qui n'a, comme les précédents, duré que quelques petits mois, de Gaulle laisse tomber, goguenard :

« Jusqu'ici nous avions une politique à la petite semaine. Maintenant nous avons une politique à la petite journée… »

* * *

Pendant la « traversée du désert », un ancien député, venu le saluer à la Boisserie, lui détaillait et lui commentait la composition du nouveau gouvernement, constitué le matin même :

… « Et puis, naturellement, il y a trois radicaux… » De Gaulle l'interrompit en ricanant :

« Les radicaux ? Les radicaux sont les conservateurs… Pas les conservateurs des traditions, les conservateurs des abus… »

* * *

Aux élections législatives du 2 janvier 1956, les Républicains sociaux (ex. R.P.F.) n'obtiennent que 4,4 % des suffrages. Par contre, le libraire-papetier Pierre Poujade et son parti de petits commerçants rallient, sur leurs doléances fiscales, 2 451 555 voix, soit 11,4 % des votes exprimés.

De Gaulle commente :

« De mon temps, les épiciers votaient pour les notaires. Aujourd'hui, les notaires votent pour les épiciers. »

* * *

Au vieil ami venu le saluer à la Boisserie, en février 1956, et qui le presse de sortir de l'ombre et de se montrer davantage :

« J'ai libéré la France, mon ami, c'est l'essentiel. Que d'autres s'occupent des cérémonies. Il faut bien que tout le monde vive. »

* * *

Félix Gaillard succède, le 9 novembre 1957, à Maurice Bourgès-Maunoury qui n'a « tenu » que quatre petits mois.

Rue de Solférino, dans le bureau où de Gaulle reçoit ses visiteurs lorsqu'il séjourne à Paris, Roger Stéphane évoque l'imbroglio algérien et la manière d'en sortir.

De Gaulle hausse les épaules :

« La solution algérienne ne fait pas partie de l'univers de M. Gaillard. Ce qui fait partie de l'univers de M. Gaillard, c'est, malgré l'Algérie, de durer cinq jours de plus que M. Bourgès-Maunoury. »

* * *

Pendant « la traversée du désert », de 1953 à 1958, cette réflexion désabusée :

« Comme un homme politique ne croit jamais ce qu'il dit, il est tout étonné quand il est cru sur parole. »

* * *

Nous sommes en novembre 1957…

Depuis le début de l'année, trois gouvernements se sont succédé dans les magouilles et les grenouillages, et sans régler aucun des problèmes qui se posent à la nation : le gouvernement Guy Mollet, le gouvernement Bourgès-Maunoury, le gouvernement Félix Gaillard…

À Alger, l'agitation gagne peu à peu tous les quartiers, les manifestations se succèdent… On sent que, face à un pouvoir impuissant, le craquement est imminent.

Au 5 de la rue de Solférino, l'ancien siège du R.P.F., le dernier carré des fidèles a rejoint de Gaulle, venu à Paris prendre la mesure des événements. Et Olivier Guichard explose :

« Il faut en sortir, mon Général ! Allez voir Coty, démontrez-lui que la situation présente est sans issue. C'est un homme raisonnable, il vous écoutera. Et, après votre entretien, c'est lui, vous verrez, qui quittera l'Élysée ! »

De Gaulle retire ses lunettes et regarde Guichard avec un sourire un peu narquois :

« Mon pauvre Guichard, vous faites fausse route… Coty, en effet, m'écoutera. Il sera de mon avis. Mais, à l'Élysée, ça ne se passera pas du tout comme vous l'imaginez. Il y a les huissiers…

— Les huissiers ?

— Mais oui, Guichard. Les huissiers sont pour le régime. »

* * *

Mai 58…

Brutalement réveillée par les événements qui se déroulent à Alger, la classe politique française s'agite… Le coup de pied dans la fourmilière.

Rue de Solférino, où séjourne le Général, les visiteurs se succèdent. Non sans arrière-pensées…

L'un d'eux expose qu'au Palais-Bourbon, nombreux déjà sont les députés qui évoquent un appel au Libérateur.

De Gaulle goguenard :

« Citez-m'en un seul qui ait osé prononcer mon nom à la tribune ! »

* * *

Pierre Pflimlin, président du Conseil depuis le 12 mai 1958, rend visite à de Gaulle, le 22, sur le conseil d'Antoine Pinay.

Devant « l'homme du dernier recours », il développe les procédures constitutionnelles qui permettraient au Président Coty, éventuellement, de faire appel « au plus illustre des Français » ; mais auparavant, ajoute-t-il, il est indispensable que le Général désavoue la « rébellion » gaulliste de Corse qui n'a pas les mêmes excuses que celle qui s'est déclenchée en Algérie.

Mais de Gaulle ne tombe pas dans le piège et rétorque, angélique :

« Je préfère rétablir l'ordre que condamner le désordre. »

* * *

Début juin 1958, un journal du soir commente la situation :

« En revenant au pouvoir par les voies légales, de Gaulle a fait avorter le coup d'État qui se fomentait à Alger. »

De Gaulle le lit et ricane :

« Le coup d'État ?… Quel coup d'État ?… Il n'y avait plus d'État

!… (Une pause) J'aurais pu, tout au plus, faire un coup… »

* * *

À l'Élysée, Charles de Gaulle se sentait mal à l'aise. L'homme des grands espaces et des nobles perspectives se fût senti « chez lui » dans le triangle Invalides — École militaire — Val de Grâce, ou bien à Vincennes, où il rêva de s'installer… — Versailles ? « Ce serait excessif » avait-il dit. À l'hôtel de Biron ? Il aurait fallu y chasser Rodin, mais il jugeait « peu convenable » d'installer la République dans un bâtiment qu'elle avait volé aux dames du Sacré-Cœur.

Alors il s'était fait une raison. Et Jean Lacouture rapporte cette réflexion désabusée :

« On ne fait pas l'Histoire dans le 8e arrondissement… »

* * *

Dans un Conseil des ministres où il est question d'une demande de crédits pour le Fonds monétaire international, présentée par les Américains, il coupe l'exposé technique de Wilfrid Baumgartner, ministre des Finances :

« Venons-en au fait, Baumgartner. Ils veulent nous taper de combien ?… »

* * *

Emmanuel d'Astier de la Vigerie est reçu à l'Élysée. Depuis un an, à l'instigation du Président, le gouvernement, dans tous les secteurs d'activité, « pousse les feux » de l'économie, multiplie les grands travaux, encourage d'ambitieuses et prestigieuses entreprises.

D'Astier s'en inquiète :

« Mon Général, la France vit au-dessus de ses moyens ! »

Et de Gaulle, qui s'insurge :

« Vous ne voudriez quand même pas que je fasse vivre la France au-dessous de ses moyens ! »

* * *

Certains nouveaux venus au Cabinet du Général eurent, au moins au début, quelques difficultés à comprendre que le respect des

traditions et le goût de la grandeur s'alliaient chez de Gaulle, avec les réflexes d'un chef d'État moderne. Claude Dulong — qui fut M^me^ Jean Sainteny, trop tôt disparu pour la France et pour ses amis — nous raconte ainsi qu'ayant à accueillir, le lendemain, et à accompagner jusque dans Paris un chef d'État étranger, de Gaulle s'était enquis :

« Comment voyez-vous les choses ? »

À quoi on lui avait répondu :

« Eh bien, mon Général, on va vous donner la garde à cheval…

— La garde à cheval ? Au xx^e^ siècle !… Mais qu'est-ce que vous voulez que je fasse derrière la garde à cheval ? Je ne me nourris pas de crottin ! »

* * *

M. Segni, Président du Conseil italien, et M. Pella, son ministre des Affaires étrangères sont à Paris, le 20 mars 1959, et, à l'Élysée, ils ont de cordiaux entretiens avec le Président français.

Le lendemain, de Gaulle en fait la relation à Roland Nungesser, Secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, chargé des Affaires internationales, et il y ajoute ses commentaires :

« L'Italie, c'est notre IV^e^ République… En Italie, il y a d'abord le pape. C'est solide, le pape. Ça existe ! Et puis il y a le gouverneur de la Banque d'Italie. C'est très solide, le gouverneur de la Banque d'Italie. C'est sérieux. Et enfin il y a le Général des carabiniers. C'est solide, ça aussi ! Le Général des carabiniers, ça compte ! Eh bien, avec ces trois-là, toute l'Italie tient debout… »

* * *

L'ordre du jour de ce Conseil des Ministres est très chargé en « broutilles » et problèmes de troisième ordre. Et de Gaulle prend la mouche :

« De Gaulle, messieurs, n'a pas été créé et mis au monde pour s'occuper du train-train ! »

* * *

Le Général, en visite à la Réunion le 9 juillet 1959, doit poser la première pierre d'un monument érigé, à Saint-Denis, à la mémoire des Français Libres de l'Île, morts au combat.

Il est 8 heures 30.

Le Général et Mme de Gaulle sortent de leur résidence, et le préfet les accompagne jusqu'à la voiture officielle.

Soudain, un ancien combattant surgit et court vers eux, toutes médailles brinquebalantes :

« Monsieur le Préfet ! Monsieur le Préfet ! On a volé la première pierre !…

— Quoi ? On a volé la première pierre ?

— Oui, monsieur le Préfet ! Elle a disparu !

— Mais c'est inqualifiable !

De Gaulle s'impatiente :

« Quelle affaire !… Bon. Mais sans doute est-il possible de trouver une seconde première pierre ? »

Autour de lui, tout le monde s'agite, et le temps passe…

Agacé, le Général se tourne vers Olivier Guichard :

« Guichard ! Trouvez-nous un pavé, quelque part, et qu'on en finisse ! »

* * *

En ce début d'année, nous rapporte Pierre Lefranc dans le très remarquable et très riche album : « *De Gaulle — Un portrait* » que Flammarion vient de publier, de Gaulle reçoit les journalistes accrédités à la Présidence de la République. Il s'adresse au directeur d'un quotidien de province dont les éditoriaux sont toujours très critiques à son égard :

« Savez-vous que je lis vos éditoriaux très régulièrement ? »

Embarras manifeste du directeur :

« J'en suis très flatté, mon Général. »

Et de Gaulle va le retourner sur le grill :

« Avez-vous une idée de ce que lisent de préférence les gens qui achètent votre journal ?

— Mais oui ! Nous avons fait faire des études très sérieuses… 60 à 70 % de ceux-là nous achètent pour les informations sportives et les faits divers…

— Tiens, tiens…

— … 20 à 30 % pour les nouvelles locales…

— Ah bon !

— … Environ 10 % pour les programmes de cinéma et de télévision, pour la météo…

— Voyez-vous !… Et combien lisent les papiers politiques, par exemple, les éditoriaux ? »

Le directeur-éditorialiste prend un air de chien battu :

« Euh… Moins de 0,5 %, paraît-il…

— Eh bien j'espère que cela ne vous découragera pas. »

* * *

La nuit tombe sur Colombey.

Une nuit douce et tiède.

20 août 1959…

Jacques Vendroux, le beau-frère du Général, et de Gaulle, seuls dans le petit salon, écoutent, à la radio, le dernier bulletin d'informations. Suit une chanson de Bourvil : « Elle vendait des cartes postales, et aussi des crayons », que de Gaulle, de mémoire, fredonne…

Et il dit :

« J'aime bien Bourvil… Il est l'image d'un bon paysan français, qui aime sa terre et son pays… (Un silence). Ça me repose des palabres européennes de Môssieur Jean Monnet et de Môssieur Robert Schumann… »

* * *

Lorsque de Gaulle fait savoir, le 27 janvier 1960, que son gouvernement a décidé d'établir, avec la Chine communiste, des relations diplomatiques, à Washington, on explose…

Rapporté par J.R. Tournoux, petit échange d'amabilités :

La Maison-Blanche :

« Compter un allié comme le Président de la République française rend tout à fait superflu d'avoir des ennemis. »

De Gaulle :

« Que les Chinois entrent à l'O.N.U. ! Ils ne dépareront pas la collection… »

* * *

De retour d'un voyage en Haute-Volta et au Niger, fin décembre 1961, Jean Foyer, ministre de la Coopération, rapporte au Général que le président Yameogo lui a déclaré qu'il était possible et souhaitable de fédérer tous les États africains, et que la présidence de cette fédération devrait revenir à Dieu lui-même.

« Bonne idée ! s'exclame de Gaulle. Ça évitera la concurrence. »

* * *

Poursuivant la relation de son voyage, Jean Foyer informe le Président que, dans les campagnes de la Haute-Volta, on est passé des transports à dos d'hommes aux transports à dos d'ânes.

De Gaulle (narquois) :

« Tiens ! Ils en sont déjà là ?… »

* * *

Cependant que Jean Foyer visitait le Niger et la Haute-Volta, Raymond Triboulet, ministre des Anciens combattants, accrochait quelques médailles sur les valeureuses poitrines d'anciens tirailleurs tchadiens.

« Cela m'a permis de constater, mon Général, que le président du Tchad, M. Tombalbaye, faisait des complexes… Il n'est pas ancien combattant.

— Et pourquoi diable ne s'inscrit-il pas à la Fédération internationale des anciens combattants ? On ne lui demandera rien ! »

* * *

En ce début d'avril 1961, la politique algérienne du Général est de plus en plus vivement contestée par une fraction de l'armée et de la classe politique. On fait grief à de Gaulle de sa volonté manifeste de désengagement, ce qui amène cette réplique :

« On dit, ici ou là, que dans les pays d'où la France se retirerait, l'Union Soviétique ou l'Amérique, ou l'une et l'autre à la fois, essaieraient de prendre sa place. Je réponds qu'à toutes deux, je souhaite d'avance bien du plaisir… »

* * *

On discute, en Conseil des Ministres, des promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur, dont le choix doit être arrêté, et la plaque de grand officier, proposée pour un professeur de droit, suscite, de la part d'Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, cette remarque acerbe :

« J'ai été son élève, et je puis vous dire qu'il nous a toujours assassinés de sa médiocrité ! »

De Gaulle sourit :

« C'est là précisément son titre, Pisani. Au bout de longues années de dignité et d'ennui, on devient représentatif. »

* * *

Au cabinet du Général de Gaulle, on commente l'impact, dans la presse et dans le pays, du message radiodiffusé et télévisé prononcé par le Général, le 23 avril 1961, et dans lequel il a stigmatisé la tentative de coup d'État, à Alger, d'un « *quarteron de généraux* ».

« L'expression, dit quelqu'un, a fait mouche… Tous les journaux l'ont reprise… »

Le Général hoche la tête :

« Oui… — Hélas !… — Dix-neuf étoiles et pas de tête !

— Mais quand même du caractère, mon Général !

— Le caractère, si rien ne l'accompagne, ne donne que des téméraires ou des entêtés. »

* * *

À Félix Gaillard, ancien Président du Conseil, venu lui rendre visite le 14 juin 1961 et qui lui confie :

« L'Algérie est un problème insoluble », de Gaulle répond :

« Vous avez raison. L'Histoire et le monde sont faits de problèmes jamais résolus. »

* * *

En cette année 1961, alors que l'O.A.S. multiplie les attentats, en France et en Algérie, après l'échec du putsch des généraux, et que le F.L.N. maintient sa pression et ses exigences, de Gaulle manifeste haut et clair sa volonté de sortir la France du guêpier algérien.

Au Conseil du 27 septembre, on informe les ministres que, de source sûre, le préfet ne pourrait compter, à Bône, que sur 80 policiers « loyaux », sur un effectif de 485.

Imperturbable, de Gaulle commente :

« C'est une proportion remarquable ! »

* * *

À ce Conseil des Ministres du 13 novembre 1961, figure, à l'ordre du jour, le saccage de l'Ambassade de France à Rabat, investie et mise à sac, la veille, par « des éléments incontrôlés ».

Pierre Guillaumat, Ministre des Armées, est amer :

« Cela ne serait pas arrivé si des troupes françaises étaient restées

à proximité ! »

Couve de Murville acquiesce :

« Évidemment ! Si nous étions encore en régime de protectorat, cela ne se serait pas produit. »

De Gaulle (agacé et sarcastique) :

« Et si les Français de Napoléon étaient restés à Moscou, il n'y aurait pas eu Staline ! »

* * *

Appelé à se prononcer par référendum sur les accords d'Évian qui mettent un terme définitif à la guerre d'Algérie et prévoient, pour l'Algérie, des institutions provisoires, le peuple français, le 8 avril 1962, manifeste son approbation par plus de 90 % des suffrages exprimés.

Quelques semaines plus tôt, à la fin d'un Conseil des Ministres, de Gaulle a persiflé tous ceux, fort nombreux, qui, de la droite à la gauche, ont attaqué sa politique mais dont il était bien assuré que, finalement, ils la ratifieraient.

Il a recopié une réflexion de Chamfort et il la lit à haute voix, la malice dans l'œil :

« Premier principe : il n'y a de souveraineté que dans le peuple. Deuxième principe : il ne faut jamais lui permettre de l'exercer. »

* * *

L'automne de l'année 1962 voit renaître les appétits des « candidats à la succession ». L'imbroglio algérien n'est plus qu'un mauvais souvenir, la décolonisation s'est faite dans le calme, les usines tournent, les campagnes sont tranquilles, et l'élection du Président par les parlementaires, restant la règle, invite aux « grenouillages » et aux « magouillages ».

Auprès d'un Ministre qui s'inquiète de cette « ruée au pouvoir », de Gaulle ironise :

« Le pouvoir ? Ils ne savent même pas ce qu'ils veulent en faire !… Laissons-les jouer. »

* * *

À Chartres, en 1962, André Malraux, Ministre des Affaires culturelles, a traîné de Gaulle à un concert de musique moderne —

ultra-moderne…

De Gaulle, à la sortie :

« Je n'ai jamais entendu, en si peu de temps, autant de sons discordants et inattendus… »

* * *

À l'Élysée, le 7 avril 1962, le Président de la République reçoit Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O.

Le leader socialiste manifeste, sur de nombreux points, son désaccord avec la politique du Général. Et le ton monte…

Guy Mollet : « Non, mon Général, la République, ce n'est pas vous ! Elle existait avant vous, et elle existera après vous !

De Gaulle (d'une voix radoucie) : « Bien sûr… Mais ce ne sera pas la même. »

* * *

En cette fin d'année 1962, les ministres et les conseillers étudient les modalités du référendum, annoncé le 12 septembre par communiqué, et qui doit proposer au pays l'élection du Président au suffrage universel.

Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances, est sensible aux réserves exprimées par le Conseil d'État. Il en fait part à de Gaulle :

« La procédure choisie prête le flanc à la critique… »

De Gaulle en convient mais il ajoute :

« Si nous conservions le système actuel, c'est-à-dire le choix du Président par les parlementaires, ils se mettraient d'accord sur le plus médiocre, et ils n'auraient, croyez-moi, que l'embarras du choix… »

* * *

Ce jour-là, Roger Stéphane déjeune à Louveciennes, chez les Lazareff.

La semaine d'avant, ils ont été, l'un et l'autre, les hôtes du Président de la République et Pierre Lazareff relate qu'à la fin de la réception, un aide de camp est venu le chercher, lui a fait traverser tout le palais à sa suite et l'a finalement introduit dans un petit salon où de Gaulle l'attendait. Et de Gaulle, en substance, lui a dit ceci :

« Ce salon, monsieur Lazareff, est celui où l'empereur Napoléon 1er fut, en 1815, sommé, par ses généraux, d'abdiquer. Il n'avait guère

le choix mais, d'ici même, il entendait le murmure lointain du peuple de Paris qui criait : "Vive l'Empereur !". C'est dans cette encoignure de fenêtre que, dans une nuit du 1er décembre, Napoléon III se pencha vers le duc de Morny et lui demanda :

— "Tout est prêt ?"

— "Oui", répondit Morny.

— "Alors, allez-y !"

C'est sur ce divan, monsieur Lazareff, que le Président Félix Faure perdit sa "connaissance", et sa vie… Voyez-vous, monsieur Lazareff, on m'a reproché beaucoup de choses, au long de ma vie, mais jamais de négliger l'histoire. Cependant, j'ai lu dans "*France-Soir*" que Mme Carmen Tessier, devenue, je crois, Mme André Dubois et qui signe dans votre journal "la commère", avait assuré que j'avais transformé cette pièce en chapelle. Eh bien, monsieur Lazareff, je vous demande de bien vouloir rassurer Mme Dubois ou "la commère". Vous avez vu la pièce. Elle est intacte… »

* * *

Un visiteur vient de s'en aller.

Olivier Guichard, qui assistait à l'entretien, fait observer au Président du Conseil que ce Monsieur fort distingué a dit des choses fort intelligentes.

« Bien entendu, admet de Gaulle, il n'est pas bête. Il voit convenablement le problème. Mais ce qu'il comprend et ce qu'il dit est totalement dépourvu d'intérêt car il ne fait que s'imaginer avoir des pouvoirs. La seule différence, entre lui et moi, c'est que je sais que je ne peux rien faire dans ce cas précis, alors qu'il croit, lui, pouvoir faire quelque chose. »

* * *

Devant le Président et les ministres, ses collègues, réunis le 3 juillet 1963, Jean Foyer plaide pour qu'une rallonge de crédits soit, dans le prochain budget de l'État, inscrite au bénéfice du Ministère de la Justice — cette justice que de Gaulle vitupérait, aux beaux jours de l'O.A.S., et dont il avait dit, au lendemain d'une molle réquisition du procureur contre l'assassin d'un policier : « *Tout le monde sait qu'en France la justice n'est pas rendue. Une idée s'est ancrée dans l'esprit des magistrats, qui entretiennent des complicités avec le barreau : à partir du moment où les affaires en cause possèdent un rapport quelconque avec la politique, on ne rend pas la justice, parce qu'il s'agit, en somme, de*

protéger l'individu contre l'État… — Vos magistrats sont lamentables ! »

Jean Foyer s'en souvient mais, courageusement, il poursuit son plaidoyer :

« … Et même les bâtiments qui crient misère ! Tenez, ce matin, les plafonds de la direction des affaires criminelles sont tombés par terre !… Cet effondrement de la justice, c'est un avertissement. »

De Gaulle l'interrompt, glacial et souverain :

« Monsieur le Garde des Sceaux, ce n'est pas un avertissement : ce n'est qu'une confirmation. »

* * *

La grève des mineurs, fin 1964, s'étend de bassin en bassin… Dans ce sombre tableau, quelques lueurs d'espoir, fragiles cependant, très fragiles…

Michel Maurice-Bokanowski, ministre de l'Industrie, en informe le Général :

« À ce propos, j'aurai une communication à faire au Conseil. Mais elle doit rester totalement confidentielle.

— Totalement confidentielle ?… Alors ne la faites pas. »

* * *

Le 3 décembre 1965, de Gaulle est mis en ballottage avec 44,64 % des suffrages exprimés.

La consternation règne dans le camp gaulliste, et le Général lui-même ressent tristesse et amertume.

Sur ce lui parvient une analyse de François Goguel et Jacques Narbonne qui démontre que le Président sortant a obtenu plus de voix que ses partisans ou ses adversaires n'en ont jamais comptabilisées dans une consultation de ce type. L'erreur était de confondre élection présidentielle et référendum.

Au Conseil des ministres du mercredi suivant, c'est un de Gaulle tout ragaillardi et souriant qui commente :

« Aucun parti politique n'a jamais, en France, approché un tel score. » Et il ajoute, malicieusement :

« La preuve est faite, s'il en était encore besoin, que nous sommes bien en démocratie. Est-ce que l'on met un dictateur en ballottage ?… »

* * *

Le vice-amiral Flohic, qui fut aide de camp du Général de Gaulle, se souvient du voyage qu'ils firent ensemble à Moscou, en juin 1966 et, tout particulièrement, de la réception fastueuse, organisée dans la salle des Chevaliers du Kremlin, en l'honneur du Général.

Alors que le Président de la République française prononçait son discours, Flohic remarqua que les ambassadeurs des U.S.A. et de Grande-Bretagne, tournant le dos à l'orateur, s'étaient portés vers le buffet et se trouvaient fort occupés à pousser du caviar avec de la vodka.

En raccompagnant le Général à ses appartements, Flohic laissa éclater son indignation.

« Bah, dit de Gaulle, ils s'expriment en anglais, ils vivent chez les Russes… Ils ne doivent pas comprendre le français. On ne peut pas tout savoir… »

* * *

À la faveur de l'agitation de Mai 68, les partis de gauche se rapprochent pour tenter une unité qui permettrait de faire jouer l'alternance.

De Gaulle hausse les épaules :

« L'unité de la gauche, elle se fera peut-être, après ma mort. Mais, à ce moment-là, elle se réclamera du gaullisme, et je ne serai plus là pour rafraîchir quelques mémoires… »

* * *

En juillet 1968, les tumultueux événements d'Algérie, les révoltes, les excès, tout cela semble déjà lointain, et le temps du pardon paraît venu.

Une loi d'amnistie est déposée sur le bureau de l'Assemblée, et Bernard Destremau, député des Yvelines, y ajoute un amendement qui restitue, aux amnistiés, les décorations méritées pour fait de guerre.

Auprès de René Capitant, Président de la Commission des lois à l'Assemblée Nationale, Destremau s'inquiète :

« Le Général n'a pas objecté à mon amendement ?

— Ma foi non, assure Capitant. Il a haussé les épaules, avec amusement et résignation, et il m'a dit : "Ils ont eu la montre. Ils veulent aussi la chaîne…" »

* * *

Jean-Bedel Bokassa, ancien sergent de la France libre, se saisit du pouvoir en République centrafricaine et se proclame empereur. Vouant à de Gaulle une vénération sans bornes, il demande à être reçu à l'Élysée.

Le Président de la République, que ce coup de force a fortement indisposé, le fera attendre plus d'un an…

À la fin des fins, l'audience tant espérée est accordée, et Bokassa est accueilli, le 11 février 1969, à l'Élysée.

À peine introduit, il se précipite vers le Général, lui prend les mains et bredouille :

« Oh ! Papa !… Papa !…

— Voyons, Bokassa, appelez-moi mon Général, comme tout le monde !…

— Oui, papa… »

* * *

De retour d'un voyage en Afrique noire, un parlementaire, reçu en audience, rapporte à de Gaulle qu'au Gabon et au Congo des masques de danse ont été sculptés à l'effigie du Général, qu'une nouvelle danse, apparue au Gabon, s'appelle « Eko-de-Gaulle », qu'au Congo nombreux sont les nouveau-nés qui sont baptisés « Gaul », si ce sont des garçons, et « Tantivonn », si ce sont des filles.

« Bon, bon, grogne le Général. On ne leur en demande pas tant ! »

* * *

À La Boisserie, où il s'est définitivement retiré le 28 avril 1969 et dont il ne sortira que pour deux brefs séjours, en Irlande et en Espagne, de Gaulle prend connaissance du courrier émouvant qui lui parvient du monde entier.

Le journaliste Frédéric Barreyre, à l'affût des derniers « mots » du Général, évoque le message du Président Nixon qui lui écrit, entre autres choses :

« … Je n'oublierai jamais la sagesse de vos conseils. »

De Gaulle hoche la tête :

« Il n'a pas oublié mes conseils ? Comme c'est étrange… Il n'en a suivi aucun ! »

* * *

Chez lui, à Colombey, Charles de Gaulle reçoit quelques fidèles et, parmi eux, le 11 décembre 1969, son ami André Malraux.

Évoquant d'autres années sombres, il lui confie :

« J'ai dressé à bout de bras le cadavre de la France en faisant croire au monde qu'elle était encore vivante… »

* * *

Dans son refuge de la Haute-Marne, en ce mois de décembre de 1969 triste et froid, Charles de Gaulle écrit, médite, reçoit ses amis…

Les événements récents l'ont profondément marqué, et, souvent, la mélancolie l'envahit :

« Après ma mort, on dressera une grande croix de Lorraine sur la plus haute colline, derrière ma maison… Et comme il n'y a personne, par là, personne ne la verra… Elle incitera les lapins à la résistance. »

* * *

De Gaulle portait, sur les hommes, des jugements sans illusions — dans ses bons jours, résignés, amusés ou indulgents ; dans ses mauvais jours, sarcastiques, tranchants ou impitoyables.

À Raymond Schmittlein qui objectait à la nomination d'un haut fonctionnaire : « *C'est une fripouille, mon Général !* », de Gaulle répondait :

« Vous en connaissez, vous, des hommes qui n'aient pas été, qui ne sont pas ou qui ne seront pas des fripouilles ? Eh bien moi je préfère un homme dont je sais qu'il a été une fripouille à un homme dont j'ignore s'il ne va pas devenir une fripouille. »

À Edmond Michelet qui lui donnait le choix entre deux candidats, forts connus, à un poste important : « En somme, Michelet, pour occuper ce poste, vous me proposez un emmerdeur et un salaud ? Bon, prenons l'emmerdeur. »

D'Édouard Herriot, il disait :

« Je ne trouve, dans sa carrière, que trois actes d'homme d'État. Ce sont trois abandons : l'évacuation de la Ruhr, la dévaluation du franc, la caution donnée à Pétain. »

Accueillant le sénateur Roger Duchet, Secrétaire général du Centre national des Indépendants-paysans, il lançait :

« Ainsi, monsieur, vous êtes indépendant. Indépendant de qui ? Indépendant de quoi ?… »

Il avait brossé, de Staline, ce portrait sans complaisance :

« Communiste habillé en maréchal, dictateur tapi dans sa ruse,

conquérant à l'air bonhomme, il s'applique à donner le change. »

D'une phrase acérée, il vous clouait un bonhomme au pilori :

« Eisenhower ? Le premier des généraux fonctionnaires. »

« Le Chanoine Kir ? Ce n'est pas un homme d'église, c'est un homme de cirque ! »

À propos de Mendès France :

« Il n'aime pas être attelé. Il veut toujours être le cocher. Seulement voilà, pour le moment, c'est moi le cocher ! »

Et à Michel Droit qui s'étonnait, le 27 mai 1968, que Mendès France fût allé discourir, au stade Charletty, devant les « soixante-huitards » :

« Mendès !… Il aurait pu être un homme d'État s'il avait été moins velléitaire !… C'est comme son plan !… On m'a parfois reproché de lui avoir préféré le plan Pleven… Mais j'ai choisi le plan Pleven parce qu'il n'y avait pas de plan Mendès !… »

Dix ans plus tôt, en septembre 1958, il avait confié à l'ambassadeur Léon Noël :

« Ce pauvre Mendès !… Son pire ennemi, c'est lui-même. »

Sur Albert Lebrun, Président de la République en 1940, le capitaine de vaisseau Flohic avait recueilli ce jugement sans appel :

« Comme Chef de l'État, deux choses lui ont manqué : qu'il fut un chef et qu'il y eût un État… »

De Philippe Pétain, il avait dit :

« C'est le plus grand chef militaire que j'aie connu. Malheureusement, il est mort en 1925, au Maroc, et personne n'a jamais pu l'en persuader… »[4].

… Et des « *politichiens* » enfin, sa bête noire :

« Il ne faut pas attendre des professionnels du dénigrement, de la nostalgie et de l'aigreur, qu'ils renoncent à suer le fiel, cracher la bile et lâcher le vinaigre. »

L'IMPATIENCE

Le fondateur du Rassemblement du Peuple Français voyageait beaucoup. Pour impulser le mouvement dont il avait pris l'initiative et exposer ses vues, dans tous les domaines, il sillonnait la France, d'Est en Ouest et du Nord au Sud.

Or, ce 13 septembre 1948, il se trouvait à Ajaccio, accompagné, notamment, de Pierre Lefranc, Chargé de mission du R.P.F. et, au cœur de la ville, de Gaulle, descendu de voiture, prenait un « bain de foule », ainsi qu'il le faisait toujours.

Alors qu'il cheminait dans un grand concours de peuple, le délégué départemental du R.P.F. lui désigna du doigt un magasin d'articles de ménage et d'électricité qui appartenait à Eugène Macchi, grand résistant couvert de médailles et gaulliste de la première heure.

Sans hésiter, et pour honorer ce fidèle parmi les fidèles, le Général se dirigea vers la boutique et y pénétra, cependant que le délégué départemental retenait, à l'extérieur, officiels et partisans. Et de Gaulle se retrouva, seul avec Pierre Lefranc, dans cette échoppe un peu sombre, vide et silencieuse.

Lefranc appela Macchi à tous les échos, explora l'arrière-boutique, monta à l'étage… Personne. (Le malheureux Macchi, coincé dans la foule, ne parvenait pas à rejoindre son grand homme…)

Pour tuer le temps, de Gaulle déambula entre les comptoirs, regarda les ampoules, examina les piles électriques, reluqua les lampes de chevet et les lustres suspendus au plafond…

Au bout d'un moment, il se tourna vers Pierre Lefranc :

« Bon, eh bien puisqu'on ne veut rien nous vendre, allons-nous-en. »

* * *

J.R. Tournoux nous remet en mémoire cette visite que de Gaulle fit un jour à un châtelain de Seine-et-Marne, notable influent et militant généreux du Rassemblement.

Sur le perron de sa propriété, il accueille le Libérateur par un interminable discours qui déverse des flots d'éloquence prudhommesque, et de Gaulle, visiblement, commence à se lasser. Mais rien n'arrête l'orateur :

« … Et c'est pourquoi, mon Général, j'ai l'insigne honneur de vous recevoir dans ce canton, dont je suis conseiller général, sur mes terres qui… »

De Gaulle (qui veut en finir) :… « qui sont des terres à betteraves.

Allons déjeuner. »

* * *

Réunion de travail informelle dans le bureau du Général, à l'Élysée.

Un expert, convoqué pour exposer un projet à caractère technique, développe longuement son argumentation. Son discours est sans cesse entrecoupé de « n'est-ce pas, mon Général ? » et de « Comme vous le souhaitiez, mon Général », et il multiplie à l'excès les références aux propos et aux écrits du Président.

Si bien que de Gaulle, un peu agacé, se tourne vers son voisin et murmure :

« Ah, celui-là ! Avec son gaullisme… »

* * *

Ce 27 janvier 1960, à Alger, l'émeute est à son paroxysme. La « semaine des barricades » a débuté le 24, et rien n'indique une prochaine reddition des insurgés, solidement retranchés.

De son bureau d'Alger, Paul Delouvrier, Délégué général du Gouvernement, appelle l'Élysée. Mais les communications sont désorganisées et la voix de Delouvrier semble venir d'une autre planète.

De Gaulle s'impatiente :

« Je ne vous entends pas, Delouvrier !

— Moi non plus, mon Général, hurle Paul Delouvrier.

— Alors pourquoi téléphonez-vous ? »

Et il raccroche.

* * *

Le voyage officiel du Président de la République française en Iran, du 16 au 20 octobre 1963, est l'occasion de manifestations nombreuses, enthousiastes et… harassantes.

Au lendemain de la réception du Président par les deux assemblées réunies et par l'Institut franco-iranien, l'une et l'autre fort riches en allocutions et discours fleuris, le protocole a programmé une visite du grand sud, au pas de chasseur.

Ce 18 octobre, donc, levés à cinq heures du matin, de Gaulle, le chah et les personnalités qui les accompagnent (au nombre desquelles

figure Édouard Sablier, directeur de l'actualité de la R.T.F.) prennent la route en direction de Persépolis avec, en chemin, arrêts commentés à Ispahan et Chiraz.

Il fait une chaleur épouvantable. Tout le monde transpire à grosses gouttes…

À chaque ville ou village traversé, la foule assiège le cortège officiel, au grand agacement du chah mais pour le plus grand plaisir du Général qui aime bien les « bains de foule » et n'hésite pas à descendre de voiture pour aller serrer des mains.

À Persépolis où l'on arrive enfin, vers 14 heures — et l'estomac dans les talons —, le Conservateur en chef accueille ses illustres hôtes dans la grande salle du musée et se lance dans un grand discours qui, à vue de nez, remplit bien les cinquante feuillets qu'il tient dans la main :

« L'histoire de Persépolis, mon Général, commence il y a 7 000 ans… » (De Gaulle ne dit rien mais soupire… Si les 7 000 ans doivent défiler…) Un quart d'heure coule sur les auditeurs qui commencent à râcler des souliers… Et le conservateur continue… Il tourne un feuillet en s'humectant le pouce et l'index : « … Et, en 233 avant Jésus-Christ, Alexandre brûle Persépolis… »

Alors le Général l'interrompt et lance, d'une voix décidée :

« Bon. Allons voir ce qu'il en reste ! »

* * *

Ce voyage en Amérique du Sud, du 20 septembre au 16 octobre 1964 est, pour le chef de l'État, particulièrement éprouvant : le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Brésil…

À Buenos-Aires, entre deux réceptions et trois discours, on a prévu une « récréation » très couleur locale : dans la grande arène, les remarquables cavaliers que sont les *gauchos*, font se succéder les plus brillantes démonstrations : dressage de chevaux sauvages, prises au lasso de bétail au galop, acrobaties et haute voltige dans la poussière que soulèvent les sabots…

De Gaulle s'impatiente et souffle à son aide de camp :

« Allez, encore un cheval et on s'en va ! »

* * *

Le Président de la République reçoit, à l'Élysée, le 28 mai 1965, S.M.I Mohammed Reza Palhavi, chah d'Iran et l'impératrice Farah.

Mais le chah et sa suite sont en retard…

Sur le visage du Général, on devine les signes d'une impatience naissante…

Enfin les voilà ! Mais, avec eux, deux autres Iraniens qui n'étaient pas au programme : le gendre du chah et son ex-beau-frère, que le chah a amené avec lui avec la simplicité qui est dans les aimables coutumes du Proche-Orient : les amis de nos amis sont nos amis…

Le problème, au demeurant, est pour Mme de Gaulle, la maîtresse de maison…

On passe à table.

Au menu, il y a des pigeons. On en avait prévu vingt, mais nous voilà vingt-deux… Tout le monde a le sien, sauf le « chef », en cuisine, — le premier sacrifié — et le maître de maison, le Général, dont l'assiette reste vide.

Silence… Personne n'ose « attaquer »…

Alors la voix du Général s'élève, comiquement plaintive :

« Mais qu'on me donne au moins un bifteck ! Ça doit exister… »

* * *

Le Général de Gaulle, en voyage en Russie, visite à Kiev, le 29 juin 1966, l'exposition permanente des réalisations économiques ukrainiennes.

C'est beau, c'est long, c'est fatiguant…

De Gaulle s'arrête un moment devant un bas-relief représentant les races du globe. L'interprète se précipite :

« Ici figurent, mon Général, tous les peuples du monde. C'est une fresque admirable ! Les Slaves, les Germains, les Africains, les Polynésiens !… Ici, il y a les Chinois, et plus loin…

— Bon, coupe de Gaulle, puisque tout le monde est là, on peut s'en aller. »

LA PROVOCATION

On sait avec quelle vigilante opiniâtreté Charles de Gaulle affirmait et défendait la seule souveraineté française sur nos possessions d'outre-mer.

Ce n'était point toujours tâche aisée car les Alliés, qui tenaient pour dérisoires les forces dont disposait le Chef de la France Libre, prétendaient en toute occasion s'y établir, au nom de la sécurité et de l'efficacité tactique, — mais non, parfois, sans arrière-pensées. On l'avait vu en Syrie et au Liban, à l'occasion de l'armistice de Saint-Jean-d'Acre, conclu le 14 juillet 1941 entre les autorités vichystes et les britanniques, et qui, jusqu'à ce que de Gaulle en exigeât et en obtînt la révision des clauses, faisait passer le Levant sous contrôle anglais ; on l'avait vu à l'occasion du ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon lorsque les Américains avaient tenté d'y imposer une administration alliée ; on le voyait encore, ce 5 mai 1942, à Madagascar, où les forces britanniques débarquaient tout soudainement et n'en informaient de Gaulle que treize heures plus tard.

Tant et si bien que les affrontements musclés entre de Gaulle et Anthony Eden, Ministre des Affaires Étrangères, se faisaient de plus en plus fréquents.

Éden admirait de Gaulle, mais les « coups de gueule » du Chef de la France Libre, chaque fois que l'ombre d'une mainmise planait sur la souveraineté française, où que ce fût, l'avaient amené à prendre ses distances.

Winston Churchill, cependant, — et bien qu'il affirmât, à qui voulait l'entendre, que « *de toutes les croix qu'il avait portées, la plus lourde était la croix de Lorraine* », — Winston Churchill pressait son ministre de renouer le contact, et Eden s'y était résigné.

Sur ces entrefaites, de Gaulle tombe malade.

Les médecins anglais, mandés à son chevet, constatent qu'il est fiévreux, affaibli, mal en point, mais ne réussissent pas à diagnostiquer la maladie. Au Cabinet du Général, on se souvient alors que le Docteur André Lischwitz, célébrissime à Paris et engagé dans la France Libre, réside temporairement à Londres, et on le fait appeler.

« C'est une crise de paludisme », déclare André Lischwitz.

Il le soigne en conséquence, et de Gaulle se rétablit.

Une convalescence au calme serait néanmoins nécessaire, et Lischwitz la prescrit.

De Gaulle refuse.

« En tant qu'officier, je suis à vos ordres, dit Lischwitz, mais en tant que malade vous êtes aux miens.

— Non ! »

L'entourage du Général insiste. On a d'ailleurs loué pour lui une villa tranquille à Winstonhouse, dans le Kent. Il s'y rétablirait vite… Et comme de Gaulle persiste dans son refus, on lui en demande la raison, qu'il finit par donner :

« Si je quittais Londres maintenant, je ne pourrais pas, tous les jours, refuser de recevoir Eden. »

* * *

Après l'Égypte et l'Iran, le Président du gouvernement provisoire fait étape à Stalingrad, le 30 novembre 1944, et visite les ruines pathétiques de la ville qui fut le théâtre d'une effroyable bataille.

À Molotov, Ministre des affaires étrangères d'U.R.S.S., qui lui demande ses impressions, de Gaulle répond, songeur :

« Quel grand peuple ! Quelle armée !…

— N'est-ce pas ? s'exclame Molotov, en se rengorgeant. Notre grand peuple soviétique qui… »

De Gaulle l'interrompt, d'une voix douce :

« Je parlais des Allemands… Ils sont arrivés jusqu'ici ! »

* * *

Fidèle parmi les fidèles, Edmond Michelet se serait fait hacher menu pour de Gaulle. Pour autant, il ne se privait point de donner, sur les choses, les gens et les circonstances, un point de vue qui n'était pas nécessairement celui du Général. Mais de Gaulle, qui avait pour lui la plus grande admiration et la plus profonde amitié, s'en amusait secrètement car il savait mieux que personne comment se terminerait la discussion… Ce jour-là, justement, le désaccord était patent :

« Eh bien c'est entendu, mon Général, je ferai ce que vous me demandez. Mais, de vous à moi, je renonce à comprendre !

— C'est ça, Michelet, renoncez, renoncez. Ça nous fera gagner du temps à tous les deux. »

* * *

Le R.P.F. est lancé, et bien lancé.

À Marseille, le Rassemblement doit tenir son premier congrès, du 16 au 18 avril 1948, et de Gaulle, bien entendu, le présidera.

À Claude Mauriac, il confie, le 13 avril :

« J'ai trois discours à faire, à Marseille, et je n'ai pas commencé à les écrire… J'écris de plus en plus difficilement, et cela pour trois raisons. La première, parce que je ne suis plus porté par les événements. Ensuite parce que je vieillis, — mais si, mais si, ne protestez pas ! Enfin et surtout parce que je dois répéter toujours les mêmes choses et ça, si vous saviez combien ça me rase !… »

* * *

Le mois de mai de l'année 1959 voit défiler, à l'Élysée, les premiers ministres, présidents d'assemblées ou chefs de partis des anciennes possessions françaises d'Afrique, déjà largement émancipées, mais que de Gaulle entend conduire à l'indépendance de façon réfléchie et pacifique.

Le 4, c'est au tour de Fulbert Youlou, premier ministre du Congo, que le Président de Gaulle retient à dîner.

L'abbé Fulbert Youlou est un personnage tout à fait étonnant et quelque peu équivoque… Son état ecclésiastique ne l'empêche apparemment pas d'apprécier la compagnie des dames, ce qui n'est pas en soi blâmable, mais les mauvaises langues (ou les gens informés) vont nettement plus loin, ce qui est fâcheux…

Quoi qu'il en soit, le dîner se déroule sans encombre et, avec le café, on se lève pour deviser dans le grand salon, tasse à la main.

Jacques Chaban-Delmas observe de loin que de Gaulle et Fulbert Youlou se font face au centre de la pièce, de part et d'autre d'un guéridon, et semblent n'avoir plus rien à se dire… Ils sirotent leur café, regardent autour d'eux, hochent la tête d'un air entendu…

Soudain, de Gaulle avise Chaban et lui fait signe de s'approcher, — une sorte d'appel au secours. Mais le silence à deux devient un silence à trois, et Chaban cherche déjà le moyen de le rompre lorsque l'abbé-président Fulbert Youlou lance, tout à trac :

« Je viens de m'aviser, mon Général, que je ne vous avais jamais entendu en confession.

— Moi non plus, monsieur l'abbé. »

* * *

On sait que de Gaulle faisait grief au Général Juin, son ancien camarade de Saint-Cyr, de ne pas avoir rejoint la France Libre dès son retour de captivité et d'avoir quelque peu hanté les antichambres de Vichy. Et bien que Juin, par la suite, eût mis les bouchées doubles, notamment en Italie, où ses victoires auréolaient l'armée française, de

Gaulle, de temps en temps, laissait percer la vieille amertume…

Si l'on ne peut tenir pour authentique ce mot féroce alors que, devant lui, on évoquait le vainqueur du Garigliano (« Juin ? aurait-il dit. De quelle année ? »), en revanche l'un de ses proches l'entendit annoncer la dédicace qu'il se promettait d'apposer au revers d'une photo de lui, de Gaulle, que Juin lui avait fait parvenir.

« J'ai trouvé ! s'était-il exclamé. Je vais écrire : *Au Général Juin qui sut saisir la victoire lorsqu'elle volait vers lui. Affectueusement.* »

Et il avait ajouté :

« Comme ça, je suis sûr qu'il ne la mettra pas sur son piano. »

* * *

Entre Charles de Gaulle et John Fitzgerald Kennedy, le courant passait, c'est bien connu. Aussi le premier voyage officiel en France du Président des États-Unis, du 31 mai au 2 juin 1961, donnerait lieu à des entretiens fructueux, empreints d'estime mutuelle et d'amitié, et le protocole, pour sa part, recevrait instruction de mettre les petits plats dans les grands.

Ce pourquoi figurait au programme un dîner de gala dans la galerie des glaces du château de Versailles, fastes du Grand Siècle à la clé.

Le Général, comme il se doit, avait M^me^ Kennedy à sa droite.

Ce n'est un secret pour personne que de Gaulle ne l'appréciait guère. (N'avait-il pas dit d'elle : « *Elle finira sur le yacht d'un milliardaire ?* » Et force est de reconnaître qu'il avait été, une fois de plus, bon prophète puisque, après un court veuvage, Jacqueline Kennedy épouserait l'armateur milliardaire Aristote Onassis et ferait des grâces sur son yacht super luxueux…)

Mais ce 1^er^juin 1961, on n'en était pas là… Entre deux bouchées, Jacky jacassait à tort et à travers, et de Gaulle aurait bien voulu trouver le moyen de fermer le robinet d'eau tiède…

« … Dites-moi, Général, demandait Jacky tout à trac, de tous les hommes que vous avez rencontrés, quel est celui qui avait le plus le sens de l'humour ?

— Staline, madame. »

Elle en fut tellement estomaquée qu'elle ne sut plus quoi dire jusqu'au dessert.

À la charlotte aux framboises, elle avait suffisamment récupéré pour aventurer une révélation qui ne pouvait qu'enthousiasmer le Général :

« Savez-vous, Général, que ma famille est d'origine française ? »

De Gaulle jeta sur elle un regard rempli d'une surprise feinte :

« Eh bien figurez-vous, madame, que la mienne aussi ! »

Quelques jours plus tard, à un Ministre qui lui demandait :
« Comment avez-vous trouvé Mme Kennedy ? », il avait répondu :
« Extrêmement bien habillée. »

* * *

Entre l'U.R.S.S. et les Occidentaux, c'est « la guerre froide »…

Le 13 août 1961, la R.D.A. décide d'ériger un mur infranchissable entre Berlin-Est et Berlin-Ouest et, une fois n'est pas coutume, les Occidentaux réagissent avec vigueur.

Nikita Khrouchtchev charge l'ambassadeur Vinogradov de sonder la volonté de résistance du Président de la République française, et de Gaulle le reçoit.

L'ambassadeur met le Général en garde, et, à travers lui, les Occidentaux : Khrouchtchev ne reviendra pas au statut ancien de la capitale. C'est définitif !

Mais de Gaulle se révèle intraitable : les Alliés n'abandonneront pas Berlin-Ouest. C'est très clair !

Vinogradov se fait menaçant : Khrouchtchev ne tolérera pas le survol du territoire de l'Allemagne de l'Est !… « Il prendra même le risque de guerre. »

Alors de Gaulle lève les bras, glacial et flegmatique : « Eh bien, monsieur l'ambassadeur, nous mourrons ensemble. »

* * *

Les élections législatives des 18 et 25 novembre 1962 sont, pour de Gaulle, un triomphe. L'U.N.R. -U.D.T., qui se réclament de lui, obtiennent 229 sièges sur 464 avec 40,5 % des suffrages exprimés.

Au Conseil des Ministres suivant, de Gaulle ne cache pas sa satisfaction :

« Nous voilà tranquilles pour plusieurs années… J'ai eu raison contre tous… J'ai déclaré la guerre aux partis. Je me garde bien de déclarer la guerre aux Chefs des partis… Les partis sont irrécupérables. Mais les chefs des partis, eux, ne demandent qu'à être récupérés. (Un silence…,) Il leur suffit de récupérer un portefeuille… »

* * *

Le 29 mai 1968, en pleine émeute, de Gaulle disparaît…

Il n'est pas allé à Colombey (« *On aurait dit : Il part en week-end* »), ni au Mont Sainte-Odile, sa première destination, mais à Baden-Baden où il va « se réchauffer le cœur » au Q.G. du Général Massu, commandant les troupes françaises d'occupation.

Le 30 mai, il est de retour à Paris.

À Georges Gorce, Ministre de l'Information, qui l'interroge :

« Où étiez-vous hier, mon Général ? »

De Gaulle répond :

« Eh bien quoi ?… J'ai fait deux heures d'hélicoptère… J'aime bien l'hélicoptère. On y est tranquille pour réfléchir… Et puis, de là-haut, on voit bien la France, — la vraie ! »

LA MAUVAISE FOI

Hôtel Matignon, 1958.

Un membre du Cabinet du Général, qui vient d'assurer la permanence de nuit, lui rend compte des événements nocturnes :

… « Et la sous-préfecture de Morlaix a été prise cette nuit !

— Et par qui donc ?

— Par les paysans, mon Général.

— Alors, ce n'est pas moi que ça regarde. Voyez le Ministre de l'Agriculture. »

* * *

À l'occasion d'un entretien privé, en octobre 1958, le général Ely interroge de Gaulle :

« Quand avez-vous su que vous reviendriez au pouvoir ?

— Mais depuis toujours !

* * *

Le Général aimait, de temps à autre, suivre une rencontre de football à la télévision, et particulièrement lorsque l'équipe de France affrontait une équipe étrangère, ce qui émoustillait son côté cocardier.

C'était le cas, ce jour-là, et, par chance, le Général séjournait à La Boisserie où on le dérangeait moins qu'à Paris. On avait déjeuné en famille, enfants et petits-enfants faisaient un tour de jardin, le Général était tout à son match…

La partie débute…

À la quinzième minute, les Français marquent un but superbe !

Un petit-fils se glisse dans la pièce.

« On gagne ! On gagne ! « lui lance le Général.

Exit le petit-fils.

Juste avant la mi-temps, nos adversaires égalisent.

Remise en jeu.

Les Français encaissent un deuxième but, puis un troisième…

Retour du petit-fils, qui s'informe.

« Rien ! Il ne se passe rien !… Va jouer, j'ai du travail ! »

* * *

Quand on voyait de Gaulle, on voyait aussi Gaston de Bonneval, son fidèle, loyal et dévoué aide de camp.

Bonneval était omniprésent, ou toujours à portée de voix. Premier levé, dernier couché, il était l'homme qui sait tout et se souvient de tout, la seconde mémoire du Général (qui en avait une excellente, lui aussi), son ombre portée…

Ce matin-là, Gaston de Bonneval qui souffre, depuis quarante-huit heures, d'un début de bronchite, se décide à aller consulter un médecin.

Sur ces entrefaites, le Général réclame son aide de camp pour une affaire urgente. On lui annonce qu'il s'est absenté et on lui en donne la raison.

Le Général s'informe :

« Ce n'est pas grave, au moins ? »

On le rassure.

« Bon, téléphonez-lui chez son toubib. J'ai besoin de lui. Qu'il se dépêche ! »

Trente minutes plus tard, Gaston de Bonneval fait son entrée dans le bureau du Général. Il est tout rouge, il transpire, il a couru…

Une lueur malicieuse s'allume dans l'œil du Général :

« Alors, Bonneval, sous prétexte que vous avez les bronches délicates, vous êtes *tout le temps* absent ? »

* * *

Ce coup-là, de Gaulle l'a fait, sciemment, à plusieurs de ses collaborateurs.

Ce n'était nullement pour les torturer, ni pour les empêcher d'avoir une vie privée, et moins encore pour leur interdire un repos bien mérité (en diverses circonstances, il fut, au contraire, le premier à les inviter à « dételer ») mais, plus simplement, pour leur remettre en mémoire, de temps à autre, que « le service de la France » exige un dévouement et une disponibilité de tous les instants, et qu'il ne connaît ni pause ni récréation.

C'est ce qui arriva à Olivier Guichard, directeur-adjoint de son cabinet.

Ce début août de 1958 s'annonçait un peu plus calme que les semaines précédentes. Ce pourquoi Guichard s'était autorisé quelques jours de repos, en famille, avec l'accord et la bénédiction de Georges Pompidou.

Mais à peine était-il arrivé à La Baule qu'un message de l'Élysée lui annonçait que le Général voulait le voir d'urgence.

Douze heures plus tard, il se pointait chez le Président du Conseil

qui, en le voyant entrer, lui lançait, avec de la malice dans l'œil :

« Alors, Guichard, *toujours* en vacances ?… »

(Précisons que le soir même, Guichard était autorisé à retrouver les siens.)

* * *

Un mois après la « semaine des barricades » déclenchée, à Alger, par les partisans de l'Algérie française, le Président de la République et de la Communauté entreprend, du 3 au 7 mars 1960, un voyage d'inspection en Algérie.

À Aumale, où il arrive en voiture le 4 mars 1961, il est accueilli par une manifestation hostile des pieds-noirs. Les imprécations fusent de toutes parts : « De Gaulle démission ! » — « Massu au pouvoir ! » — « De Gaulle go home !

Le général Salan, qui l'accompagne, ne sait plus où se mettre…

De Gaulle se tourne vers lui :

« Dites donc, Salan, il semble que dans cette ville vous ne soyez guère populaire… »

* * *

En 1960, le Président de la République a programmé, du 18 avril au 4 mai, un voyage au Canada, aux États-Unis, en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe.

En Amérique du Nord, le périple va le conduire à Ottawa, Québec, Montréal, Toronto, Washington, Gettysburg, New York, San Francisco et La Nouvelle-Orléans, et il a demandé à Roger Vaurs, Chef du Service de Presse de l'Ambassade de France aux U.S.A., et qu'il connaît bien, de lui servir d'interprète.

Lors de chacun des repas officiels qui ponctuent le voyage, Roger Vaurs s'assied donc derrière le général pour traduire les propos, graves ou badins, qui s'échangent autour de la table.

À La Nouvelle-Orléans, on en voit le bout… Un grand déjeuner de gala a été offert, à l'hôtel Roosevelt, par le maire et le comité de réception de la ville et, après les discours, Roger Vaurs et Gaston de Bonneval raccompagnent le Général à son hôtel.

À la porte de sa chambre, de Gaulle se tourne vers Vaurs :

« Alors, et votre déjeuner ? »

« Pas de déjeuner, mon Général… Il m'est passé sous le nez, comme d'habitude…

— Mais c'est intolérable ! Ça ne peut pas continuer comme ça !

Arrangez-vous pour déjeuner après nous. »

Et, à l'instant de refermer sa porte, il ajoute :

« Venez me prendre dans cinq minutes. »

* * *

De Gaulle rentre de Roumanie.

En ce 18 mai 1968, l'agitation estudiantine et ouvrière bat son plein. Au Quartier Latin, les excités scient les platanes, les C.R.S. chargent dans l'âcre odeur des fumigènes, les rues dépavées sont jonchées de débris, des voitures flambent, et dix millions de travailleurs sont en grève.

À Orly, dans le salon réservé aux hautes personnalités, et que l'on appelle l'Isba, les Ministres, l'air sombre, accueillent le Chef de l'État.

Il est 22 h 30.

De Gaulle apparaît.

Il se dirige tranquillement vers André Malraux :

« Alors, Malraux, ils *vous* ont pris l'Odéon ? »

Puis il se tourne vers Alain Peyrefitte :

« Et *vos* étudiants ? Toujours la chienlit ?…

* * *

Ce Conseil du 16 novembre 1968 ressemble à un conseil de guerre…

Les troubles du mois de mai, les longues grèves dans les entreprises, la désorganisation des services publics, les largesses des accords de Grenelle, — tout cela a sérieusement malmené le franc.

En dépit de mesures drastiques de restriction du crédit et d'une sévère compression des dépenses de l'État, inscrite dans le projet de la loi de finances de 1969, la dévaluation de la monnaie semble à tous inévitable, et même nécessaire. La grande majorité des ministres l'exprime avec force et conviction.

Et de Gaulle ouvre le Conseil suivant, le 23 novembre, par cette déclaration narquoise qui en abasourdit plus d'un :

« Ainsi que la plupart d'entre vous me l'ont conseillé, le franc ne sera pas dévalué. »

LA HARGNE, LA GROGNE ET LA ROGNE

Dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, Neville Chamberlain, pour la Grande-Bretagne, et Édouard Daladier, pour la France, signaient les honteux et funestes « accords de Munich » qui stipulaient l'évacuation du territoire des Sudètes, par les Tchèques, et son occupation progressive par les troupes allemandes.

Adolf Hitler avait joué au poker et gagné au bluff avec une paire de sept. Les routes de Prague, de Vienne et de Varsovie lui étaient ouvertes…

En France et en Angleterre, les populations exhalent un lâche soulagement. « La paix est sauvée ! » crient les imbéciles. Et à Metz, les soldats du 507e régiment de chars, que de Gaulle commande par intérim, fleurissent leurs chars comme pour une fête.

Le commandant de Gaulle entre dans une violente colère et convoque ses officiers :

« Messieurs ! On ne pavoise pas quand on vient de recevoir une claque ! »

* * *

Le 2e bataillon de chars de la 4e Division cuirassée a été, le 21 mai 1940, décimé au combat, et le lieutenant Jourdain s'évertue à rassembler ce qu'il en reste.

Au colonel de Gaulle, à qui il fait rapport, il propose une décoration pour ceux de ses hommes qui ont réussi à regagner les lignes françaises.

« Ont-ils, au moins, incendié leur char ?

— Euh… Je ne crois pas, mon colonel… »

De Gaulle lève les bras au ciel :

« Et c'est pour ces exploits que vous proposez des citations ?… »

* * *

À Londres, où il vient d'arriver, le Général de Gaulle, sous-secrétaire d'État à la Guerre, annonce à Paul Reynaud, le 16 juin 1940 à 16 h 30, que Winston Churchill propose que « *désormais la France et la Grande-Bretagne ne soient plus deux nations, mais une nation franco-britannique indissoluble.* »

Le président du Conseil français donne aussitôt son accord et Churchill prie donc le Général Spears de faire taper ce texte de toute urgence.

Dans le bureau des secrétaires, où tout le monde se transporte, deux filles jacassent près d'une fenêtre. Une autre sert le thé. Il y a là, aussi, la comtesse Hélène de Portes, l'égérie de Paul Reynaud, et, nous rappelle André Castelot, elle s'avance aussitôt vers le dactylographe, se penche pour lire le texte par-dessus son épaule, lui retient le bras lorsqu'il veut tourner une page, trop vite à son gré, et commente à haute voix ce qu'elle déchiffre et dont elle retarde la frappe. À la longue, de Gaulle n'y tient plus :

« Je refuse de discuter des intérêts supérieurs de la patrie dans une volière ! »

* * *

Pierre Clostermann et Jacques Remlinger reviennent des îles Orcades où, depuis trois mois, leur escadrille — la 602 — assurait, avec la R.A.F., la protection de la Royal Navy.

Que faire à Londres, en ce mois de janvier 1944, lorsqu'on est permissionnaire ? Tomber des mignonnes, bien sûr…

Nos deux joyeux lurons se rendent d'abord au Quartier général des Forces aériennes françaises libres, à Queensberry Way, et se hâtent de revêtir l'accoutrement du parfait petit séducteur (une tenue « fantaisie » qui ne figure pas sur le catalogue des F.A.F.L.) : culotte de cheval bleu nuit, modèle officier, bottes d'aviateur lacées « à la Guynemer », cravate de soie noire, gants fauves de pécari et, suprême élégance, stick sous le bras.

Alors qu'ils descendent le perron du Q.G., une « traction avant » Citroën s'immobilise, la portière s'ouvre, et le Général se déplie de toute sa hauteur.

Clostermann et Remlinger se figent dans un garde-à-vous marmoréen, de Gaulle répond à leur salut, monte trois marches, s'arrête, et se retourne :

« Messieurs les aspirants, où avez-vous laissé votre cheval ?… À moins que vous n'alliez à la pêche ?… (Ses sourcils se froncent.) Allez ôter ces déguisements, je vous prie. Vous vous croyez au cirque ? »

(Quelques années plus tard, l'as des as Pierre Clostermann, titulaire de 33 victoires aériennes dans les rangs de la R.A.F., Compagnon de la Libération, Grand officier de la Légion d'honneur, ferait une entrée fracassante en littérature avec un inoubliable chef-d'œuvre : « Le grand cirque. »)

* * *

En 1941, nous relate le Général Pierre Billotte, alors attaché au Cabinet du Général, un chalutier venant de France débarque, à Portsmouth, un capitaine de corvette, une doctoresse et un Général, que nous appellerons charitablement X. Or ce Général est très petit, tout petit, minuscule…

De toute sa hauteur, de Gaulle le toise avec étonnement et embarras… Que va-t-on bien pouvoir en faire ?… Dans une unité, il ferait rigoler tout le monde. À l'État-Major, personne ne le prendra davantage au sérieux…

« Nommez-le donc inspecteur des monuments et des tombes, confie de Gaulle à son aide de camp. Ça l'occupera et il ne pourra faire de mal à personne. »

Mais, à l'usage, le petit Général se révèle, non seulement ridicule, mais, de surcroît, intempestif, gaffeur et, pour tout dire, résolument barjo… Il faut lui trouver une fonction encore moins voyante.

Le Chef d'État-major, après avis du psychiatre, propose de l'héberger dans une maison de repos et, de préférence, assez loin de Londres.

De Gaulle, que le comportement du petit Général a agacé prodigieusement, approuve et ajoute :

« Assurez-vous que votre maison de repos comporte un jardin d'enfants, avec un beau tas de sable pour faire des petits pâtés. C'est de sa taille, sinon de son âge. »

* * *

Un accord criminel entre Darlan et Hitler, signé le 12 mai 1941, livrait la Syrie aux Allemands où, depuis février, la mission Von Hintiz et Roser préparait l'occupation nazie.

Le 7 juin, alors que les Junkers 52 déversaient des unités ennemies à Damas, les forces franco-britanniques, venant de Palestine et de Jordanie, pénétraient en Syrie et au Liban.

Le 21 juin, la 1ère Division française libre entrait à Damas.

Le 23, de Gaulle y arrivait aussi.

Cette inutile, sanglante et douloureuse bataille avait opposé les forces françaises libres et celles de Vichy, et la blessure serait longue à cicatriser.

Au quartier général de De Gaulle, rares furent les combattants vichystes à se présenter, l'immense majorité choisissant de rentrer en France, « pour continuer l'humiliation », ainsi que l'exprime amèrement François Coulet, chef de Cabinet du Général.

De Gaulle recevrait pourtant, parmi quelques autres, la visite d'un colonel de l'Infanterie coloniale qui avait été son camarade à Saint-Cyr et qu'à ce titre il tutoyait.

« Tu comprends, disait le colonel, ici nous n'étions pas informés. Tous les journaux mentent. Quant à la radio de Londres, pourquoi croire, a priori, ce qu'elle raconte ?… »

De Gaulle s'était alors penché vers lui et il lui avait dit, d'une voix basse et terrible :

« À propos d'information, écoute ceci : de source sûre, je sais que les Allemands sont à Paris… »

* * *

Au plus fort de la mésentente entre Roosevelt et de Gaulle, en janvier 1943, le colonel Passy, chef des 2e et 3e Bureaux, s'annonce chez le Général pour lui donner connaissance d'un rapport qui vient de lui parvenir. Il en commence la lecture :

« La politique étrangère des États-Unis… »

De Gaulle l'interrompt aussitôt :

« La politique étrangère des États-Unis ? Je ne savais pas qu'ils en avaient une ! »

* * *

L'armée des ombres et celle du grand soleil se rejoignent à Paris le 24 août 1944 : F.F.I. et 2e D.B. se donnent la main…

Paris s'est libéré comme de Gaulle le voulait : par sa détermination et avec l'aide d'une unité française sous commandement français.

À la gare Montparnasse, le général von Choltitz, commandant la garnison allemande du *Gross* Paris, signe l'acte de capitulation. Le Général de Gaulle est là pour la recevoir. Le général Leclerc aussi. Le colonel Roi-Tanguy, commandant des F.F.I. de l'Île de France, également. Et, bien sûr, le Délégué militaire national : le général de brigade Jacques Chaban-Delmas.

Chaban, selon ses propres termes, est « déguisé : calot un peu trop grand, vareuse de lieutenant où les deux étoiles remplacent les galons, culotte de cheval de papa, leggins de tonton, chaussures de montagne… Il a 29 ans mais en paraît dix de moins…

De Gaulle ne l'a jamais vu et Leclerc le présente : « Mon Général, vous connaissez le général Chaban ? »

De Gaulle laisse tomber son regard sur Chaban… Long silence…

Et, dans l'œil courroucé et le sourcil froncé, on voit poindre la fureur…

Il éclate :

« Comment ? Ils m'ont fait nommer ce gamin ? À ce poste ? Avec ce grade ?… »

Il se calme… Dans sa tête, sans doute, des images et des propos défilent… Alors il se détend, lui prend la main et la tient longtemps dans la sienne :

« C'est bien, Chaban. C'est très bien… »

* * *

Roosevelt, Churchill et Staline se rencontrent à Yalta, sur les bords de la mer Noire, le 4 février 1945. Ils vont se partager leurs « zones d'influence » réciproques dans une Europe bientôt pacifiée.

La France n'a pas été conviée à cette Conférence, et de Gaulle ne décolère pas. Il déverse son ire dans les oreilles de ses proches collaborateurs puis, soudain, il se calme et assène un grand coup de poing sur son bureau :

« Et puis je m'en fous ! Je les enterrerai tous les trois ! »

… Et c'est ce qu'il advint.

* * *

Décembre 1945. Réélu Président du gouvernement provisoire de la République, Charles de Gaulle doit faire face à tous les problèmes : la réorganisation des pouvoirs publics, la réforme de la Constitution, la situation en Indochine, la grogne du parti communiste, les rapports de forces en Allemagne occupée, la mise en place d'une assurance sociale obligatoire…

À Paul Ramadier, Ministre du Ravitaillement, qui lui a demandé audience, il lance, hargneux :

« Vous, j'en suis sûr, vous venez encore m'emmerder avec vos patates ! »

* * *

Janvier 1946.

À l'Assemblée nationale constituante, les députés malmènent en toute occasion le Général et sa politique.

Devant son entourage, il explose :

« Ils oublient que j'ai sauvé la maison !… Et même quelques meubles ! »

* * *

En ce printemps de 1946, de Gaulle s'installe à « La Boisserie » dont les travaux de remise en état sont terminés.

Il s'ennuie et rumine ses rancœurs à l'égard des « *politichiens* » et des « *scribouillards* » qui ne l'ont ni compris, ni soutenu, ni regretté.

La lecture des journaux qu'un chauffeur va, tous les matins, lui chercher à Bar-sur-Aube le gonfle souvent de colères froides et de sarcasmes acides :

« Tiens ! Ce canard organise un concours d'erreurs !… C'est impayable ! Comme s'il n'était pas lui-même un concours permanent d'erreurs ! »

Ou bien :

« Tenez ! Lisez donc ça !… Dès qu'il s'agit de De Gaulle, le fiel envahit la salade ! »

« … Et cet écrivaillon !… Il plonge sa mesquinerie dans l'encrier et il rapetisse tout ce qu'il touche !… »

* * *

À l'occasion d'un voyage en province, des journalistes entourent le Général de Gaulle, et celui-ci les apostrophe :

« Heureusement, Messieurs, que je dispose de vos journaux pour apprendre ce que je pense… »

* * *

Devant les hauts responsables du Rassemblement du Peuple français, réunis fin Novembre 1953, de Gaulle, une fois de plus, vitupère les « potiches » qui prétendent exercer le pouvoir :

« Savez-vous qui nous gouverne ? Eh bien je vais vous le dire ! Le ministre des Affaires étrangères, c'est Foster Dulles ; le ministre de la Défense nationale, c'est le général Eisenhower ; le ministre de la Reconstruction, c'est l'abbé Pierre ; et le président du Conseil, c'est GARAP[5] ! »

* * *

L'hiver de 1953 est particulièrement rude… On relève, sous les ponts, des sans-abri morts de froid… Sous l'impulsion d'un homme admirable, la charité s'organise.

De Gaulle fait des rapprochements :

« Sans le froid, pas d'abbé Pierre… Quand la France aura froid, je pourrai agir aussi. »

* * *

En ce mois d'avril 1954, la guerre d'Indochine tourne au désastre…

Éloigné des affaires de la France depuis janvier 1946, le Général de Gaulle suit les événements avec colère et tristesse. À Jean-Raymond Tournoux il confie :

« Vous verrez que nous nous serons battus pendant des années en Indochine pour garder le droit de visiter les ruines d'Angkor ! »

* * *

En riposte à la nationalisation du canal de Suez annoncée, le 26 juillet 1956, par le colonel Nasser, un corps expéditionnaire franco-anglais investit Port-Saïd et menace Suez et le Caire. Mais, suite aux injonctions des États-Unis que l'on a « omis » d'informer, l'opération tourne court lamentablement.

Peu de temps après, à J.R. Tournoux qui évoque devant lui l'affaire, de Gaulle répond :

« Elle partait d'une bonne intention. Pour une fois que l'on faisait quelque chose ! Mais l'opération eut exigé une préparation parfaite, sur le plan politique et militaire… De toute façon, le régime perdra tout ! Il a perdu l'Indochine, la Tunisie, le Maroc. Il perdra l'Algérie et le Sahara. Le système perdra aussi l'Alsace, la Lorraine, la Corse, la Bretagne. Il nous restera l'Auvergne, parce que personne n'en voudra ».

* * *

Entre 1947 et 1958, le « régime des partis » donne toute la mesure de son inaptitude à gérer les affaires de la France, et de Gaulle ne décolère pas.

Jean-Raymond Tournoux a noté quelques-uns des qualificatifs dont le Général affubla les politiciens du moment :

« … Ces tristes joueurs d'une sombre comédie, ces danseurs d'un ballet d'ombres chinoises, ces neurasthéniques à vie, ces trotte-menu de la décadence, ces chevrotants de l'abandon, ces fuyards professionnels, ces aigrefins, ces débrouillards de la déchéance, ce chloroforme de l'euthanasie nationale, ces cloportes de marécages, ces coureurs de maroquins, ces voraces qui se mangent la laine sur le dos les uns des autres… — Et, à les en croire, c'est grâce à eux que les machines tournent, que le blé pousse, que le soleil brille et que la pluie tombe… »

* * *

À l'aube de 1958 et conscients (tout de même) qu'un « système » qui ne produit que des crises ministérielles à répétition n'est pas le meilleur qui soit, des parlementaires, ici et là, proposent (timidement) des « réformes » de la constitution.

Ces projets sans consistance amusent de Gaulle :

« Ils me font penser à ces artistes en chirurgie esthétique qui effacent les rides du visage sans rajeunir le corps. »

* * *

À un visiteur reçu en audience, en mai 1958, le Général confie :

« Les Français ne pensent qu'à bouffer et à améliorer leur niveau de vie. Le bifteck-frites, c'est bon. La 4 CV, c'est utile. Les vacances, c'est chouette. Mais tout cela ne constitue pas une ambition nationale. »

… Un commentaire qui rejoint cet autre, plus connu :

« Comment voulez-vous gouverner un pays qui s'enorgueillit de posséder 265 variétés de fromages ?… »

* * *

Le 31 mai 1958, de Gaulle s'installe, avec ses collaborateurs, à l'hôtel Lapérouse qui se met, aussitôt, à ressembler à une fourmilière. Tous ceux qui veulent offrir leurs services, ou se rappeler au bon souvenir du Général hantent les couloirs et les chambres transformées en bureaux.

Ce remue-ménage n'est pas sans agacer de Gaulle, et cela retombe sur l'actif et fidèle Olivier Guichard, qui est partout à la fois :

« Qu'est-ce que fait Machin dans l'escalier ? Ça fait trois fois que

je le rencontre !

— Justement, mon Général, il pourrait nous être utile…

— Bon. Alors il entre ou il sort ?

— Ça serait bien de l'avoir avec nous.

— Alors prenez-le ! Et qu'il cesse d'être dans mes jambes ! »

* * *

Le Général de Gaulle, on le sait, détestait le téléphone. Un jour, en tête-à-tête, je lui en avais demandé la raison. Il m'avait répondu :

« On ne me sonne pas comme un cheval-trompette. »

* * *

À l'hôtel Matignon, ce 13 juin 1958, le nouveau Président du Conseil, Charles de Gaulle, va prononcer sa première allocution radiotélévisée depuis son retour aux affaires.

En tant que chargé de mission à son Cabinet et Chef de son service de presse, j'ai à charge de veiller sur la qualité de cet enregistrement capital. J'ai choisi le bureau de Jacques Foccart, en raison de la grande bibliothèque qui en occupe le fond et de son absence totale de glaces.

Les techniciens sont là. On place les caméras…

Je sais que ce ne sera pas facile. Georges Pompidou, son Directeur de Cabinet, m'a prévenu : « Vous verrez, Ragueneau, il ne voudra même pas se laisser maquiller… » (Bon, on peut toujours essayer…)

Le Général fait son entrée dans ce studio improvisé et, du premier coup d'œil, il repère la maquilleuse :

« Qui est cette dame ?

— La maquilleuse, mon Général.

— Vous n'y pensez pas, Ragueneau ! Je ne suis pas une starlette !

— Mon Général, la question n'est pas là. J'accomplirais bien mal ma tâche si je ne faisais pas en sorte que votre passage, à la télévision, soit, pour les Français, aussi marquant que possible. Un nez qui brille n'a jamais amélioré une image de marque…

— Une image de marque ? Mais je ne suis pas non plus une savonnette !

— Très bien. Les téléspectateurs seront fascinés par votre nez qui brille et n'écouteront que la moitié de ce que vous voulez leur dire. »

Il me lance un regard furieux, réfléchit, et bougonne :

« Bon. Allez-y !… De toute façon, vous n'en ferez jamais qu'à votre tête ! »

Et la maquilleuse lui poudra le nez en tremblant comme une feuille…

* * *

Le quatrième voyage du Général en Algérie, après son retour au pouvoir en 1958, fut appelé « la tournée des popotes » car, du 3 au 7 décembre de cette année-là, il rendit essentiellement visite aux unités engagées, notamment à Télergma, Aïn-Abid, Ouenza, Tebessa et Edjelé.

L'objectif était de prendre le pouls de l'armée — et pas seulement des officiers supérieurs ou généraux — et de mieux pénétrer le sentiment de ceux qui, sur le terrain, vivaient le plus près le drame algérien.

Je l'accompagnais partout, naturellement, avec un contingent de grands journalistes triés sur le volet.

Aux étapes, je passais un long moment avec le Général car mes fonctions m'amenaient à expliquer et commenter tous les soirs, auprès des représentants de la presse française et étrangère, ses discours, allocutions et propos. Mieux valait donc ne pas se tromper… À l'étape de Touggourt, et en tête-à-tête, je lui avais demandé où il en était de ses réflexions relativement à cette « Algérie française » que les « pieds-noirs » appelaient de tous leurs vœux. De sa réponse » j'extraie ceci :

« … Il y a ici 10 millions de Berbères et d'Arabes qui se multiplient comme des lapins. Alors, aujourd'hui, l'Algérie française, et, dans trente ans, la France algérienne… Mais, entre-temps, l'Algérie aura sucé comme du petit lait nos forces, nos ressources, nos économies et nos énergies pour tenter de se hausser, et bien légitimement, jusqu'à notre propre niveau de vie… Ont-ils pensé à cela ? Non ! Ils ne voient pas plus loin que le sommet de ce djebel !… »

Dans un douar, que nous traversions, l'une des personnalités qui accompagnaient de Gaulle m'avait rapporté que les habitants étaient sortis de leurs gourbis en pisé et tôle ondulée pour applaudir « di Gaulle » — en haillons, pour la plupart, dépenaillés, pieds nus… Et un sergent-chef avait lancé fièrement au Général : « Et tous Français, mon Général ! »

De Gaulle l'avait toisé et avait rétorqué, sèchement :

« Tous Français ? Eh bien, commencez donc par les habiller ! »

* * *

En ce début janvier 1960, de Gaulle se décide à prendre un peu de repos à l'hôtel de l'Abbaye de la Celle, près de Brignoles, dans le Var.

Sur la route qui l'y conduit, son aide de camp, François Flohic, a ménagé une pause pique-nique dans les collines boisées qui dominent Tournus, et le général et Mme de Gaulle peuvent enfin se dégourdir les jambes à l'abri des regards indiscrets.

Tout en cheminant sous les ombrages, de Gaulle confie à Mme Flohic combien l'agace la pression constante des journalistes et des photographes :

« … Je ne peux même pas me rendre compte par moi-même du prix des carottes : je suis obligé de le demander à ma femme… »

(Ce qu'il ignore encore, c'est qu'un photographe, juché dans un arbre, a réussi à fixer la scène au téléobjectif… La photo paraîtra avec cette légende : « Le général de Gaulle se promenant dans le parc de La Boisserie en compagnie de sa fille Élisabeth. »

* * *

Le lendemain de l'insurrection dont les Généraux Salan, Jouhaud, Zeller et Challe ont, le 22 avril 1961, pris la tête à Alger, des renseignements convergent vers l'Élysée et annoncent que des unités rebelles de l'armée seront parachutées sur Paris dans la nuit du 23 au 24 avril.

Aussitôt, branle-bas de combat ! À la radio, André Malraux appelle à la résistance le peuple de Paris. Les commandants militaires de Matignon et de l'Élysée mettent leurs effectifs en alerte rouge. Des chars prennent position autour du Palais Bourbon et, dans la cour du ministère de l'Intérieur, qui jouxte l'Élysée, des volontaires affluent dans un ballet bruyant de véhicules militaires et civils.

De Gaulle, qui n'a pas cru une seconde à la détermination ni aux capacités des insurgés (« *Ce sont des militaires, ils vont s'empêtrer… »*), convoque le lendemain matin Roger Frey, ministre de l'Intérieur, et l'apostrophe sévèrement :

« Voudriez-vous m'expliquer les raisons de ce tumulte grotesque que vous organisâtes sous mes fenêtres ?… »

Un peu plus tard, il l'interrogera, — angélique et sarcastique :

« À votre avis, monsieur le Ministre de l'Intérieur, dois-je quitter l'Élysée tout de suite ? Ou bien seulement lorsque messieurs les parachutistes en franchiront les grilles ?… »

Dans la soirée, il confiera à André Valabrègue, Vice-Président du

Sénat :

« Savez-vous ce qui est grave, dans cette affaire ?… C'est que ce n'est pas sérieux. »

Et à Léon Noël :

« Le seul danger, voyez-vous, pouvait venir de ce qu'ils sont bornés. »

* * *

À quelques exceptions près, de Gaulle se méfiait des journalistes, et la vérité oblige à dire que, dans l'ensemble, ils ne l'avaient guère ménagé…

À son chef de Cabinet qui lui disait :

« Votre conférence de presse d'hier a eu d'excellents échos, même dans la presse d'opposition… » il avait lancé, hargneux :

« La presse d'opposition ! Parce que vous en connaissez une autre, vous ?… »

* * *

À la fin juin 1961, le putsch des généraux écrasé et la nation pacifiée, de Gaulle va prendre, à Colombey, un peu de repos mérité.

« Je suis vidé, avoue-t-il au capitaine de vaisseau Flohic, son aide de camp. C'est la deuxième fois de ma vie que je ressens une telle fatigue… »

— Et elle est visible ! » reconnaît Flohic.

… Tellement visible même que Gaston Monnerville, Président du Sénat et, à ce titre, chef de l'État par intérim en cas de malheur, rassure à tous les échos ses amis et ses affidés :

« Si de Gaulle disparaît, je suis là. »

Le Général s'en irrite énormément :

« Il m'agace, ce Monnerville ! Il pourrait au moins attendre le faire-part !… »

* * *

Un visiteur vient de sortir du bureau du Général. Olivier Guichard lui succède et, du premier coup d'œil, il comprend, à voir l'air sombre du Président, que l'entretien n'a pas dû bien se passer. Et de Gaulle poursuit, à voix haute, un monologue intérieur :

… « Eh oui, c'est difficile… Je n'aime pas les béni oui-oui, et, d'un

autre côté, j'ai horreur qu'on me tienne tête… »

* * *

Dans les derniers jours du mois d'août 1961, les négociations engagées, à Évian, avec les représentants du F.L.N., butent sur un obstacle de taille : les Algériens revendiquent aussi une souveraineté sans partage sur le Sahara, — désert stérile que ne valorise que le pétrole, découvert et exploité par les Français, et dont de Gaulle espérait faire une sorte de condominium franco-maghrébin.

Il en est d'autant plus amer que toutes les initiatives pacifiques, libérales et généreuses viennent de lui : la fin des combats, l'autodétermination qui doit conduire à l'indépendance, l'aide économique…

Au Conseil des Ministres du 30 août, il exprime sa déception :

« … Cela ne les intéresse pas, du moment que ça vient de la France. Ils me font penser à ces tableaux des Primitifs où l'on voit les démons entraîner les réprouvés vers l'enfer. Or, les damnés ne font pas grise mine au diable : c'est aux anges qu'ils montrent le poing !… Eh bien, que le diable les emporte ! »

Mais un accord semble hors de vue, et le Général, lors du Conseil du 26 octobre, affirme sa propre détermination. Il annonce à ses ministres :

« Messieurs, accrochez-vous au mât, parce que ça va tanguer ! »

* * *

De Gaulle n'aimait pas que la presse s'occupât de sa santé. Lors de son opération, il avait été très choqué, nous dit Pierre Galante, par les détails chirurgicaux dont abondaient les journaux, en particulier par les croquis techniques.

Et il s'était emporté :

« Il ne s'agit tout de même pas de la prostate de l'État, que je sache ! »

* * *

Pour le second tour de l'élection présidentielle, tous les conseillers se sont mobilisés : Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, Michel Debré, Georges Pompidou, Étienne Burin des Roziers, Gilbert Pérol,

aussi, chargé du Service de presse à l'Élysée, et qui conseille, plutôt que les monologues, des entretiens avec Michel Droit.

Et les Français découvrent, avec stupeur et ravissement, un de Gaulle insoupçonné : sarcastique, malicieux, retors, acide, familier…

Seul le Général n'est pas satisfait :

« Vous m'avez fait mettre en pyjama devant les Français », reproche-t-il à Galichon, son directeur de Cabinet.

* * *

À la veille d'un voyage présidentiel en Bretagne, Jacques Narbonne, chargé de mission au Cabinet du Général, vient lui remettre un épais dossier sur la région : géographie, économie, populations, traditions…

De Gaulle s'emporte :

« Qu'est-ce que vous voulez que je fasse de tout ça ? Je ne vais pas voir les Bretons pour leur parler de la Bretagne ! Je vais voir les Bretons pour leur parler de la France ! »

* * *

Le Général supportait mal les prétentions à la gloire partagée de celles qu'il avait appelées un jour « les veuves abusives. »

Claude Dulong nous remet en mémoire cet incisif dialogue avec un membre de son Cabinet :

« … Et de quoi se mêle-t-elle ? grognait le Général. Pour qu'elle soit veuve de guerre, encore faudrait-il que son mari ait fait la guerre ! Or je peux vous assurer qu'il ne l'a pas faite !

— Bon, d'accord pour celle-là. Mais le mari de M^me^ Un Tel, il s'est vraiment battu, lui ?

— Ah pour ça oui !… Il s'est battu contre moi… »

Et d'une autre, il avait dit :

« La dinde !… Ce n'est tout de même pas elle qui a franchi le Rhin ! »

* * *

Le 5 décembre 1965, de Gaulle, qui sollicitait un second mandat présidentiel, ne recueille que 44,64 % des suffrages exprimés et il est mis en ballottage.

Dans le cercle de ses proches, il laisse éclater sa rogne et sa

grogne — et bien qu'il soit déjà tout à fait résolu à faire le contraire de ce qu'il annonce :

« Puisque les Français m'ont mis en ballottage avec une marque de dentifrice (*allusion à Jean Lecanuet, dit "dents blanches"*), un politicien intelligent mais douteux (*allusion à François Mitterrand*) et un hurluberlu (*allusion à Marcel Barbu*), il faut que je m'en aille ! »

* * *

En Conseil des Ministres, le 2 juin 1967, le Président de la République analyse longuement la situation au Proche-Orient où un conflit semble imminent entre Israël et les États arabes voisins. Il déclare solennellement que la France, quelles que soient ses sympathies, ne pourrait que désavouer celui qui tirerait le premier coup de feu, et il annonce qu'à compter du 5 juin, la France suspendra les livraisons d'armes à sept pays arabes et à Israël.

Le 5 juin, les forces armées israéliennes lancent, sans préavis, une attaque éclair contre l'armée égyptienne, dans le nord du Sinaï, en même temps que contre les forces syriennes et jordaniennes. Simultanément, les Israéliens, commandés par le Général Dayan, détruisent au sol l'aviation et les concentrations de chars égyptiens.

Auprès de l'un de ses intimes, de Gaulle ne dissimule pas son irritation :

« Quels idiots ! En cherchant bien, ils pouvaient sûrement trouver quelques Arabes pour tirer les premiers ! »

Le 10 juin au soir, un cessez-le-feu met fin à « la guerre des six jours », consacrant l'écrasante victoire des Israéliens qui occupent le Sinaï, la Cisjordanie, Jérusalem et Charm-el-Cheikh, au débouché du golfe d'Akaba.

Le 21 juin, devant le Conseil des Ministres, le Général condamne à la fois l'intervention américaine au Viêt-Nam et l'attaque israélienne du 5 juin, condamnation qu'il renouvelle lors de sa Conférence de presse du 27 novembre, en des termes qui surprennent et choquent l'opinion publique et la presse.

Quelques jours plus tard, à Colombey, Jean d'Escrienne, son aide de camp, prend la liberté de le lui faire observer :

« Bien des gens, mon Général, partagent l'indignation des journalistes. Ils ne comprennent pas… Après les persécutions qu'ont subies les Juifs, il n'y a pas si longtemps, Israël ne peut ressentir que comme un outrage et une injustice que vous l'ayez qualifié de « peuple dominateur » !…

— Je n'ai outragé personne. Quand on commente un texte ou un propos, sérieusement et honnêtement, on n'isole pas une phrase de son

contexte, à plus forte raison un mot à l'intérieur d'une phrase, sans quoi on altère le sens général ou on fausse l'idée exprimée. J'ai dit, du peuple juif, non pas qu'il était « un peuple dominateur », mais qu'il était « un peuple d'élite, sûr de lui et dominateur. » Il y a tout de même une sérieuse nuance !… Et pour qui sait écouter ou lire, c'est même plutôt un compliment… »

Dans la soirée, le Général et son aide de camp font un « tour de parc »…

Le fond de l'air est frais, le ciel est gris… Ils s'arrêtent un instant pour regarder le doux vallonnement du paysage, la campagne engourdie dans le silence, la grande forêt gauloise posée là-bas, à l'horizon…

De Gaulle semble absorbé dans ses pensées, perdu dans ses rêves. Et d'Escrienne l'entend murmurer :

« Ah si seulement on pouvait en dire autant des Français… : peuple d'élite, sûr de lui et dominateur… »

Le surlendemain, le Général reçoit l'un de ses ministres, qui s'inquiète :

« Ne redoutez-vous pas, mon Général, une réaction très défavorable de l'opinion publique ?

— Est-ce que je me suis occupé de l'opinion publique le 18 juin 1940 ?… »

* * *

Mai 1968.

Faute de pouvoir, comme les générations précédentes, défouler dans « *une bonne guerre* » (et peut-on vraiment le regretter ?), les jeunes du moment, après avoir bien cherché, finissent par se trouver des cibles : papa-maman, cela va de soi, et, surtout, la remarquable prospérité que connaît la France. Ils partent donc en guerre contre l'« autorité » (celle des profs et celle des parents) et la « société de consommation », coupable de tous les maux.

La bourgeoisie et les intellectuels font stupidement chorus et, de leurs balcons dorés, applaudissent les agités. Quant aux syndicalistes, ils se saisissent de l'aubaine et se joignent aux « fils à papa » pour réclamer des augmentations.

De Gaulle s'en indigne auprès de son gendre, le général Alain de Boissieu :

« Que voulez-vous que je fasse de cette France qui s'aplatit, de cette vachardise ?… Que voulez-vous que je fasse au milieu des veaux ?… »

Vers la fin de l'année, par un refus brutal, qui surprend tout le monde, de dévaluer un franc malmené par les grèves et les accords de Grenelle, de Gaulle renverse la vapeur.

Mais à son chef d'état-major particulier, il confie : « Je ne pourrai pas éternellement me substituer à tout un peuple. »

Et la France, de nouveau, repart de l'avant, et aussi les plans de rénovation conçus par de Gaulle.

À un intime qui lui demande :

« Alors, mon Général, les grands projets de réforme ?

— Eh bien, nous les ferons !

— Y compris la participation ?

— Oui, je la ferai passer.

— Malgré les objections formulées par le patronat ?

— Le patronat, je m'en bats l'œil ! »

* * *

De retour d'Afghanistan, le 11 mai 1968, en pleine ébullition estudiantine, Georges Pompidou, Premier Ministre, décide la réouverture de la Sorbonne investie par les révoltés du Quartier latin.

Le Président de la République, excédé et fatigué, n'y objecte pas. Mais il se reprochera longtemps cette « *capitulation* » et, le 21 février 1969, il confiera à Christian Fouchet, Ministre de l'Intérieur :

« La réouverture de la Sorbonne, ce n'était pas du de Gaulle, c'était du Pétain. »

* * *

Au lendemain de son retour de Roumanie, le 19 mai 1968, de Gaulle ne dissimule point à ses ministres son vif mécontentement de ce qu'ils n'aient su, ni prévoir, ni endiguer à temps le mécontentement étudiant et ouvrier.

L'une de nos Excellences ayant fait observer que, rentré d'Afghanistan le 11 mai, le premier ministre, Georges Pompidou, avait évité toute effusion de sang et manœuvré avec habileté, de Gaulle a cette réplique, qu'a consignée Frédéric Barreyre :

« Six jours de savoir-faire ne rattraperont jamais six ans de laisser-faire ! »

* * *

En cette fin septembre de l'année 1968, la situation, en France, s'est normalisée. On a réouvert la Sorbonne, les ouvriers ont repris le travail, la bourgeoisie respire, on prépare le 55e salon de l'automobile, les parlementaires, dans leur circonscription, rassurent leurs électeurs…

De Gaulle observe :

« Les Français sont capables de grandes choses en présence d'un vrai danger. Mais dès que les périls s'éloignent, que la vie redevient tranquille, que l'immédiat semble assuré, chacun ne pense plus qu'à soi, à son clan, à son parti, à ses chapelles, et, aussitôt, ça grenouille avec délices dans le copinage, l'euphorie, le verbiage et les disputes. »

* * *

De Gaulle apportait la plus grande attention à la formulation des idées, des recommandations ou des avis. Et Claude Dulong nous le rappelle dans sa divertissante et scrupuleuse « *Vie quotidienne à l'Élysée, au temps de Charles de Gaulle* » :

« … Quand il s'agissait de textes le concernant, les corrections du Général étaient d'un ton si gaullien qu'on les croirait inventées par un pasticheur. Un chargé de mission ayant écrit, dans une note relative à un déplacement : « Au cours de ce voyage, le Général de Gaulle court le risque d'être soumis à des interrogations sur… », il reçut, en marge, ce rappel à l'ordre : « Sachez que le Général de Gaulle ne court jamais de risques et ne se soumet pas à des interrogations. » Une autre fois, le même chargé de mission qui, décidément, jouait de malchance, écrivit : « Le Général de Gaulle devra sans doute donner des assurances aux professionnels de la… etc. » La réponse fut encore plus brève, quoique teintée d'humour : « Le Général de Gaulle ne donne jamais d'assurances, surtout à des professionnels ! »

* * *

De 1944 à sa mort, le Général fut prisonnier de son personnage, et bien des choses lui furent, désormais, interdites…

Il aurait bien aimé, par exemple, marcher un peu dans les rues, tranquillement, regarder les vitrines, humer l'air du temps ; mais la dernière fois qu'il l'avait tenté, un dimanche de printemps, entre la Concorde et le Rond-Point des Champs-Élysées, il n'avait fallu que quelques minutes pour qu'une petite foule lui emboîtât le pas et l'applaudisse.

En regagnant sa voiture, il avait grommelé :

« Décidément, je n'ai le droit de rien faire comme tout le monde !… »

* * *

Un soir, dans les derniers jours de juillet 1969, à La Boisserie, de Gaulle et Jean d'Escrienne, son aide de camp, bavardaient à bâtons rompus en attendant l'heure du dîner.

Ils avaient pris connaissance du courrier, l'avaient annoté et classé, ils avaient parcouru les journaux… Soudain de Gaulle se saisit du *Monde* qui traînait sur le bureau et, à voix haute, il lut quelques titres :

« Paul VI est en Afrique… Nixon voyage en Amérique du Sud… Les Américains sont sur la lune… Vous voyez, on ne parle plus de la France… Sans doute parce qu'elle ne fait plus parler d'elle… »

LA SUPERBE

Au temps de ses culottes courtes, le jeune Charles de Gaulle s'adonnait aux jeux de son âge. C'est ainsi qu'avec deux de ses quatre frères, il aimait à livrer d'interminables batailles de soldats de plomb.

Sur le « *Calédonien* » qui, en août 1956, le conduisait de Balboa à Papeete, il en avait évoqué le souvenir auprès d'Olivier Guichard :

« Pierre était l'Italie. Jacques était l'Autriche. Quant à moi, excusez-moi, j'étais toujours la France… »

* * *

Le 10 octobre 1909, l'engagé volontaire Charles de Gaulle est incorporé au 33e régiment d'infanterie, stationné à Arras, où il servira avant d'entrer à l'École Spéciale militaire de Saint-Cyr, dont il a passé, brillamment, les examens. Il est promu caporal le 16 avril 1910.

Gaston Bonheur rapporte que le capitaine de Tugny, commandant la 9e compagnie, avait répondu à quelqu'un qui s'étonnait de ce que le jeune de Gaulle n'ait pas été promu plus vite au grade supérieur :

« Pourquoi voulez-vous que je nomme sergent un garçon qui ne se sentirait à l'aise que dans la peau d'un connétable ? »

* * *

À la fin du mois de mai 1940, la 4e division cuirassée, que le Colonel de Gaulle commande par intérim, est en position à Pierrepont, dans l'Aisne.

À ses officiers réunis, de Gaulle expose le plan de la contre-offensive qu'il veut lancer le lendemain pour arrêter l'ennemi débouchant d'Abbeville.

L'opération est décrite dans le moindre détail, le rôle de chaque unité est parfaitement défini, les ordres sont d'une remarquable précision.

À la fin de l'exposé, un capitaine, très impressionné, claque des talons :

« D'accord, mon Colonel !

— Je n'ai pas besoin de votre accord, capitaine. »

* * *

Le professeur Cassin réussit, le 22 juin 1940, à quitter la France pour rejoindre de Gaulle.

Le 29 au matin, il se présente à Saint Stephen House où, depuis trois jours, résident le général et ses premiers compagnons.

Professeur de droit et conseiller juridique auprès du Ministre de l'Information, René Cassin est le premier juriste à rallier la France libre.

« Vous tombez bien ! » s'exclame de Gaulle en le recevant. Et il lui confie aussitôt la première et la plus urgente des tâches : rédiger et faire approuver par Churchill l'acte de reconnaissance du Général de Gaulle et de ses effectifs dérisoires, et jeter les bases d'un traité d'alliance entre la France libre et le gouvernement de Sa Majesté. Et il lui précise :

« Il est bien entendu que nous ne sommes pas une légion étrangère dans l'armée britannique !

— J'ai compris, mon Général. Nous sommes l'armée française.

— Non, Cassin ! Nous sommes la France. »

* * *

Maurice Schumann, porte-parole de la France Libre, confie à Jean Lacouture et Roland Mehl : « Lorsque je suis arrivé à Londres, le 30 juin 1940, avec ma naïveté d'ancien enfant de la guerre 14–18, j'ai dit au Général : « Et, bien entendu, mon Général, vous êtes parti d'accord avec le Maréchal ? » — De Gaulle m'a répondu cette phrase superbe : « Si ce que vous croyez est vrai, ce qui est surhumain serait trop facile. »

Quelques jours plus tard, il lui disait :

« Et souvenez-vous que, jusqu'à nouvel ordre, nous sommes trop faibles pour n'être pas intransigeants. »

* * *

Ce soir de blitz, sur Londres en guerre, de Gaulle et ses collaborateurs sont descendus dans l'abri de Carlton Gardens car les bombardiers allemands cognent dur sur la cité…

On bavarde, en prenant le thé.

De Gaulle, du regard, fait le tour de ses compagnons :

« Vous, vous avez du mérite parce que vous avez préféré, à l'esclavage, la lutte sans espoir. Moi, je n'en ai aucun parce que je sais que nous vaincrons… »

* * *

Le 1er septembre 1941, de Gaulle regagne Londres après un périple de cinq mois et demi dans le Moyen-Orient et l'Afrique. Il se trouvait au Caire lorsque, le 22 juin, l'Allemagne a déclaré la guerre à l'Union soviétique et, bien qu'il se soit tenu informé des opérations à chacune de ses étapes, il a hâte de connaître le sentiment du Haut Commandement allié.

Au Grand Quartier Général, où il s'est rendu, on lui montre, sur les cartes, l'irrésistible avance des armées nazies. Les villes russes tombent les unes après les autres. Rien ne semble pouvoir arrêter le déferlement des blindés allemands…

On demande au Général de Gaulle ce qu'il pense de cette situation.

« Je ne me fais aucun souci pour les Russes… (Il marque une pause.)… Mais je crois, par contre, qu'il faudra bientôt songer aux moyens d'arrêter la progression communiste en Europe… »

Et il ajoute :

« Je me trompe parfois dans ce que je fais, mais jamais dans ce que je prédis. »

* * *

Petit duel au sabre d'abordage, à Londres, en 1942 :

Winston Churchill :

… « Enfin, c'est insensé ce que vous prétendez là ! Vous vous prenez pour la France ! »

Charles de Gaulle :

« Et si je ne suis pas la France, pourquoi discutez-vous avec moi ? »

* * *

Après la campagne de Tunisie, début 1943, Roger Carcassonne-Leduc se rend à Londres, et comme il a joué un rôle important dans la préparation et l'exécution du « Coup d'État » qui, à Alger et à Oran, notamment, a facilité le débarquement allié, de Gaulle le reçoit pour l'interroger sur la situation en Afrique du Nord.

Au cours de la conversation, Carcassonne-Leduc est amené à préciser qu'il se trouvait, bien avant le débarquement, sous les ordres du Colonel Clouet des Perruches, à la 6e D.L.M., et de Gaulle l'interrompt : « Je le connais, votre Clouet des Perruches ! Il a le culot

d'avoir deux centimètres de plus que moi ! »

* * *

Le 25 août 1944 au soir, de Gaulle, qui vient d'arriver à Paris, ordonne au Général Leclerc de prendre toutes dispositions utiles pour défiler, à la tête de la 2e D.B., le lendemain 26, de l'Arc de Triomphe à Notre-Dame.

Le Général américain Gerow, sous les ordres de qui a été placée la 2e D.B., réagit brutalement et fait porter à Leclerc un contrordre péremptoire : « … *Les troupes placées sous votre commandement ne participeront à aucun défilé à moins d'en avoir reçu l'ordre signé de moi personnellement.* »

Pris entre deux feux, Leclerc escorte l'émissaire de Gerow jusqu'au Général de Gaulle qui lui déclare, superbement :

« Rappelez au Général Gerow que je lui ai prêté Leclerc, mais qu'il me semble que je peux le lui reprendre pendant quelques heures. »

* * *

Le 28 octobre 1944, le Chef du gouvernement provisoire impose la dissolution des « milices patriotiques », largement dominées par le parti communiste. Les armes individuelles devront être remises dans les quarante-huit heures aux autorités militaires.

À ceux de son entourage qui s'inquiètent des réactions du P.C., de Gaulle répond :

« Les communistes ne sont pas dangereux. Tout au plus des roseaux peints en fer… Et puis on ne fait pas de révolution sans révolutionnaires ! Et il n'y a qu'un révolutionnaire, en France : c'est moi. »

* * *

Au Comité directeur du R.P.F., certains insistent pour que de Gaulle se présente lui-même aux élections législatives de 1951.

« Votre présence au parlement, dit quelqu'un, serait d'un tel poids que tout deviendrait possible ! »

De Gaulle se tourne vers lui :

« Sincèrement, vous voyez le Général de Gaulle demander à Édouard Herriot la permission de prendre la parole ? »

À Jacques Soustelle. Secrétaire général du R.P.F., il dira :

« Vous me voyez mettre mon petit chapeau dans ma petite armoire au vestiaire du Palais-Bourbon ? »

À la réunion suivante, d'autres membres du Comité directeur plaident pour que de Gaulle fasse publiquement connaître le programme que les candidats du R.P.F. auraient à défendre.

De Gaulle les regarde pensivement :

« Vous devriez le savoir : il n'est pas possible de se faire élire sur un programme et de l'appliquer. Car le choix est simple : ou l'élu trompe ses électeurs, ou il trompe l'intérêt de son pays. »

* * *

Louis Vallon, Délégué à l'action professionnelle et sociale du R.P.F. et le Général s'entretiennent du temps présent, évoquent le temps passé, fustigent les adversaires d'hier, brocardent les ennemis d'aujourd'hui…

« À Londres, dit le Général, j'étais comme un roc que venaient battre les vagues. Je me retrouve, aujourd'hui, dans la même situation mais, en face de moi, je n'ai plus que des vaguelettes…

* * *

Le 12 juin 1954, le gouvernement de Joseph Laniel est renversé (un de plus, un de moins, les Français n'y prêtent plus guère attention), et Pierre Mendès France est appelé à en former un autre (qui chutera, lui aussi, sept mois plus tard).

Pressenti pour faire partie de la fugace équipe gouvernementale, le Général Kœnig, très tenté malgré tout, vient prendre l'avis du Général au siège du R.P.F., 5, rue de Solférino.

Il entre chez le Général, vide sa musette, écoute et ressort.

André Astoux, Chargé de mission du Rassemblement, qui se trouvait dans le bureau voisin, est curieux de connaître le résultat de l'entrevue, et Kœnig le lui livre :

« Le Général de Gaulle m'a dit : Kœnig, je ne vous demande pas de ne pas être ministre : je ne vous demande pas, moi, d'être ministre. Vous saisissez la différence ?…

— Alors, conclut Kœnig, j'avais compris. Je ne serai pas ministre. »

* * *

Revenu « aux affaires » sur la vague écumante des événements d'Alger, Charles de Gaulle reçoit. À Matignon. Et ce jour-là, c'est le tour des dirigeants de la C.F.T.C. (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) : Théo Braun, Bouladoux, Jeanson, Levard.

Il revient à Levard d'exposer les préoccupations des syndicats chrétiens :

« Mon Général, comme nous l'avons déjà dit à l'un de vos prédécesseurs… »

De Gaulle lui coupe la parole :

« Le Général de Gaulle n'a pas de prédécesseurs. »

* * *

Au député Bettencourt qui lui confie, à l'occasion d'un voyage en Normandie :

« Pour le présent, nous sommes tranquilles. C'est pour l'avenir que nous avons des inquiétudes », de Gaulle répond :

« Eh bien, messieurs, faites un autre de Gaulle. »

* * *

En novembre 1958, Paul Delouvrier, représentant de la France auprès de la Communauté Européenne charbon-acier, est de retour d'Algérie où de Gaulle l'a prié d'aller *s'informer et de lui faire rapport.*

Le Général l'écoute et lui annonce, tout à trac :

« Vous remplacerez Salan comme Délégué Général en Algérie. »

Paul Delouvrier exprime des scrupules, tout à son honneur (et que démentira, d'ailleurs, un parcours exemplaire) :

« Je ne suis pas sûr d'être de taille… »

Et de Gaulle, péremptoire :

« Vous grandirez, Delouvrier, puisque, en Algérie, vous serez la France. »

* * *

Dans le bureau du Général, ce soir-là, de Gaulle et Gaston de Bonneval, son aide de camp, sont en tête-à-tête et font le point.

Faisant allusion à l'un des visiteurs de la journée, Bonneval rappelle :

« Alors que vous bavardiez avec André Malraux… » Le Général le coupe et, d'une voix douce, avec un petit sourire :

« On ne bavarde pas avec le Général de Gaulle : on s'entretient avec le Général de Gaulle. »

* * *

Dwight D. Eisenhower et Charles de Gaulle se retrouvent à Paris, le 3 septembre 1959, puis, le lendemain, à Rambouillet, pour un tour d'horizon général.

À l'issue des entretiens, de Gaulle convie ses hôtes à un dîner intime et, le repas achevé, ils devisent au coin du feu, évoquent des souvenirs…

De Gaulle : « Roosevelt pensait que je me prenais pour Jeanne d'Arc. Il avait tort. Je me prenais simplement pour le Général de Gaulle. »

* * *

À Dunkerque où il s'arrête, le 25 septembre 1959, le Général de Gaulle est reçu à l'Hôtel de Ville par les élus locaux et les corps constitués. On lui remet une médaille commémorant sa visite. Avec des excuses :

« Monsieur le Président de la République, Monsieur le Président de la Communauté, cette médaille n'était pas assez grande pour tous vos titres. Nous avons juste pu y graver : *Au Général de Gaulle*.

— *De Gaulle*, c'était bien suffisant. »

* * *

Le 5 février 1960, de Gaulle décide de se séparer de certains de ses ministres et Michel Debré, le Chef du Gouvernement, s'inquiète de leur avenir :

« Ne vous faites pas de soucis, Debré. Quand on a été ministre de De Gaulle, on trouve toujours à se recaser. »

* * *

Ce 17 janvier 1961, Houphouët-Boigny, ancien Ministre du Général de Gaulle et ancien Président de l'Entente, est reçu à l'Élysée.

Le premier Président de l'État indépendant de Côte-d'Ivoire souhaiterait vivement que le Président de la République française lui fasse l'honneur d'une visite officielle, à Abidjan.

Il insiste…

« Non, Houphouët, mon emploi du temps ne me le permet pas… Et puis je l'ai déjà fait, votre voyage, souvenez-vous…

— Oui, mon Général, mais à cette époque-là vous n'étiez pas Chef de l'État.

— Qu'est-ce que vous me chantez là, Houphouët ! De Gaulle était alors bien plus que cela ! »

* * *

22 avril 1961. Paris apprend avec stupeur qu'une tentative de putsch militaire secoue Alger. Les Généraux Jouhaud, Challe et Zeller, que rejoindra le lendemain le Général Salan, ont pris la tête de l'insurrection.

À l'Élysée, il y a un peu d'affolement. Ministres et membres du Cabinet pressent le Général d'intervenir à la radio et à la télévision :

« Il faut d'urgence adresser un message à la nation, mon Général !

— J'en ai bien l'intention. Mais mon texte n'est pas prêt.

— La France ne peut pas attendre, mon Général !

— Messieurs… Ce n'est pas parce que la situation est grave que je dois faire un mauvais discours. »

* * *

De Gaulle visite Toulon le 15 août 1964 et, peu avant son arrivée dans la ville, la police découvre, dissimulée dans une jarre, une bombe qui devait exploser sur son passage.

À son retour à Paris, ses collaborateurs le pressent de modifier la Constitution afin que soit créée une vice-présidence qui inscrirait, dans la loi, la pérennité du gaullisme.

Philippe Alexandre a gardé en mémoire la réponse du Général :

« Un vice-président ? Qu'aurait-il à faire ? Attendre ma mort ?… »

* * *

L'élection du Président de la République au suffrage universel, fixée au 5 décembre 1965, mobilise les états-majors politiques. Adversaires et partisans du Général, candidat sortant, rivalisent

d'activité. Mais de Gaulle l'annonce clairement à son entourage : pas de campagne électorale ! Et il l'explique :

« Les Français connaissent de Gaulle. Je laisse donc les réunions publiques aux candidats qui ont besoin de se faire connaître. »

* * *

Petit dialogue à la nuit tombée :

Pierre Billotte : « Je suis bien certain que votre successeur ne pourra, au mieux, qu'essuyer un demi-échec. »

De Gaulle : « Et pourquoi ne remporterait-il pas, au pire, un demi-succès ? »

Pierre Billotte : « N'est-ce pas la même chose ? »

De Gaulle : « Pas pour l'Histoire. »

* * *

À onze heures, le vendredi 25 avril 1969, le Président de Gaulle enregistre le dernier appel qu'il adressera à la nation et qui sera radiodiffusé le soir même, à 20 heures.

Mais il n'a plus l'ombre d'une illusion… À travers ce référendum dont, au reste, ils se soucient assez peu, les Français vont dire « non » à de Gaulle.

Il le sait.

Il l'accepte.

L'enregistrement terminé, on le lui fait écouter sur un récepteur de contrôle. Il ne fait aucune remarque, serre la main des techniciens, et quitte la salle des fêtes accompagné du colonel d'Escrienne, son aide de camp.

Son seul commentaire, dans l'ascenseur, qui le remonte à son bureau :

« Comme sortie, ça pourra aller… »

* * *

Le 27 avril 1969, le projet de loi référendaire sur la réforme du Sénat et des régions était repoussé par 52,41 % des suffrages exprimés.

La dernière pierre de l'édifice, pensé et voulu par Charles de Gaulle, ne serait pas posée…

Pour le Général, cette consultation était capitale, car seule une

adhésion massive du peuple français à l'ensemble de son projet pour la France — et quel qu'en fût l'aspect particulier — pouvait lui permettre d'engager la grande avancée sociale de la participation.

Désavoué sur un problème relativement mineur, il devait constater que les partis avaient repris leur ascendant sur le corps électoral, et il ne pouvait plus espérer être suivi sur une réforme majeure.

Le lendemain 28 avril, il annonçait, dans un communiqué, qu'il cessait d'exercer ses fonctions de Président de la République et il regagnait Colombey, dont il ne sortirait plus…

Au cours de l'été qui suivit, il allait souvent analyser l'événement. À Jean d'Escrienne, son aide de camp, il confiait :

« Il n'y a que dans l'effort, dans la poursuite d'une noble tâche que les Français sont un grand peuple… Chacun va donc, maintenant, faire chauffer sa petite soupe, dans sa petite marmite, sur son petit feu et dans son petit coin, en s'imaginant vivre des jours tranquilles. Eh bien soit ! Mais que cela se fasse donc en dehors de moi ! »

Le 29 avril, à Michel Debré qui lui téléphonait à Colombey pour lui dire sa tristesse et son désarroi, il avait confié :

« Que voulez-vous, Debré, on ne peut pas gagner toutes les batailles. Nous avons vaincu Vichy, nous avons vaincu l'O.A.S., nous avons vaincu la chienlit de 68, mais nous n'avons pas réussi à rendre les bourgeois nationaux. »

À noter, en passant, que le rejet de la personne et de la politique du Général par la réponse négative du 27 avril 1969, dont nul ne pouvait ignorer les conséquences, choqua profondément les diplomates soviétiques en poste à Paris. À un journaliste qui s'étonnait de leur réaction, l'attaché de presse de l'ambassade répondit :

« Quand on a un bon tsar, on le garde. »

* * *

Tout le monde connaît l'affirmation célèbre :

« Chaque Français a été, est, ou sera gaulliste. »

De Gaulle ajoutait :

« Et je ne jurerais pas qu'à un moment ou à un autre, le maréchal Pétain lui-même ne l'ait pas été quelque peu. »

* * *

De Gaulle avait le sens des formules lapidaires, — ces petites phrases qui disent beaucoup de choses avec très peu de mots :

« La gloire, c'est la défaite des autres. »

« Il faut vivre avec ses arrière-pensées. »

« La grandeur a besoin de mystère. »

« On ne résout pas les problèmes. On apprend à vivre avec eux. »

« La droite ignore ce qu'est la nécessité de la générosité et la gauche se refuse à la nécessité de la puissance. »

« Il n'y a de réussite qu'à partir de la vérité. »

« On ne fait rien en dehors des réalités. »

« Le gaullisme, c'est tantôt mille fidèles, et tantôt le pays tout entier. »

« La véritable école du commandement, c'est la culture générale. »

« Le temps est l'étoffe des grandes entreprises. »

« À la guerre, la chance des généraux, c'est l'honneur des gouvernements. »

L'INATTENDU

Sorti 13e sur 211 élèves de l'École Spéciale militaire de Saint-Cyr, le 1er septembre 1912, le sous-lieutenant de Gaulle avait le droit de choisir son arme ; et, pour les diplômés de la « botte », il y avait deux armes nobles, par excellence : la cavalerie et la coloniale. Or, à la grande surprise de ses condisciples, de Gaulle choisit de retourner à son régiment d'origine : le 33e régiment d'infanterie, cantonné à Arras.

Il en donna un jour la raison au Général Pierre Billotte, sous forme de boutade :

« L'infanterie, c'est plus militaire. »

* * *

Le Chef de la France Libre vient de quitter l'hôtel Connaugh, où il a déjeuné, et, à pied, par Berkeley Square, Piccadilly et Saint-James, il descend en direction de ses bureaux du 4, Carlton Gardens. François Coulet, son chef de cabinet, l'accompagne.

Cet après-midi de printemps 1942 est doux à souhait. L'air est léger et, dans les branches, une brume verte présage les apothéoses de l'été.

Et de Gaulle dit tout à coup :

« Le plus beau métier, finalement, c'est d'être bibliothécaire… »

Goulet, un peu décontenancé, acquiesce. Il comprend… D'autant que son propre père a été à deux doigts de prendre la direction de la superbe bibliothèque du Palais-Bourbon.

« Non, dit de Gaulle, je ne parle pas d'une grande bibliothèque mais d'une petite, dans une petite ville de province, en Bretagne, par exemple, une bibliothèque municipale… Quel calme ! Quelle belle vie !… Et puis, brusquement, quand arrive la soixantaine, on se met à écrire une monographie de quatre-vingts pages : Mme de Sévigné est-elle passée par Pontivy ? — Alors, on devient frénétique, on envoie des lettres cinglantes au chanoine qui chicane sur une date, on embête tout le monde, on n'arrête pas… Oui, croyez-moi : bibliothécaire, c'est le plus beau des métiers ! »

* * *

Pendant tout le temps que dura son séjour à Londres, le Général ne manqua aucune occasion de rappeler que la vraie France était, avec lui, du côté des soldats, ni d'exposer ses vues dans tous les domaines.

Cela l'amenait, naturellement, à s'adresser aux Anglais dans des enceintes officielles ou privées, et ses interventions étaient suivies avec un intérêt et une sympathie croissants… Et aussi, parfois, avec naïveté…

C'est ainsi qu'à la sortie de l'Albert Hall où, le 18 juin 1942, il venait de prononcer un très grand discours, la femme du Président de l'association locale se précipita vers lui :

« Ah ! Général, comme c'était bien ! Vous voulez que je vous dise ?… À chacun de vos discours, vous faites des progrès ! »

* * *

Il y a aussi les histoires vraies dont le Général est le héros involontaire (ou, le cas échéant, la victime). Celle-ci, par exemple, que nous narre le Colonel Dupérier.

En 1942, Bernard Dupérier sert dans un groupe de chasse des Forces aériennes françaises libres et de Gaulle, chaque fois qu'il le peut, vient complimenter et encourager « ses » aviateurs.

C'est le cas ce jour-là, à la base de Tangmore, et, après l'inspection des pilotes et des appareils, on reçoit le Général au mess où le cuistot a mijoté un repas de circonstance. Au menu : des pigeons en sauce.

Tout se passe pour le mieux. De Gaulle, qui a un solide coup de fourchette, fait honneur à la bonne chère et, la dernière bouchée avalée, il réclame son képi et son manteau.

Bernard Dupérier se lève pour aller les lui chercher.

À ce point du récit, il convient de préciser que le groupe a adopté un beau chat noir dont il a fait sa mascotte. Et que trouve Dupérier, bien installé au fond du képi du Général ? Le beau chat noir…

L'ennuyeux est qu'il n'y est pas seul. Entre ses pattes, un pigeon qu'il a chouravé à la cuisine et dans lequel il mord à belles dents.

Dupérier vire le chat et son pigeon *manu militari*, se saisit d'une serviette, frotte énergiquement l'intérieur du képi maculé de sauce — succulente dans une assiette, incongrue dans un képi — et court porter au Général son couvre-chef.

Et Bernard Dupérier ajoute :

« Je n'ai jamais osé lui demander si, ce jour-là, il n'avait pas trouvé son képi un peu poisseux… »

* * *

À peu près de la même veine, cette histoire-ci…

Comme tout le monde évitait d'empoisonner le Général avec des problèmes d'intendance, les Services de l'Élysée avaient passé commande, sans lui en parler, d'une D.S. à toit ouvrant. Et, ce jour-là, à l'occasion d'un court voyage dans l'Oise, l'opportunité parut bonne de l'inaugurer car il faisait un temps splendide.

Au départ de Paris, et par mesure de sécurité, on laissa le toit à sa place, si bien que de Gaulle ne remarqua rien. Mais à la première étape, et cependant que les officiels entraînaient le Chef de l'État vers la mairie, on l'ouvrit.

Les discours terminés et « le vin d'honneur » asséché, le député-maire accompagna le Général jusqu'à sa voiture et celui-ci, l'apercevant, s'exclama :

« Vous avez, monsieur le député, une voiture bien pratique !

— Mais elle est à vous, mon Général !

— Je vous remercie, c'est très gentil de votre part, mais il n'en est pas question !… »

* * *

Ce 25 août 1944 qui voit se lever, sur Paris, le soleil de la liberté, Georges Bidault, président du Conseil national de la Résistance, presse de Gaulle de « proclamer la République » du balcon de l'Hôtel de Ville, face à une foule en délire.

« La République n'a jamais cessé d'exister, lui répond de Gaulle. Je n'ai donc pas à la proclamer. »

De Gaulle était républicain. On le sait, et sa réponse à Bidault le confirme. Mais il y avait quelque mérite car ses parents, eux, étaient résolument monarchistes.

À M^me^ de Lauzac qui la complimentait sur la belle prestance et le sérieux de ses quatre fils, M^me^ de Gaulle mère avait répondu :

« Ils me font quand même beaucoup de peine. Pensez ! Ils sont tous républicains ! »

* * *

Ce qui va suivre n'est pas une histoire drôle… Tout au plus une drôle d'histoire qui aurait pu se terminer tragiquement…

Venant de Rocamadour et se rendant au château de Roumégouse, de Gaulle traverse le Lot en voiture, le 22 février 1950, en compagnie de son aide de camp et de Pierre Lefranc, à l'époque chargé de mission du Rassemblement pour le Centre.

Un passage à niveau fermé se présente, et le chauffeur, Paul Fontenil, immobilise son véhicule. Sur ce, la garde-barrière, appuyée sur sa manivelle, tourne la tête et reconnaît le Général… Elle estime qu'il serait discourtois et même indécent de retarder, dans son voyage, le Libérateur de la patrie et elle lève la barrière. Le chauffeur traverse les voies, en toute confiance, mais à peine la voiture a-t-elle, de l'autre côté, roulé quelques mètres qu'un rapide surgit et défile avec fracas dans le dos des occupants…

Dans la voiture, sueurs froides…

De Gaulle, flegmatiquement :

« Eh ben !… »

Comme quoi l'enfer peut être pavé des meilleures intentions du monde…

* * *

De Gaulle aimait les bêtes, cela on le sait.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'il avait, à cet égard, des scrupules et des délicatesses inattendues.

Par exemple, ce déjeuner à La Boisserie, dont se souvient l'un de ses ministres…

Figurait, au menu, un poulet de la basse-cour des de Gaulle. Mais, dans l'assiette du Général, trônait un bifteck… À un invité qui semblait s'en étonner, il avait avoué :

« Je ne mange pas les animaux que je connais. »

* * *

Harold Macmillan, premier ministre de Grande-Bretagne, est en France ce 10 mars 1959.

En marge des entretiens officiels, le protocole a aménagé une réception à Rambouillet afin d'offrir, aux hôtes de la France, une verte détente et un bon bol d'air.

Après le repas, de Gaulle et Macmillan, dont on sait ce qui les rapproche et ce qui les divise, font quelques pas dans le parc…

On a beaucoup parlé, bien sûr, de l'Europe et du marché commun et de Gaulle confesse, avec un demi-sourire :

« Eh oui, cher ami, nous passons vous et moi, auprès de certains, pour d'impénitents conservateurs, mais je vais vous faire un aveu : je suis parfois visité par *l'ange du bizarre… »*

* * *

Il arrivait, au Général, d'avoir mal aux dents, comme tout le monde. Il se faisait alors conduire jusqu'au cabinet du Dr Poisson, boulevard Malesherbes, où son chauffeur l'attendait. C'était le cas, ce jour-là…

De Gaulle pénètre dans l'immeuble, prend l'ascenseur, s'arrête au bon palier et croise une cliente qui, elle, sortait de chez le dentiste. Le Général sonne et entre.

Deux minutes plus tard, nouveau coup de sonnette. La secrétaire-réceptionniste va ouvrir : c'est la cliente de tout à l'heure, toute pâle et la mine défaite :

« Je reviens, parce que ça ne va pas du tout. L'anesthésie de tout à l'heure, peut-être ?… »

La secrétaire s'inquiète :

« Que se passe-t-il, madame ?

— Je ne sais pas… J'ai comme des visions…

— Des visions ?

— Oui, des visions… Je viens de voir là, sur le palier, le Général de Gaulle… Alors vous vous rendez compte !… »

* * *

En Algérie, l'année 1960 est tumultueuse… Les pieds-noirs sont désorientés et violemment hostiles aux orientations du Général. Les musulmans doutent encore de ses bonnes intentions. La classe politique en France, est profondément divisée…

À Paris, les Chefs d'État-Major adjurent de Gaulle d'expliquer sa politique publiquement ; mais, pour de Gaulle, le moment n'en est pas venu :

« En politique, il y a aussi la surprise. Napoléon a décliné dès qu'il a cessé de dérouter. »

* * *

Le 8 septembre 1961, non loin de Pont-sur-Seine, sur la route de Colombey-les-deux-Eglises, de Gaulle échappe de peu à un attentat monté par l'O.A.S.

Il descend de voiture, complimente François Maroux, son chauffeur, et renifle l'air ambiant :

« Il sent mauvais, leur plastic !… Ils devraient bien le parfumer à la lavande. »

* * *

La mort — en tout cas la sienne —, de Gaulle ne l'imaginait qu'à la mesure de son destin : apocalyptique, foudroyante, sauvage… Un champ de bataille, un attentat, un accident…

Visitant un cimetière militaire en compagnie de son ministre des Anciens Combattants, il avait soupiré : « Et dire que je mourrai peut-être dans mon lit ! Vous imaginez cela, vous, Sainteny ?

* * *

Roger Stéphane a gardé un vif souvenir de ce dîner à l'Élysée — c'était en 1963 — qui réunissait, autour du Président, Pierre et Hélène Lazareff, Joseph Kessel, élu l'avant-veille à l'Académie française, son épouse et d'autres commensaux de qualité.

Les conversations allaient bon train lorsque, dans l'un de ces silences subits qui font dire « un ange passe », la voix du Général porta, haut et clair, jusqu'à Roger Stéphane :

« Je ne les connais pas personnellement, mais j'ai pour eux beaucoup d'admiration… »

De quelles hautes personnalités s'agissait-il ?… Roger Stéphane était curieux de le savoir…

« Les Beatles » dit le Général.

* * *

En cet été 1963, tout est redevenu calme, tranquille…

Plus de conflits, pas de grèves, aucune vague… À l'Assemblée nationale, une confortable majorité assure la stabilité du pouvoir.

Emmanuel d'Astier de la Vigerie rencontre le Président de Gaulle :

« Comment ça va ? » lui demande-t-il.

« Ça ne va pas mal, mais il ne se passe rien… C'est un peu ennuyeux. »

* * *

Le cortège officiel a fait halte à Noisiel, en Seine-et-Marne, ce 19 juin 1965, et le maire, entouré de son conseil, est venu saluer le Général.

À la fin des discours, on lui ménage un entretien avec le président, et la circonstance lui paraît propice pour exposer qu'il a

huit cents personnes « sur les bras » depuis que la chocolaterie Meunier a fermé ses portes.

« Ah bon, dit le Général. Je note cela sur mes tablettes. »

* * *

Un chef d'État sud-américain rend visite au Président de la République française et, à la fin de l'entretien, il exprime le vœu d'assister, le lendemain dimanche, à une messe basse à Notre-Dame.

Accordé.

Contact est pris avec Mgr. Marty, qui officiera.

À l'instant de la communion, le Chef d'État sud-américain et sa suite se lèvent pour recevoir l'hostie consacrée et M^me^ de Gaulle s'apprête à les suivre. Mais le Général l'arrête, d'un geste, et la prie de bien vouloir demeurer à sa place.

À la fin de l'office, Mgr. Marty s'étonne que le Général et madame de Gaulle n'aient pas communié, comme ils ont accoutumée de le faire.

« Ici, Monseigneur, lui répond le Général, j'étais la France. Et la France est un État laïque. »

* * *

Fin août 1967, de Gaulle convoque Roland Nungesser, secrétaire d'État. D'après les informations qui lui ont été communiquées, un climat de tension se développe en Tchécoslovaquie, et de Gaulle pressent que des événements graves pourraient y survenir sous peu. Il prie donc son ministre d'aller y faire un tour, de rencontrer le plus de gens possible et de lui ramener une bonne analyse de la situation. Une Foire commerciale se tient à Brno : c'est un bon prétexte pour un secrétaire d'État chargé, entre autres choses, de nos exportations.

Nungesser part donc pour Prague, voit des ministres, interroge des notables, tient table ouverte, et, à son retour, il rend compte au Général :

« Ça va secouer, là-bas…

— Dans combien de temps, selon vous ?

— Pas avant six mois, mais avant un an. »

En avril 1968, le « printemps de Prague » éclate comme une bombe et les chars soviétiques écrasent le soulèvement populaire.

À l'occasion d'un tête-à-tête, de Gaulle, qui a une mémoire d'éléphant, s'en entretient avec Nungesser, « Mes compliments, Nungesser. Entre six mois et un an, m'aviez-vous dit… Sept mois tout

juste… Vous étiez dans les temps. »

* * *

Le général travaille à son bureau.

De la pièce voisine, où se tiennent ses aides de camp, des rires et des éclats de voix lui parviennent. Intrigué, il appelle Gaston de Bonneval :

« Qu'est-ce qui vous fait rigoler, à côté ?

— C'est Teisseire, mon Général. Il nous racontait sa dernière bonne histoire… Il faut dire qu'il en possède un répertoire inépuisable… »

De Gaulle prend l'air chagrin d'un enfant qu'on a puni :

« Et pourquoi il ne m'en raconte jamais, à moi ?… »

* * *

Une fois de plus, le Président de Gaulle se rend en Afrique noire. Mais — fait rare — Mme de Gaulle est aussi du voyage.

Dans l'avion, tout le monde s'occupe : Olivier Guichard lit un rapport, Mme de Gaulle tricote, le Général met la dernière main au premier discours qu'il doit prononcer…

On survole des paysages magnifiques et Mme de Gaulle lève souvent le nez de dessus ses aiguilles pour admirer la savane, le fil d'argent des rivières, les gazelles qui volent dans les hautes herbes…

Soudain l'avion perd de l'altitude et le pilote se rapproche du sol car un grand troupeau d'éléphants passe à l'aplomb de l'appareil.

Très excitée, Mme de Gaulle attire l'attention de son mari.

Le Général jette, par le hublot, un coup d'œil distrait, puis il fait un petit geste, de la main, comme pour chasser des mouches :

« Laissez, Yvonne, laissez… »

* * *

L'année 1967 est riche en réceptions, et l'une des plus brillantes est bien celle qui clôture l'installation du Conseil Constitutionnel. Tous les ministres sont là, bien entendu, et, par conséquent, Roland Nungesser aussi. Secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, chargé des Affaires extérieures.

Le Président Charles de Gaulle fait son entrée, salue les dames, serre la main des messieurs et, soudain, il avise Roland Nungesser :

« Ah, Nungesser !… Bravo ! »

Bon, se dit le député-maire de Nogent-sur-Marne, on a dû lui dire que j'avais réussi à vendre, à la Roumanie, un joli lot de Caravelles… Il tient pourtant à s'en assurer :

« Je suis très sensible à vos compliments, mon Général… Mais… "bravo" pourquoi, exactement ?

— Eh bien pour hier, voyons ! Aux "Jeux sans frontières" !… Votre Nogent-sur-Marne les a toutes battues ! C'est très bien. »

Et, en me rapportant cette anecdote, Roland Nungesser a ajouté :

« Car, en plus, il trouvait le temps de se distraire en regardant les émissions de Guy Lux… »

* * *

Fin mars 1969, un mois avant le référendum du 27 avril dont le résultat défavorable provoquera le départ du général de Gaulle, Michel Droit reçoit, en Oubangui, un coup de fil de sa femme, Janine :

« Reviens vite. Quelqu'un voudrait te voir. »

Il devine l'identité du « quelqu'un », saute dans le premier avion en partance et, dès son arrivée à Paris, téléphone à l'aide de camp du Général qui lui fixe rendez-vous avec le président pour le lendemain samedi, à 15 heures.

Il a accepté sans se donner le temps de réfléchir, et ça l'ennuie un peu car il se proposait d'assister, à Colombes, au tournoi des cinq nations.

Prenant son courage à deux mains, il rappelle Flohic et obtient sans peine que la rencontre soit reportée à 18 heures.

Il se présente, à l'heure dite, à l'Élysée, et le Général l'accueille cordialement :

« Je suis bien content que l'on ait retardé notre entretien. Ça m'a permis de regarder le tournoi des cinq nations… »

* * *

Marcel Jullian, Président-directeur général de la Librairie Plon, éditeur des « *Mémoires de guerre* » et des « *Mémoires d'espoir* » du Général de Gaulle, tente de le convaincre de publier également ses « *Discours et messages* ».

Le Général n'est pas très chaud :

« Qui va lire ça ?… Ce sera indigeste… Et si je vous donnais plutôt ma correspondance avec Pétain ? Vous verrez, c'est bien plus

rigolo !… »

* * *

Au cours de ses pérégrinations provinciales, de Gaulle ne répugnait pas à user, avec un secret amusement, des lieux communs les plus éculés, de banalités désarmantes et de tautologies à couper le souffle.

J.R. Tournoux se souvient de l'avoir entendu dialoguer avec des paysans, à Belfort, l'année où un été torride avait, un peu partout, grillé les récoltes :

« Et la sécheresse ?

— Il a plu ici, mon Général.

— Eh bien je vous félicite ! »

Et celle-ci, au retour d'un voyage au Canada où on lui avait fait déguster un champagne local :

« Je leur ai dit qu'il fallait autant de courage pour fabriquer du champagne au bord des grands lacs qu'il en faudrait pour transporter les grands lacs en Champagne. Ils ont été enchantés… — Mais je n'ai pas l'impression qu'ils m'aient compris. »

En juillet 1960, à une foule fervente et… médusée. « Je salue Fécamp, port de mer, qui entend le rester et le restera. »

Aux membres du bureau de l'Assemblée nationale : « Messieurs, ce qui reste à faire, reste à faire, et ce qui doit être fait, doit être fait. »

En visite à Bertrancourt, dans la Somme :

« … Eh bien vous aurez l'eau !… Je ne sais pas quand, mais vous l'aurez ! »

Un jour, à Sens, alors qu'il venait d'en sortir une de ce tonneau-là, — c'était le 16 avril 1959 —, je lui avais glissé à l'oreille :

« On a parfois l'impression que vous prenez les Français pour des demeurés… »

Il avait souri (ce qui lui arrivait rarement) et m'avait répondu : « Non. Mais il faut parler aux gens le langage qu'ils comprennent. »

LA BIENVEILLANCE ET LA SOLLICITUDE

Londres, 1942.

Winston et lady Churchill ont prié à dîner chez eux, 10, Downing Street, le Général et Mme de Gaulle.

Deux semaines plus tard, les de Gaulle leur rendent leur politesse et les reçoivent dans leur petit appartement de Berkhamsted.

Le Général fait les présentations :

« Voici ma fille Elisabeth… Mais je vous prie d'excuser l'absence de mon fils, qui est en mer. » (Il se tourne vers sa fille Anne dont on sait qu'elle est, hélas, handicapée mentale, et il a pour elle cette phrase qui sonne comme un superbe et fier défi) :

« Et voici Anne… C'est aussi une de Gaulle ! »

Lorsque Anne mourut, le 6 février 1948, à la fin de la cérémonie, le Général se tourna vers Mme de Gaulle : « Maintenant, elle est comme les autres. »

* * *

Gaston Bonheur a consigné, avec le talent qu'on lui connaît, cette savoureuse anecdote qui a pour cadre ce village où de Gaulle s'arrête, le 14 juin 1944, à peine débarqué de *La Combattante*. — « C'est la fête, malgré les ruines. S'il reste une fenêtre, elle arbore un drapeau, s'il reste une porte, une grand-mère tend les bras, s'il reste une cloche, elle sonne à toute volée. Et, faisant escorte à la jeep qui roule doucement entre les trous d'obus, les écoliers aux voix fausses chantent *la Marseillaise* et font claquer au pas leurs semelles de bois.

Soudain, au bruit d'un galop, de Gaulle se retourne, étonné d'entendre un cheval dans cette guerre mécanique. C'est un lourd percheron de labour qui fait feu des quatre fers sur les derniers pavés. Il est monté, sans selle ni étriers, par un grand et gros curé de campagne, — tout rouge d'une colère sacrée — qui, parvenu à la hauteur de De Gaulle, se laisse glisser à bas.

— « Ah vous voilà ! (l'indignation l'étouffe mais il se met au garde-à-vous.) Mon général ! J'ai écouté votre appel du 18 juin, j'ai aidé les patriotes, j'ai recueilli des parachutistes, j'ai été en liaison avec le maquis, et vous êtes passé à côté de mon village sans même vous arrêter pour me serrer la main ! Ah, bien ! si j'avais su que ça se passerait comme ça !… »

Le Général a du mal à ne pas rire. Il descend de sa jeep et, prenant le bon curé dans ses bras, lui dit :

« Monsieur le curé, je ne vous serre pas la main, je vous embrasse ! »

* * *

À deux mois des élections législatives du 17 juin 1951, je demande audience au Général de Gaulle, qui me l'accorde aussitôt car il ne refuse pas grand-chose aux Chargés de mission du R.P.F. qui cohabitent avec lui, 5, rue de Solférino.

« Alors, Ragueneau, ça se présente bien, ce voyage que je dois faire dans votre région ?

— Très bien, mon Général. Mais ce qui m'amène, c'est autre chose… On me presse d'être candidat aux législatives, en Loire-Atlantique. Qu'est-ce que je réponds ?… »

De Gaulle réfléchit un moment, puis secoue la tête :

« Je ne vous le conseille pas, Ragueneau… La politique ?… Je vous connais… Vous ne seriez pas heureux. »

En conséquence de quoi, je n'ai pas été député. Et j'ai vécu très heureux.

* * *

Le 12 avril 1959, le Général de Gaulle reçoit à déjeuner la reine mère d'Angleterre.

Depuis quelques jours, c'est un nouvel intendant qui préside à la bonne ordonnance des repas officiels, et, à l'heure dite, ce bon M. Lefèvre, très ému, s'avance jusqu'au milieu du salon des Ambassadeurs où le Général, M^me^ de Gaulle et la reine mère devisent, un verre de muscat à la main, et il annonce, d'une voix de stentor :

« Monsieur le Président de la République est… »

Il s'étrangle d'émotion et reprend tout depuis le début :

« Monsieur le Président de la République est… »

Sa voix s'éraille, il devient écarlate, perd pied et lance subitement et d'une traite :

« Monsieur le Président de la République est élu ! »

Surprise générale, stupeur, fou rires discrets…

On passe à table.

Le lendemain, Lefèvre apporte sa démission à Pierre Lefranc, qui

le calme et lui promet d'intercéder en sa faveur auprès du Général. Ce qu'il fait.

« Bah, dit de Gaulle, il aurait pu faire bien pire… Renverser la saucière dans le cou de la reine mère, par exemple… Ou bien annoncer : « Sa Majesté la reine mère est élue ! » — Ça nous aurait fait un bel incident diplomatique !… »

* * *

Au cours de son périple en Alsace, de Gaulle s'arrête à Wittelsheim, le 20 novembre 1959.

Il descend de voiture, salue les notables, serre des mains, et voici que, venant vers lui, une fillette lui offre une belle poupée, vêtue en alsacienne, nommée Odile, comme la sainte patronne de l'Alsace.

De Gaulle sourit et embrasse la gamine :

« Tu es gentille, merci. Je vais jouer avec. »

* * *

Conseiller, au Cabinet du Président de la République, pour les affaires politiques et de l'information, Pierre Lefranc, à l'issue d'une réunion, présente une requête :

« Je voudrais, mon Général, vous parler de Pierre M…

— Pierre M… ?

— Oui, Pierre M… Il a dirigé un important réseau de la Résistance et il a rejoint la France Libre en 1942. C'est un type très bien.

— Bon. Et alors ? Qu'est-ce qu'il me veut ?

— Un poste de conseiller à l'Ambassade d'Angleterre se trouve vacant et il a toutes les qualifications requises.

— Ça n'est pas mon affaire, c'est au ministre de décider.

— Mon Général, le ministre, je l'ai vu. Il est tout à fait d'accord mais il souhaite, simplement, avoir votre opinion.

— Je n'ai pas d'opinion. Si votre Pierre M… est le meilleur, qu'il le nomme ; sinon, qu'il en nomme un autre. Et, surtout, ne dites pas au Ministre que je souhaite quoi que ce soit !

— Bien, mon Général.

— Et ne m'en reparlez plus !

— Bien, mon Général.

Quelques jours plus tard :

« Et alors, Lefranc, votre copain Pierre M…, où en est sa

nomination ? »

* * *

Le duc de Luynes, qui possédait en Argentine un important élevage, avait fait don au Général d'un superbe poney. « Il sera pour vos petits-fils, mon Général. »

Comme les pelouses de l'Élysée ne sont guère faites pour l'élevage, de Gaulle confia le poney à son gendre, le Général Alain de Boissieu, et celui-ci fit héberger la bête à Coëtquidan.

Mais, dans le haras, le poney, qui était entier, allait bientôt faire régner le stupre et la débauche… D'un robuste tempérament, il semait la joie et la panique parmi les pouliches, ce qui n'était pas prévu au programme de la direction.

Un dimanche, déjeunant avec le Général, Alain de Boissieu relata les frasques de son protégé et conclut : « On n'a pas le choix : il va falloir le castrer.

— Quoi ? s'exclama le Général. Mutiler ce poney ? Il n'en est pas question ! »

On trouva donc, pour le poney, une pension moins collet-monté où il vécut heureux et eut beaucoup d'enfants.

* * *

À Calais, le 24 septembre 1959, Jacques Vendroux, beau-frère du Général de Gaulle et député-maire, accueille le Chef de l'État et M^me^ de Gaulle, très émue de revoir sa ville natale dans ces circonstances.

Parmi ceux, nombreux, qui sont venus les saluer et les acclamer, figurent en bonne place les « anciens » du 33^e^ régiment d'infanterie auquel Charles de Gaulle a appartenu, de 1914 à 1916.

Eux, les pauvres, ne sont plus foule : la mort ou l'âge les a touchés… L'un d'eux, en particulier — visage parcheminé, regard absent, chevelure de neige — assis sur une chaise, le menton sur sa canne, parait indifférent à toute cette agitation qui l'entoure.

Coups de sifflet commandements, sonneries, voici le cortège…

Le Président de la République et de la Communauté passe devant les drapeaux des associations, et quelqu'un attire son attention sur les anciens de son régiment. Il s'approche, les salue et, soudain, il reconnaît son vieux compagnon d'armes, assis sur sa chaise :

« Tiens ! Mais c'est Jules Quagebeur ! Je ne me trompe pas

4e compagnie, 3e section… (Il lui tend la main.) Comment vas-tu, vieux camarade ? »

Le petit vieux se redresse un peu et lève des yeux fatigués vers la haute silhouette qui s'est immobilisée devant lui :

« Ah par exemple ! De Gaulle ! Quelle bonne surprise !… Alors, qu'est-ce que tu deviens ?… »

* * *

Le boulevard Jacquard est noir de monde, et de Gaulle le descend, serrant les mains qui se tendent, accompagné de son beau-frère…

Dans la foule qui se presse, un gosse d'une dizaine d'années essaye de faire la photo de sa vie, mais il ne parvient pas à trouver un petit espace libre entre les gens qui s'agglutinent devant lui.

Le Général l'aperçoit…

Il va vers lui, écarte gentiment quelques enthousiastes et lui dit :

« Vous vouliez une photo de moi avec votre maire ? bien allez-y ! (Et il ajoute, en souriant.) Et tâchez de la réussir. »

* * *

À l'Élysée, en ce mois de mars 1960, on prépare activement le voyage que le Général de Gaulle doit effectuer, le mois prochain, en Amérique du Nord. Roger Vaurs, chef du service de presse de l'Ambassade de France aux U.S.A., a été mandé pour assister le Cabinet de ses conseils.

Entre autres choses, Vaurs a demandé à son ami Aldon Hatch de hâter la publication du livre qu'il prépare sur de Gaulle (et qui paraîtra sous le titre : « *De Gaulle, nobody knows.* ») Et Hatch est donc venu à Paris pour avoir, avec le Général, un indispensable entretien.

À Vaurs, qui le presse de bien vouloir le recevoir, de Gaulle bougonne :

« Il m'embête, votre Hatch… Il va me parler golf et base-ball… »

Vaurs insiste.

« Bon, bon, je le recevrai cinq minutes. Mais pas plus ! »

Au jour dit, Aldon Hatch est introduit dans le bureau du Président, et de Gaulle découvre qu'il s'agit d'un grand handicapé physique, ce qu'il ignorait.

Il se lève, lui serre la main, et s'assied à côté de lui.

Il le gardera plus d'une heure.

* * *

Ce soir-là, Olivier Guichard quitte l'Élysée un peu plus tôt car il doit faire sa valise pour accompagner, le lendemain, le Président en Afrique.

En arrivant chez lui, il apprend que le Général a téléphoné à sa femme pour lui dire : « Je suis absolument confus et je vous prie de bien vouloir me pardonner de vous prendre votre mari pour un si long temps… »

« C'était vraiment très gentil », commente Guichard.

* * *

De Gaulle convoque Jean Foyer, Ministre de la Justice, à la fin mai 1963, et lui parle, en tête-à-tête, du cas d'un ex-général, artisan actif de la tentative du putsch du 22 avril 1961. (Bien que Jean Foyer n'ait jamais cité de nom, nous croyons savoir qu'il s'agit du général Maurice Challe.) Et de Gaulle lui dit :

« Sa femme a de sérieuses difficultés financières. Je prélèverai régulièrement une somme sur ma cassette personnelle. Vous la lui ferez remettre par le truchement d'un prêtre. Mais, — vous m'entendez bien ! — ni de mon vivant, ni après ma mort, la famille ne doit connaître l'origine des secours. »

* * *

Comme il le fait toujours à l'issue d'un Conseil des Ministres, le Président de la République fait le tour de la table et serre la main des Excellences.

Il arrive devant Michel Habib-Deloncle, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères :

« Faites attention, cher ami. Vos lacets sont dénoués et vous allez tomber. »

* * *

Bernard de Gaulle est venu, à La Boisserie, présenter sa fiancée à son oncle, Charles de Gaulle.

Cette visite impressionne et angoisse la jeune femme — pour ne pas dire qu'elle la terrifie… Mais le Général va la mettre très vite à l'aise :

« Je suis heureux de vous connaître, mademoiselle… (Et il ajoute, très gentiment.) Les fiancés m'ont toujours intimidé… »

* * *

Ce mois d'avril 1968 a été particulièrement frais et humide, et Roland Nungesser, Secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, chargé des Affaires Internationales, souffre de violents maux de gorge, au point qu'il en est venu à redouter un cancer.

Le spécialiste consulté est, à la fois, rassurant et formel :

« Non, ce n'est pas si méchant que cela, mais il faut quand même vous soigner énergiquement. Parlez le moins possible pendant quelque temps et faites, sans tarder, une cure de quinze jours à Luchon. »

Quinze jours, cela signifie deux Conseils des Ministres « séchés »…

Nungesser s'en ouvre à Georges Pompidou.

Le Premier Ministre le dispense très volontiers de participer à une réunion du Conseil mais, étant donné les circonstances (car on sent poindre déjà l'agitation), deux absences, c'est une de trop.

À la fin du Conseil suivant, Nungesser sollicite l'autorisation du Général, qui lui répond :

« Je suis au courant, Nungesser, Pompidou m'en a parlé. J'allais vous le dire, d'ailleurs : vous avez une voix de rogomme, il faut vous soigner. Et même si vous devez manquer deux réunions du Conseil, allez-y. Votre santé d'abord. »

* * *

ET CE MOT DE LA FIN, — HÉLAS…

Décembre 1969.

Jean d'Escrienne est venu, à La Boisserie, apporter, au solitaire de Colombey-les-deux-Églises, le « courrier-arrivée », et reprendre le « courrier-départ. »

Le Général le retient à dîner.

Après le café, d'Escrienne se lève pour regagner Paris, et de Gaulle, avec sa coutumière courtoisie, l'accompagne jusqu'à la porte.

D'Escrienne l'ouvre.

La nuit est totale… Un bouillard glacé noie le contour des choses…

« Ne sortez pas, mon Général, il fait très froid… Et puis, cette nuit est si triste ! »

Par la porte ouverte, le Général jette un long regard sur le parc enneigé, le squelette des arbres noirs…

Il réprime un frisson et hoche la tête… Pressent-il que le temps est proche, les jours comptés, et que ce froid, dehors…

Il tend la main à d'Escrienne :

« Vous verrez, dit-il, le jour se lèvera *tout de même* demain… »

notes

Примечания

1

C’est à la hauteur du Petit-Clamart que de Gaulle manqua de très peu d’être victime d’un attentat, le 22 août 1962.

2

Le 4 juin 1958, au micro de Radio-Alger, Léon Delbecque, ancien chargé de mission du R.P.F. et artisan efficace de l'appel à de Gaulle, utilisera la même image en apprenant que le Général refuse aux militaires tout pouvoir civil et appelle, autour de lui, quelques-uns de ses adversaires politiques de la veille.

3

La presse britannique, très au fait des convictions du Général de Gaulle, ne se faisait aucune illusion. Rapportant qu'au cours de la partie de chasse organisée à l'issue des entretiens, Macmillan avait tué 77 faisans, un journaliste de l'*Observer* pronostiquait :

« Il est peu probable qu'il revienne avec autre chose… »

4

Et il le redira, en juin 1964, au capitaine de vaisseau Flohic, son aide de camp :

« Pétain est mort, pour moi, en 1925, lorsqu'il accepta la mission de porter à Lyautey l'annonce de son limogeage. Il le fit par ambition et par vanité, en dépit des mises en garde de son entourage. »

5

GARAP était le symbole, sans aucune signification, d'une campagne voulant démontrer que la curiosité est un support majeur de la publicité.